

2012: la prochaine guerre mondiale débutera en Iran ?

<http://www.youtube.com/watch?v=Pzw7sRzHcok>

Mise au point

Suite au News Mili 42, Sandrine Bauchet du Yorkshire Air Museum à Elvington, souhaite apporter les précisions suivantes (donc acte, en la remerciant de cet éclaircissement - NDLR)

Bonjour,

Travaillant au **Yorkshire Air Museum & Allied Air Forces Memorial**, nous avons été informés de votre article de presse relatant de notre événement qui s'est déroulé au York Minster le 20 octobre 2011. Premier monument français dans une cathédrale anglaise. Événement que nous avons organisé pour le 66eme anniversaire du retour en France des deux escadrilles 346 Guyenne et 347 Tunisie.

De plus, le **Yorkshire Air Museum & Allied Air Forces Memorial** n'est pas mentionné dans votre article alors qu'il en est l'entier organisateur. Il serait normal de nous citer dans votre article. Je pense qu'il est important pour vos lecteurs de nous connaître et de savoir que le **Yorkshire Air Museum & Allied Air Forces Memorial** est un site Historique français en Angleterre.

Le **Yorkshire Air Museum & Allied Air Forces Memorial**, situé à Elvington (Yorkshire/ 1h30 de Londres), est ouvert tous les jours et accueil plus de 10 000 visiteurs français à l'année. Il est la plus grande et authentique base du Bomber Command de la Royal Air Force, de la seconde guerre mondiale, ouvert au public et possédant le seul Bomber Halifax dans le monde entier.

Merci de votre compréhension.

Sandrine Bauchet
Bureau Français

Yorkshire Air Museum
01904 608595



www.yorkshireairmuseum.org

PUBLIÉ LE 23/11/2011 09:28 | LA DÉPÊCHE DU MIDI

Des crédits supplémentaires pour le ministère de la Défense afin de boucler l'année 2011

23 novembre 2011 – 10:24

Pour financer certaines dépenses qui n'avaient pas été prévues par la Loi de finances initiale, le gouvernement va demander au Parlement de voter des crédits supplémentaires d'un montant d'un

milliard d'euros dans le cadre d'un décret d'avance. Cette somme est en partie compensée par des annulations de dépenses. L'an passé, la même démarche avait été faite afin d'obtenir l'autorisation de débloquer 1,4 milliards d'euros.

Et cela donne l'impression que le gouvernement donne d'un côté ce qu'il a pris de l'autre. Ainsi, en août dernier, il avait été demandé au ministère de la Défense de trouver 230 millions d'euros afin de participer à l'effort de rigueur concernant les dépenses publiques – et aussi pour prendre en charge une partie de l'amende liée à l'affaire des frégates de Taïwan.

Et, selon [le quotidien Les Echos](#), le décret d'avance, qui vient d'être transmis au Parlement, vise à financer le surcoût généré par la participation française aux opérations militaires en Libye. Cela avait d'ailleurs été annoncé. Le gouvernement a donc demandé 391 millions d'euros supplémentaires au titre des opérations extérieures, dont bien évidemment l'opération Harmattan.

Mais ce n'est pas tout : sur les 350 millions prévus pour assurer le paiement des fonctionnaires, 75 millions doivent être affectés aux soldes bonifiées des militaires français engagés sur un théâtre extérieur.

En outre, le ministère de la Défense recevra également 150 millions d'euros supplémentaires pour financer les mesures d'accompagnement liées à la réforme dont il fait actuellement l'objet. Il s'agit pour l'essentiel des indemnités de départ des personnels retournant dans le civil ainsi que le financement du chômage des contractuels.

Lettre de l'ASAF << Ne pas subir >>

(Maréchal Jean de Lattre de Tassigny)

<<Budget de la Défense : de dangereuses contradictions>>

La crise économique , que traverse aujourd'hui la France , est d'autant plus grave qu'elle se produit dans un pays lourdement endetté -1500 milliards de dette-, conséquence direct de plus de 30 ans de déficit budgétaire quasi continu.

Les intérêt de la dette , dont notre pays doit s'acquitter chaque année , étaient l'an dernier de 40 milliards d'euros , soit 25% de plus que le budget total consacré aux armées.

Pourtant , pendant ces décennies de déficit budgétaire , la part du budget que l'Etat a consacré à la Défense a été divisée par deux passant de plus de 3% dans les années 70 à moins de 1,6% du PIB aujourd'hui.

Dans ces conditions doit-on au nom d'une pseudo répartition des efforts ponctionner encore 3,5 milliards d'euros sur les armées , au risque de remettre en question la cohérence et l'équilibre de notre outil militaire ?

Le livre blanc remis en cause

Le livre blanc paru en 2008 analysait la situation stratégique sous tous ses aspects et fixait des contrats opérationnels à nos forces . La loi de programmation militaire et les déclarations formelles du Président de la République , chef des armées , faites le 16 juin 2008 , attribuait les ressources financières nécessaires pour permettre de les remplir.

Comment les armées peuvent-elles le faire si les ressources qui leur sont consacrées changent tous les ans ? Croit-on qu'un système d'hommes et d'équipements aussi complexe qu'une armée puisse changer de format et d'organisation au rythme des déclarations politiques ? Sait-on qu'un programme militaire se déroule sur 30ans et parfois davantage entre l'expression des besoins d'un matériel et son emploi dans les forces ?

Comment l'industriel peut-il organiser la production à des prix compétitifs si le nombre d'exemplaires de ces matériels est régulièrement remis en question ?

Peut-on croire, contrairement aux apparences, que l'Europe de la Défense se fera sous la pression des coupes budgétaires, alors que chaque pays va au contraire chercher à préserver dans l'urgence et au mieux ses intérêts nationaux ?

La célébration du 70^{ème} anniversaire des combats de 1940 aurait dû marteler et graver dans l'esprit des dirigeants politiques européens ce premier enseignement : une défense solide ne s'improvise pas ; elle exige du courage, des efforts et de la continuité;

La question cruciale des effectifs

L'effectif total des armées françaises sera en 2015 de 220 000 soldats, marins et aviateurs.

L'armée de terre ne dispose déjà plus que de 20 régiments d'infanterie soit 20 000 fantassins ! (99% des régiments d'infanterie ont été dissous en 1 siècle). Or les conflits que nous devons et devrons probablement conduire hors du territoire national dans les prochaines années nécessitent des effectifs importants parce qu'ils s'inscrivent dans la durée et imposent de contrôler des espaces très vastes souvent en même temps que des zones très urbanisées. C'est vrai pour la lutte contre les islamistes afghans comme pour celle contre les pirates de l'Océan Indien. Celle qui s'annonce contre les membres d'Al Qaïda qui sèment la terreur dans les conflits sahéliens, ne modifie pas cette perspective.

Mais il faut aussi évoquer, en toute franchise et sans tabou, l'hypothèse d'opérations de sécurisation dans lesquelles les armées pourraient être engagées en appui des forces de sécurité intérieure dans certaines parties du territoire national.

Une telle perspective, de moins en moins improbable, devrait inciter nos responsables à s'intéresser davantage aux effectifs de certaines unités et à s'interroger sur la pertinence du processus qui conduit à la création de déserts militaires sur notre territoire. Car si l'armée, dit-on, n'est pas chargée de l'aménagement du territoire, elle doit garantir son intégrité et celle-ci pourrait bien passer par un déploiement plus équilibré de ses forces. Serait-il déjà trop tard pour qu'une ou deux unités fortes de 1000 militaires stationnent dans chacun de nos départements ?

Enfin au moment où la classe politique, tous partis politiques confondus, soutient la création du service civique pour renforcer la solidarité nationale, est-il raisonnable de diminuer encore le nombre de Français servant au sein des armées alors qu'on sait que cette institution constitue également un remarquable creuset d'intégration notamment pour les jeunes issus de l'immigration.

Des équipements à renouveler et à préparer

Mais simultanément, il faut que nos armées renouvellent très rapidement certains de leurs matériels majeurs : hélicoptères de manœuvre, avions de transport, ravitailleurs, drones, frégates multi missions et sous-marins nucléaires d'attaque, armements et protections individuels des combattants, sans oublier les équipements qui garantissent la cohérence de l'ensemble des systèmes.

Il faut également donner à notre industrie d'armement les ressources indispensables au développement des moyens qui permettront à notre pays de faire face aux menaces que représente l'émergence de certaines puissances à l'horizon de 5 à 15 ans et dont les budgets militaires ne cessent de croître.

Enfin la réduction excessive des budgets de fonctionnement conduit un nombre croissant de jeunes engagés à ne pas renouveler leur contrat estimant à juste titre de ne pas disposer des conditions de vie et surtout d'entraînement satisfaisantes , c'est à dire de ne pas avoir les moyens d'exercer leurs métier de manière professionnelle . Cette situation critique constitue une menace mortelle pour notre armée d'autant qu'elle touche un nombre croissant de cadres.

Le rapport annuel sur le moral en témoigne. Il est urgent que cet aspect soit bien pris en compte.

Quelle stratégie?

En décidant , dans l'urgence , une réduction des crédits militaires pour les 3 ans à venir après avoir lancer il y a moins de 2 ans une réorganisation considérable de ses forces armées qui est en cours , l'Etat agit à contretemps . Le renforcement de la cohésion nationale autant que le développement des capacités militaires émergentes devraient inciter la France et plus généralement les Européens à ne pas désarmer.

Ce sont nos enfants qui paieront demain les conséquences de ces choix égoïstes ,souvent à courte vue , comme ce fut le cas il y a 70 ans.

http://issuu.com/jeandionnot/docs/11_10_02_lettre_asaf_11_09_les_arm_es_entre_la_cri

Association de soutien à l'armée Française www.asafrance.fr

23.11.2011

Le vice-amiral Labonne nommé préfet maritime de l'Atlantique



Le vice-amiral Jean-Pierre Labonne a été nommé aux fonctions de commandant de la zone maritime Atlantique, commandant de la région maritime Atlantique, commandant de l'arrondissement maritime de Brest, préfet maritime de l'Atlantique et officier général chargé de la zone de soutien de Brest-Lorient à compter du 21 décembre 2011. A cette même date, il sera élevé au rang et appellation de vice-amiral d'escadre.

Il va remplacer à ce poste le vice-amiral d'escadre Anne-François de Bourdoncle de St-Salvy.

Né en 1956, Jean-Pierre Labonne entre dans l'armée en 1974 et à l'Ecole navale en 1976. En 1979, il est officier en second sur le patrouilleur *Edelbaran* (basé à La Pallice). Promu lieutenant de vaisseau en août 1983, il embarque ensuite sur la *Jeanne d'Arc* en qualité d'instructeur pour la campagne 1985-86.

Promu capitaine de frégate en août 1992, il rejoint l'état-major de la Force d'action navale, avant de prendre le poste de commandant en second sur la frégate *Montcalm* en juin 1993. De 1994 à 1996, il commande la flottille aéronautique 23F. Puis, il prend le poste de chef de bureau aéronautique au sein de la division opérations/emploi de l'état-major de l'amiral commandant la zone maritime Atlantique. Promu capitaine de vaisseau, il commande le bâtiment de commandement et de ravitaillement (BCR) *Somme* , en 1998. Puis il dirige le bureau formation de la direction du personnel

militaire de la marine de juillet 1999 à 2002. Avant de repartir en mer à la tête de la frégate anti sous-marine *Primauguet* (sept 2002 - 2004). En 2008, il a commandé en second l'opération Atalante. Il est actuellement adjoint au commandant de la force d'action navale à Brest

Un Français à la tête du comité militaire de l'UE en 2012

Posted on 23 novembre 2011 by Nicolas Gros-Verheyde



Le général de Rousiers et le général Bentegeat au lancement de la présidence française de l'UE en 2008 (crédit : facebook De Rousiers)

(BRUXELLES2) La décision devra formellement être entérinée par les ministres de la Défense et des Affaires étrangères, réunis à Bruxelles les 30 novembre et 1er décembre prochain. Mais elle a été avalisée au comité militaire de l'Union européenne (CMUE) qui s'est tenu hier (mardi). Le général français de l'armée de l'air, Patrick de Rousiers, devrait bien être le prochain président du Comité militaire de l'Union européenne. Fonction qu'il exercera à compter d'octobre 2012. Aucun pays ni aucun chef d'Etat-Major n'a présenté de candidature. Et la candidature du Français a paru s'imposer à tous.

Actuellement inspecteur général des armées (depuis septembre 2010), il a surtout été le chef de la représentation militaire de la France auprès de l'UE à un moment-clé, celle de la présidence française. Et y a laissé un excellent souvenir. Il assure aussi le retour de la France au commandement intégré de l'OTAN, et cumulera à partir de 2009 la fonction de chef de la représentation militaire à l'UE comme à l'OTAN (la France met ainsi fin à une exception dans le panorama bruxellois). Il avait été aussi un temps candidat à l'Agence européenne de la Défense (quand la France avait plusieurs fers au feu, le ministère de la Défense et les Affaires étrangères présentant plusieurs candidats).

Né en 1955 à Dijon (Côte d'Or), de Rousiers suit la promotion 1975 «Capitaine DUTHOIT » de l'Ecole de l'air et est breveté pilote de chasse en 1979. Il commande l'escadron de chasse « La Fayette » de Luxeuil (1986-1988), la base aérienne 133 de Nancy (1999). En 2002, il est l'adjoint au major-général de l'Etat-major des armées, chef du bureau « études et stratégie militaire générale », puis en 2004, chef de la division « Euratlantique ». En 2006, il prend le commandement de la Défense aérienne et des Opérations aériennes, avant de prendre la direction de Bruxelles.

L'atout français : sa chaîne de commandement, rapide, réactive, unique...

Posted on 22 novembre 2011 by [Nicolas Gros-Verheyde](#)



J.D.-Levitte, G. Longuet, E. Guillaud (© NGV / B2 - 22 nov 2011)

(BRUXELLES2 à Paris) C'est le leitmotiv qui est revenu le plus souvent dans la bouche des intervenants à l'ouverture d'une conférence « *regards sur une année d'engagements opérationnels* ». Tirant les leçons des interventions en Côte d'Ivoire et en Libye essentiellement, le ministre français de la Défense qui ouvrait la réunion a salué la « *force que donnent nos institutions* ».

Etre membre du conseil de sécurité demande des responsabilités

« *La France tient son rang d'un des cinq membres permanents du conseil de sécurité* » a expliqué Gérard Longuet, profitant de l'occasion pour expliquer combien il fallait être prudent sur l'élargissement des membres permanents du Conseil de sécurité. « *Pour en être membre, il faut*

certaine expérience internationale et un réflexe de responsabilité, réflexe qui se diffuse très lentement ».

L'atout français : un patron clair, une chaîne de commandement réactive

La Constitution est aussi un atout par rapport aux armées parlementaires où « *toute décision d'engagement est soumise à l'aval du parlement. C'est quand même bien lors d'une crise d'avoir un patron clair* », explique le ministre. Et pan dans les dents de l'Allemagne.

La french touch dans l'opération de l'OTAN en Libye

L'exemple libyen le prouve. Pour la Libye, « *on a commencé à planifier dès février une intervention* - explique le chef d'Etat-Major, l'Amiral Edouard Guillaud. *Nous nous étions engagés à ce que les premières frappes aient lieu dans les 5 minutes de la décision. Cela suppose que nos avions étaient déjà en vol depuis. Mais ils pouvaient faire demi-tour à tout moment. C'est une chaîne extrêmement courte, réactive de la chaîne de commandement qui permet d'éviter de discuter du sexe des anges quand il faut agir* »

La politique de la canonnière n'existe plus

Le ministre a dénié en revanche toute volonté expansionniste française. « *La politique de la canonnière n'existe plus. Nous ne faisons plus croiser (avec) le Panther au large d'Agadir. C'était du temps de Guillaume II, avant 1914. L'objectif aujourd'hui est de mettre en œuvre des décisions de droit international* ». Au besoin, la France provoque ces décisions. « *la politique du président (Sarkozy) est très claire : obtenir une décision internationale, mais nous n'intervenons que sur une décision internationale.* » Selon lui, il y a deux risques : « *décider seul sans décision internationale ou obtenir des décisions sans être capable de les mettre en œuvre* ».

Le retour dans le commandement de l'OTAN utile

Quant au retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN, il n'a pas produit les effets redoutés estime le ministre Gérard Longuet. L'opération en Libye a montré que nous pouvions « *être solidaires et continuer à prendre les initiatives qui étaient nécessaires pour apporter la plus value ajoutée sur le théâtre d'opération sans attendre qu'il y ait consensus* ».

... mais encore tout à fait au point

Pour autant tout n'est pas encore parfait. Il faut un peu d'huile dans les rouages à écouter les militaires. Parmi les leçons de la crise, pour le général Didier Castres, « *On doit encore apprendre l'OTAN, placer nos officiers pour être en situation de pouvoir avoir l'influence qu'on peut.* » Le Général de corps aérien Antoine Noguier, commandant de la défense aérienne et des opérations aériennes est plus direct. Il faut éviter de refaire certaines erreurs « *et entrer directement dans la chaîne de commandement. Ne pas aller avec les Britanniques puis les Américains à Ramstein pour arriver à Naples un peu trop tard, les places étant prises.* »

Prêt à repartir

Ces interventions ont-elles épuisé les capacités d'intervention. Le Général de division Didier Castres, sous-chef d'Etat-Major Opérations, n'y croit. « *Dès décembre, on aura reconstitué l'essentiel de nos capacités de munitions, le Charles De Gaulle aura (récupéré), il faudra encore 1-2 mois pour refaire la formation des pilotes. Dès l'année prochaine, on est capable de refaire face à une succession de crises comme cette année.* »

CEMA : l'amiral Guillaud en déplacement aux Emirats arabes unis (EAU)

- Mise à jour : 22/11/2011 17:38
- Le 13 novembre 2011, l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des armées (CEMA) s'est rendu à l'inauguration du Dubaï Air Show, salon de l'aéronautique civile et militaire.



- Au cours de cette inauguration étaient présents autour du Cheikh Mohammad Bin Rashed Al Maktoum, vice-président, ministre de la Défense des EAU et Emir de Dubaï, M. Gérard Longuet, ministre de la Défense et des anciens combattants et M. Eric Besson, ministre chargé de l'Industrie, de l'Energie et de l'Economie numérique.

- Le CEMA s'est également rendu sur la base navale d'Abu

Dhabi pour se faire présenter l'état d'avancement de la montée en puissance des Forces Françaises aux Emirats Arabes Unis (FFEAU), qui ont notamment accueilli l'été dernier la 13^{ème} demi-brigade de la Légion étrangère (DBLE) et renforcé son détachement *Rafale*.

- La présence militaire française aux Emirats Arabes Unis (EAU), décidée en 2008 par le président de la République, s'inscrit dans le cadre d'un partenariat stratégique. Elle permet de positionner la France au juste niveau dans une région où les intérêts nationaux sont d'une importance majeure et de faciliter le développement de la coopération avec l'armée émirienne.
- Répartis en trois implantations distinctes (13^{ème} DBLE, une base navale et base aérienne 104), les FFEAU comptent désormais 650 militaires dont 250 permanents.
- A l'occasion de ce déplacement, le CEMA s'est adressé aux militaires affectés aux EAU et les a félicité pour leur engagement dans un projet stratégique pour la France. Il s'est dit heureux d'avoir pu constater des avancées concrètes tant dans le domaine de la coopération qu'en termes d'organisation du soutien.

- Sources : EMA
Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

Et si l'Europe de la défense avait un avenir...

Posted on 22 novembre 2011 by [Nicolas Gros-Verheyde](#)

(BRUXELLES2) Le texte tombe à pic, intitulé « Une relance de la politique européenne de sécurité et de défense est possible », il est publié dans le Monde d'aujourd'hui (daté du 23 novembre) et est signé (à titre personnel) d'Eric Peters (*), qui appartient au Bepa, le « think tank » du président de la Commission européenne. Et il mérite qu'on s'y attarde. Eric Peters ne masque pas la réalité d'aujourd'hui : « *ce qui marche ce sont les coalitions de » volontaires « », « Aucune nouvelle opération militaire ni mission de police n'a été lancée depuis plus de deux ans, malgré les acquis du traité de Lisbonne (et malgré) les crises qui (ne) manquent (pas) », le tout sur fond de « manque d'unité politique, (...) de démilitarisation et de volonté de jouer cavalier seul ».*

Mais il ne cache pas aujourd'hui que cet agenda pourrait changer à la fois car les agendas de certains Etats et le contexte international est porteur mais aussi car la nécessité économique est là, notamment en matière industrielle. L'Europe ne doit pas oublier d'utiliser son « arc » de réponses diplomatiques, la force...

Trois pays avec un agenda convergent ?

« Le Royaume-Uni a besoin de développer un agenda européen plus positif pour contrebalancer ses demandes de désengagement dans le domaine social. Il pourrait choisir d'adopter une attitude plus entreprenante en matière de sécurité commune et de relations extérieures. Marquée par l'opération libyenne, l'Allemagne ne pourra échapper à un rôle stratégique à la mesure de sa stature de géant économique, et qui s'inscrira dans l'UE. La France doit, quant à elle, clarifier les ambiguïtés d'une position en faveur d'une PSDC ambitieuse, mais aussi séduite par la dynamique des coopérations bilatérales et par le retour au sein du commandement de l'OTAN. »

Un contexte multilatéral porteur coté européen, comme coté américain

« De leur côté, les institutions européennes se mobilisent et sont attentives à l'érosion possible de la crédibilité de l'UE sur la scène internationale, comme l'a rappelé le président de la Commission dans son discours à Berlin le 9 novembre. Enfin, les Etats-Unis se font de plus en plus pressants, car ils veulent partager le fardeau financier des dépenses de sécurité et attendent de l'Europe qu'elle prenne ses responsabilités, comme l'ont rappelé récemment Robert Gates et Léon Panetta, les deux derniers secrétaires américains à la défense. »

Le chemin à suivre : l'intégration

*« Une intégration accrue est nécessaire si l'on veut tirer les leçons du passé. Les axes d'action possibles ne manquent pas mais sans une communautarisation de la PSDC, une »
européanisation » de la mise en commun des moyens militaires et l'élaboration d'une nouvelle stratégie européenne de sécurité et de défense, il sera difficile de faire un réel saut qualitatif. »*

Politique industrielle

Une politique industrielle est également nécessaire *« L'industrie européenne de défense pèse 93 milliards d'euros, 30 % de la production mondiale et près de 400 000 emplois. Mais elle souffre des restrictions budgétaires – les dépenses militaires de l'UE sont passées de 3 à moins de 1,7 % du PIB en trente ans. »* La task-force mise en place à la Commission européenne va permettre *« à la Commission de mobiliser tous les instruments de sa boîte à outils politique industrielle, marché unique, financement de technologie et d'innovation, et d'alimenter le dialogue et la coopération avec l'Agence européenne de défense, autre acteur-clé dans ce domaine. »*

La force fait partie de l'arc diplomatique de l'UE

L'Europe ne doit pas oublier d'utiliser toutes les cordes de son arc, précise en conclusion Eric Peters. *« Rien de durable ne pourra être effectué sans un renouvellement du discours politique sur la nécessité pour l'Europe d'utiliser toutes les cordes à son arc diplomatique, y compris la force. Dans un monde globalisé dans lequel chaque acteur défend ses intérêts et ses valeurs bec et ongles, il ne faut pas être naïf. Il s'agit de la capacité de l'Europe de défendre la sécurité et la prospérité de ses citoyens. »*



Eric Peters (crédit : Commission européenne)

(*) Diplômé de l'Ecole normale supérieure (ENS Lyon) et de l'Ecole nationale du génie rurale, des eaux et des forêts, Eric Peters a d'abord exercé à l'ONF en France, en Martinique (1996-2001) avant de travailler à la Commission européenne à la DG Commerce (2001-2005). Conseiller au cabinet de Christine Lagarde, alors ministre du Commerce, conseiller diplomatique quand celle-ci prend le portefeuille de l'Agriculture puis de l'Economie et des Finances, il repart à la Commission européenne au cabinet de Mandelson en décembre 2007 comme chef de cabinet adjoint. Il reste à ce poste quand Mandelson sera remplacé par la Baroness Ashton et rejoint le BEPA en 2011, après un passage à la représentation permanente comme conseiller sur les questions stratégiques.

L'ONU devrait pouvoir compter sur l'Europe

Posted on 22 novembre 2011 by [Nicolas Gros-Verheyde](#)



(BRUXELLES2 à Paris) Pour Alain Le Roy, ancien responsable des missions de maintien de la paix pour l'ONU, les Nations-Unies devraient pouvoir compter davantage sur l'Union européenne, notamment quand il s'agit de renforcer des forces de maintien de la paix. L'intervention en Côte d'Ivoire l'a montré. « *C'est un sans faute pour la France mais aussi pour la crédibilité des forces de maintien de la paix.* » Dans ce cas, « *la France n'était pas loin. Mais elle ne peut être partout. La France devrait prévoir une force de renfort européenne, un battlegroup ou autre, pour soutenir les opérations de maintien de la paix de l'ONU.* » Et d'ajouter son inquiétude sur certaines points du globe, particulièrement en Afrique. « *Nous avons en ce moment des élections très sensibles au Congo (NB : législatives et présidentielle le 28 novembre). Si jamais il y a un coup dur, j'aurais aimé pouvoir compter sur un battlegroup européen. La France aurait intérêt à mutualiser les efforts*

européens en ce sens. »

A vrai dire, cette proposition n'a pas rencontré autour de la table une levée d'enthousiasme. Le ministre français de la Défense Gérard Longuet s'est montré certes « *parfaitement décidé à soutenir toutes les initiatives de l'UE.* » Mais il a aussitôt ajouté un bémol sérieux (*) : « *Il faut dans le combat une confiance mutuelle. Et je ne la trouve pas actuellement.* »

Nb : Peu avant, il avait estimé : « Il n'y a pas d'engagement opérationnel sans unité de commandement, sans définition de la mission claire. Ce qui est décevant c'est quand on portera tout seul le fardeau et qu'on a des partenaires qui nous compliquent la vie. »

La Suisse se rapproche un peu plus de l'Agence européenne de défense

Posted on 23 novembre 2011 by [Nicolas Gros-Verheyde](#)

(BRUXELLES2) Les 27 et la Suisse devraient approuver, le 30 novembre, un accord de coopération permettant à la confédération helvétique de participer aux travaux et aux projets de l'Agence européenne de défense. Il permettra à la Suisse de participer aux échanges d'information qui ont cours à l'agence (avec les mêmes obligations de confidentialité qui ont cours entre membres) et de décider, au cas par cas, de pouvoir participer aux différents projets développés.



Le gouvernement suisse était assez demandeur de cet accord. A Berne, on estime que cette participation permettra à la Suisse « *d'asseoir sa position en tant que pôle de recherche et de technologie et serait très profitable pour son industrie de l'armement* ». Elle correspond en outre à la volonté suisse de « *renoncer à des développements autonomes, au profit de coopérations internationales, lorsque la Suisse peut réaliser de cette manière une optimisation économique ou accéder à de nouvelles technologies* ». Pour

autant cette collaboration ne suscite pas en Suisse une unanimité. Le mandat de négociation élaboré en 2009 n'a ainsi pas été approuvé par tous les partis. Et ce n'est qu'à la chambre haute qu'une majorité a pu être obtenue.

L'Agence européenne de défense a déjà signé un tel accord de coopération avec la Norvège. Un autre reste toujours en discussion avec la Turquie, mais il est bloqué au niveau politique.

A l'agenda du conseil des ministres de la Défense du 30 novembre

Posted on [24 novembre 2011](#) by [Nicolas Gros-Verheyde](#)

(BRUXELLES2) L'agenda de la réunion n'est pas encore tout à fait connu ni définitif. Mais de façon provisoire, on connaît l'essentiel du contenu la réunion des ministres de la Défense de l'Union européenne (les 27 moins le Danemark) qui devrait se dérouler selon trois phases différentes. D'une part, une réunion en format « conseil d'administration » de l'Agence européenne de défense (AED/EDA), une réunion entre ministres, consacré assez classiquement aux opérations de l'UE, aux capacités et aux partenariats, puis un dîner informel partagé avec les ministres des Affaires étrangères consacré aux principaux développements de l'Europe de la Défense.

Avant le Conseil des ministres, proprement dit, les ministres se réuniront en format de l'agence. Une réunion qui vise à discuter et décider des activités de l'Agence, qu'il s'agisse du développement des capacités, de la coopération d'armement, de la recherche de défense et l'industrie.

Plusieurs décisions sont attendues :

- Des conclusions du Conseil sur le pooling and sharing (mise en commun et partage) ;
- Le budget de l'Agence européenne de défense (AED/EDA) pour 2012 et le budget prévu pour les années 2013 et 2014 ;
- Les orientations pour le travail de l'Agence ;
- Le rapport d'activités de l'Agence, présenté par sa chef, la Haute représentante ;
- L'approbation d'un cadre de décision sur la coopération entre l'Agence et la Suisse.

NB : Les conclusions du Conseil sur la PSDC seront adoptées le lendemain (1er décembre) à la réunion des ministres des Affaires étrangères.

Coté opérations, on n'attend pas vraiment de conclusions formelles. Les ministres passeront en revue les opérations en cours, avec les commandants d'opération qui seront présents : l'opération anti-piraterie Atalanta, avec notamment un aperçu sur les moyens plus robustes d'intervention et surtout sur les difficultés à fournir les moyens nécessaires, et l'opération de formation des soldats

somaliens EUTM Somalia qui vient de démarrer la seconde phase de formation. Les ministres devraient aussi avoir un débat plus stratégique sur la Corne de l'Afrique et la nouvelle mission de renforcement des capacités maritimes dans la région. Le futur de l'opération Althea en Bosnie-Herzégovine devrait être discuté.

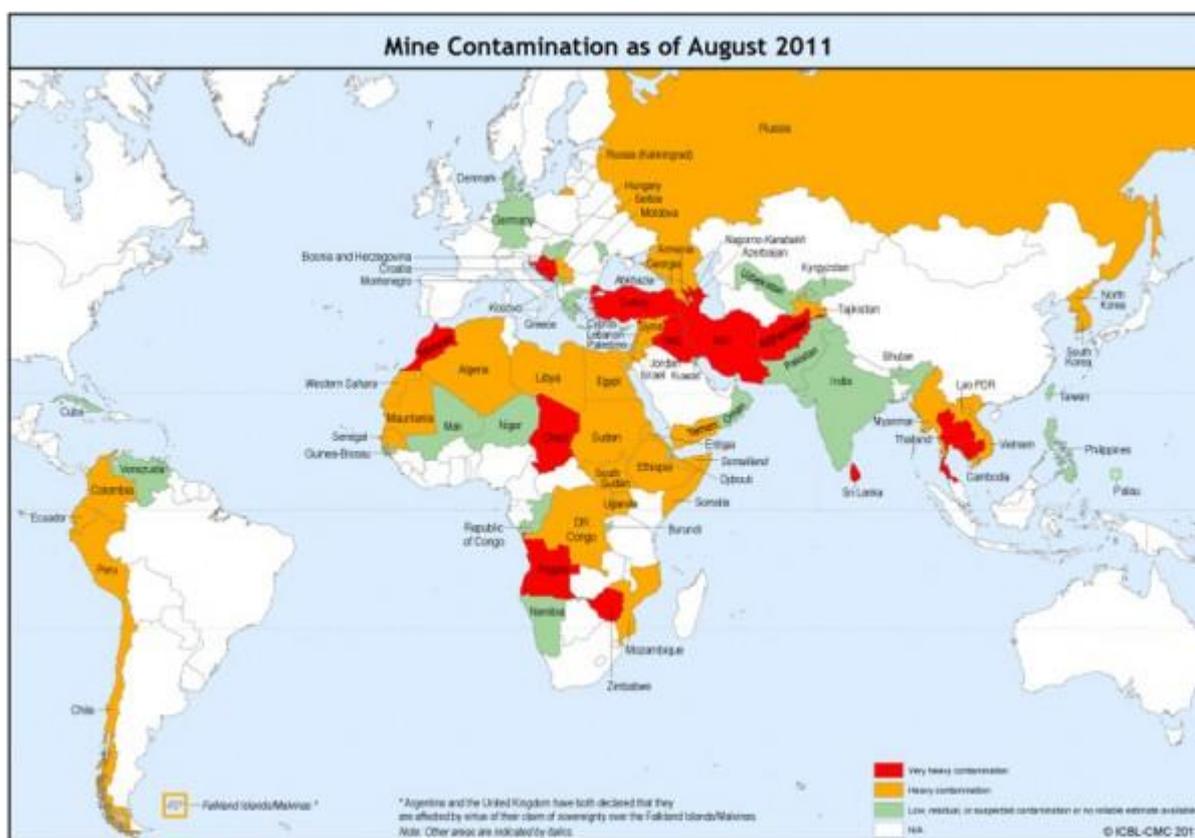
La question des relations de l'UE avec les différents partenaires et les pays tiers sera aussi abordée, avec l'OTAN, l'ONU ou le Partenariat oriental – une des priorités de la présidence polonaise -.

Un dîner sur la PSDC

Après le Conseil, un dîner informel avec les ministres des Affaires étrangères sur le futur de la politique de sécurité et de défense. Un dîner en guise de suivi du déjeuner du Conseil des affaires étrangères du 14 Novembre. Sinon, nous avons dans la situation actuelle, aucune autre information sur le service extérieur à la nature particulière de cette discussion.

25.11.2011

Le déminage se poursuit dans le monde. La pose de mines aussi



Mine clearance in select states and other areas in 2010

Country/area	Area cleared in 2010 (km ²)	Area cleared in 2009 (km ²)
Afghanistan	64.76	52.29
Cambodia	50.99	44.73*
Croatia	31.81	37.89
Sri Lanka	13.22**	17.78
Iraq	10.06	9.90
Sudan	5.82	5.65
Nagorno-Karabakh	5.31	5.95
Angola	4.00	3.75***
Mozambique	3.52	2.63

Le *Landmine Monitor* 2011 vient d'être diffusé par l'ONG canadienne *Landmine & Cluster Munition Monitor*. La carte (cliquer sur cette carte pour la voir en grand format) des zones minées est tirée de ce document que l'on peut consulter dans son intégralité en cliquant [ici](#).

Pour ceux qui n'ont pas envie de lire l'intégralité du rapport, voici quelques données:

- 157 pays ont ratifié le Traité d'interdiction des mines,
- 4 191 personnes tuées par des mines en 2010, 5% de plus qu'en 2009,
- 72 états sont pollués par des mines antipersonnels,
- 200 km² ont été déminés en 2010 au terme de 45 programmes de déminage. 388 000 mines antipersonnels et 27 000 mines antichars neutralisées (cliquer sur le tableau ci-contre).
- 460 km² ont été dépollués et 1,2 million d'engins évacués,
- 637 millions de dollars de financement ont été attribués pour les opérations de déminage,
- 64% des fonds ont été accordés par les USA, l'UE, le Japon, la Norvège et le Canada
- les 6 plus grands bénéficiaires sont l'Afghanistan, l'Irak, le Soudan, le Sri Lanka et le Cambodge, qui ont reçu 55% des aides.

Un salut parisien à nos héros

[Frédéric Pons](#) le jeudi, 24/11/2011 dans [Monde](#)

Les Français voulaient, eux aussi, rendre un hommage public aux soldats tués. À Paris, chaque convoi funéraire est maintenant honoré sur le pont Alexandre-III, face aux Invalides.

La première fois, en juin, ils n'étaient qu'une dizaine, en haut des Champs-Élysées : quelques "anciens", motivés, venus saluer un de leurs jeunes frères d'armes tombé au combat en Afghanistan. Ce jeudi 17 novembre, ils étaient deux cents à trois cents, sur le pont Alexandre-III, au passage du convoi funéraire du légionnaire Goran Franjkovic, 25 ans, tué trois jours plus tôt, devenu "Français par le sang versé".



Dans cette petite foule, des civils, parfois réservistes, des militaires en tenue, des pompiers de Paris, des étudiants et des badauds, impressionnés par ce convoi escorté par des motards en grand uniforme, roulant assez lentement pour apercevoir le képi blanc de Franjkovic sur son cercueil. « *Notre petit groupe a essaimé*, sourit Bernard, ancien appelé parachutiste. *On avait l'impression que les corps de nos tués en opération revenaient en catimini. Ce n'est plus le cas.* » Cet hommage est maintenant relayé par les associations et même par l'état-major.

Jusqu'en avril, les dépouilles mortelles arrivaient à l'aéroport de Roissy le matin. Une brève cérémonie privée (sans médias ni spectateurs) s'y déroulait au pavillon d'honneur, en présence de la famille et des compagnons d'armes les plus proches, avec le chef d'état-major de l'armée du soldat tué. L'hommage national public était ensuite rendu dans la garnison du décédé, présidé par le ministre de la Défense et, dans certains cas, par le président de la République.

Les circonstances et la volonté d'un chef ont modifié la donne. Immobilisé par des travaux importants commencés en février, le pavillon d'honneur de Roissy n'était plus disponible. Le général Bruno Dary, gouverneur militaire de Paris, décidait alors de modifier le protocole. Connu pour son attention à l'égard des soldats victimes du devoir et de leur famille, ce soldat (légionnaire parachutiste, il combattit à Kolwezi en 1978), transférait aux Invalides les cérémonies de l'hommage privé, pour gagner en dignité. « *Il fallait des conditions satisfaisantes, en particulier pour les familles dont c'était le tout premier contact avec le corps de leur défunt* », précise le colonel Olivier Sastre, chargé de communication auprès du général Dary.

Ce nouveau protocole a été appliqué la première fois pour le retour de la dépouille du caporal Alexandre Rivière, tué le 20 avril. L'itinéraire n'a plus changé. De Roissy aux Invalides, le convoi rejoint Paris par la porte Maillot, passe devant l'Arc de triomphe, avant les Champs-Élysées, le

pont Alexandre-III et l'entrée aux Invalides. Depuis Rivière, vingt autres soldats ont suivi ce parcours, jusqu'à Franjkovic, 76e soldat mort pour la France en Afghanistan.

Le salut des Parisiens prend lentement de l'ampleur, même si on est encore loin de la ferveur des foules britanniques ou canadiennes en hommage à leurs soldats tués. Le général Dary en est conscient. Depuis juin, il communique les modalités de passage du convoi. « *Nous souhaitons associer le monde combattant et, plus largement, les citoyens français qui veulent rendre hommage au sacrifice de nos héros et témoigner leur soutien et leur solidarité avec l'armée française* », explique le colonel Sastre.

En juillet, cet hommage s'est déplacé des Champs-Élysées vers le pont Alexandre-III. Cet été, on vit une section affectée au plan Vigipirate rendre les honneurs au convoi, au côté des sapeurs-pompier de Paris, alignés devant leurs véhicules, gyrophares allumés en signe de sympathie. Les militaires d'active s'avouent touchés par cette sympathie respectueuse. Présent sur les rangs le 17 novembre, le général Thierry Cambournac, inspecteur général des armées, l'a dit autour de lui : « *Au nom de l'armée française, je vous remercie.* »

Un faire-part d'hommage, avec la date et l'heure de passage du convoi, paraîtra désormais dans le carnet du jour du *Parisien*. Le général Dary invite officiellement ceux qui le souhaitent à venir sur le pont Alexandre-III : « *Pour manifester leur présence silencieuse, digne et fraternelle... si possible avec un drapeau français.* »

Sur Internet : www.garnison-paris.terre.defense.gouv.fr

À lire également dans "Valeurs actuelles" :

"Quel est le prix de nos vies ?", par le général Hervé Charpentier, commandant des forces terrestres

À lire également sur valeursactuelles.com :

[Un monument pour nos héros](#), par Frédéric Pons

[Opérations extérieures : salut à nos volontaires](#), par Frédéric Pons

Photo © Patrick Iafrate

Décoration collective pour des unités de retour d'Afghanistan

Mise à jour : 25/11/2011 11:29

Le 23 novembre 2011, 5 unités ont été décorées pour leur participation à l'opération Pamir, en Afghanistan, lors de 2 cérémonies, à Brive-la-Gaillarde et à Pau.



Le 23 novembre, 5 unités ont été décorées pour leur engagement en Afghanistan en 2010 et 2011. Au cours de deux cérémonies, à Pau et à Brive-la-Gaillarde, leurs emblèmes ont reçu, des mains du général d'armée Bertrand Ract-Madoux, **chef d'Etat-major de l'armée de Terre** (CEMAT), **la croix de la valeur militaire avec palme de**

bronze .

Ont été récompensés, pour leur participation à l'**opération Pamir** :

- le [1^{er} régiment de parachutistes d'infanterie de marine](#) (1^{er} RPIMa) de Bayonne,
- le [13^e régiment de dragons parachutistes](#) (13^e RDP) de Martignas-en-Jalle,
- le [4^e régiment d'hélicoptères des forces spéciales](#) (4^e RHFS) de Pau,

- le [5^e régiment d'hélicoptères de combat](#) (5^e RHC) de Pau,
- le [126^e r régiment d'infanterie](#) (126^e RI) de Brive-la-Gaillarde.

« Cela témoigne de la **reconnaissance de la Nation et des armées** pour l'éclat de vos différentes actions menées en Afghanistan » a souligné le CEMAT dans la cour du château de Pau, devant les bérets rouges des paras et les bérets bleus de l' [aviation légère de l'armée de Terre](#) (ALAT).

Pour le colonel **Patrick Secq** , commandant le 126^e RI, cette remise de décoration est un grand honneur : « Je suis très fier que le 126 reçoive cette décoration à titre collectif qui permet **d'associer l'unité dans son ensemble** : à la fois ceux qui ont participé à l'opération menée de juillet à décembre 2010 en Afghanistan mais également tous ceux, qui restés en portion centrale, ont permis que ce mandat se déroule sous les meilleurs auspices »

Le [11 novembre à Paris](#) , le **président de la République** avait remis la **croix de la valeur militaire** à titre collectif à des unités s'étant particulièrement distinguées en [Afghanistan](#) , en [Côte d'Ivoire](#) et en [Libye](#) . Aucune unité, avant cette date, n'avait reçu cette distinction à titre collectif.

5 autres unités seront également décorées dans les prochaines semaines.

Droits : Armée de Terre 2011

Pas "d'enfants-soldats" à bord des navires de la Marine nationale

Le *Bulletin officiel des armées* de ce vendredi comporte une circulaire (n°230705/DEF:CAB) relative à l'embarquement et à l'emploi des militaires âgées de moins de 18 ans à bord des bâtiments de la marine nationale.



En voici un extrait:

Les marins mineurs ne peuvent participer aux opérations suivantes :

- les opérations de combat ;
- la navigation dans les zones de protection renforcée temporaire (ZPRT).

Sont définies comme opérations de combat les situations génériques suivantes détaillées dans le concept d'emploi des forces (CIA-01) (2) :

- intervention multinationale dans un conflit régional majeur ;
- engagement limité, éventuellement en national ;
- imposition et maintien de la paix ;
- protection des ressortissants hors du territoire national.

Est définie comme ZPRT, une zone géographique, comportant des risques opérationnels particuliers, identifiée par le commandement opérationnel.

La publication de ce texte (cliquer [ici](#) pour le lire dans son intégralité) me permet de rappeler que le recrutement de jeunes hommes et femmes de moins de 18 ans est légal en France et en cohérence avec le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (cliquer [ici](#) pour le consulter). La France a ratifié ce Protocole en 2003. Ce texte précise: "Les États Parties prennent toutes les mesures possibles pour veiller à ce que les membres de leurs forces armées qui n'ont pas atteint l'âge de 18 ans ne participent pas directement aux hostilités".

La Marine, dont les bâtiments sont de plus en plus engagés (et parfois inopinément) dans des opérations de combat, de protection et d'imposition de la paix, a donc pris des mesures pour adhérer aux termes du Protocole.

Pour en savoir plus sur la problématique des enfants-soldats, on pourra toujours consulter le livre que je leur ai consacré en 2007: "*Enfants-soldats. Victimes ou criminels de guerre*", coll. L'Art de Guerre, éditions du Rocher.

Mali : les deux Français enlevés ne sont pas des géologues...

... mais ils ne travaillaient pas pour la DGSE



Les deux Français enlevés au Mali, dans la nuit de mercredi à jeudi, ne sont pas des géologues, comme cela avait été annoncé dans un premier temps. Révélées par l'hotel où ils étaient descendus à Hombori (nord-est du Mali), leurs identités ne laissent guère de doutes sur leur profil : il s'agit de Serge Lazarevic et de Philippe Verdon. Des "mercenaires", selon un proche des milieux de la sécurité. "S'ils sont devenus géologues, c'est qu'ils ont suivi une formation ultra-rapide" ironise un autre. "Des troisièmes couteaux" conclue un autre.

Ces deux hommes sont bien connus des milieux du renseignement. Le premier, Serge (Slobodan) Lazarevic a été impliqué, durant les années 90, dans un réseau en Serbie, baptisée "Araignée". Il aurait alors été en contact avec la DST (aujourd'hui DCRI). Lazarevic a également été impliqué dans le recrutement de mercenaires yougoslaves pour le président zairois Mobutu. Pour sa part, le nom de Verdon a été cité lors d'une tentative de coup d'Etat aux Comores, en 2003.

D'après nos sources, une chose semble assurée : les deux hommes n'étaient pas en mission pour le compte de la DGSE. Les services français ont appris leur présence au Mali à la suite de leur enlèvement. On en ignore toujours le motif : crapuleux ou terroriste. Lazarevic et Verdon, qui venaient d'arriver à Hombori, sembleraient avoir été recrutés pour assurer la sécurité d'une cimenterie.

Quelques heures avant leur enlèvement, on apprenait qu'un Français avait été blessé par balles dans le nord du Mali. Dans ce cas, en revanche, il s'agit bien de l'un des négociateurs français présents sur place pour tenter d'obtenir la libération des quatre otages d'Arlit (Niger) détenus par AQMI depuis septembre 2010. Blessé à l'épaule, l'homme - un ancien militaire - a été évacué vers la France où il est soigné dans un hopital de la région parisienne. Selon une source bien informée, il aurait été blessé alors que son chauffeur tentait de forcer un barrage sur la route, afin d'échapper à ce qu'il pensait être des bandits. Manque de chance : il s'agissait de vrais policiers maliens qui ont ouvert le feu...

Au lendemain de l'enlèvement des deux "géologues", des militaires français ont été déployés dans le secteur, où ils opèrent avec l'armée malienne. L'état-major, qui observe la plus grande

discretion sur ce sujet, n'a pas donné de précision, notamment sur leur nombre et leurs moyens. Il s'agit, pour partie, d'hommes du COS présents au Sahel au titre de la formation des armées nationales et à titre de dissuasion. "L'armée française n'allait pas rester les bras croisés..." affirme une source militaire.

Preuve, si besoin était, de la dangerosité de cette région : trois autres Européens (dont la nationalité n'a pas été précisée par les sources sécuritaires maliennes) ont été enlevés et un autre tué ce vendredi à Tombouctou (Nord du Mali).

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Vendredi 25 Novembre 2011 à 16:51

Des militaires français participent à la recherche des deux prétendus géologues enlevés au Mali

25 novembre 2011 – 18:21

Des soldats de l'armée malienne, épaulés par une dizaine de militaires français du Commandement des Opérations Spéciales (COS), sont actuellement mobilisés dans les recherches visant à retrouver la trace des deux Français enlevés le 24 novembre à Hombori, dans le nord du Mali, par un commando armé.

Ces militaires français viennent de Sévaré, près de Mopti, dans le nord du pays, où ils assurent une mission de formation au profit de l'armée malienne. Leur présence dans les recherches a été signalée par un journaliste de l'AFP, qui les a vus à bord de véhicules légers dans la région où le rapt des deux prétendus géologues a eu lieu.

Prétendus géologues car, maintenant que leur identité est connue – il s'agit de Philippe Verdon et de Serge Lazarevic – la profession des deux hommes ne semble pas être celle qui a été initialement indiquée.

Officiellement employés par la société malienne Mandé Construction Immobilière, ils auraient été envoyés à Hombori pour effectuer des prélèvements en vue de la construction d'une cimenterie.

Seulement, et à moins que ce ne soit des homonymes et que l'on croit au hasard, il se trouve que Philippe Verdon aurait côtoyé le mercenaire français Bob Denard et que son nom figure [dans une procédure judiciaire aux Comores](#), où il a été arrêté pour une tentative de coup d'Etat en 2003.

Quant à Serge Lazarevic, son passé est tout aussi trouble. Il aurait servi d'intermédiaire entre les services de contre-espionnage français – à l'époque, la DST – et [le réseau clandestin « Araignée »](#), lequel avait l'intention d'éliminer Slobodan Milosevic. Du moins, c'est qu'a affirmé, à l'époque, le quotidien serbe Politika. En outre, il aurait également recruté des mercenaires serbes, impliqués dans le massacre de Srebrenica, pour le compte du président Mobutu au Zaïre.

Par ailleurs, toujours au Mali, trois autres Européens ont été enlevés et un autre a été tué à Tombouctou, dans le nord du pays, où al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) a établi plusieurs camps. Leur nationalité n'a pas encore été précisée.

Le Sénat conteste l'achat du drone Heron TP

24 novembre 2011 – 9:23

L'on pouvait s'en douter lors des auditions des responsables du ministère de la Défense par la Commission des Affaires étrangères et de la Défense nationale du Sénat. En effet, au cours de ces dernières, le choix de l'Hôtel de Brienne en faveur du drone MALE (Moyenne Altitude Longue Endurance) Heron TP francisé [avait été vertement contesté](#) par des sénateurs de droite comme de gauche, lesquels considéraient le MQ-9 Reaper du constructeur américain General Atomics plus compétitif.

Et cette opposition à l'offre soumise par Dassault Aviation, en collaboration avec l'israélien IAI, qui produit le Heron TP, s'est confirmée avec l'annulation par la Commission du Sénat d'une partie des 318 millions d'euros de crédits qu'il est prévu d'allouer pour financer cet achat. Les sénateurs ont joué fin : [selon le magazine Challenges](#), ils ont voté un budget dédié à l'acquisition de drones d'un montant de 209 millions, lequel correspond à la somme qu'il aurait fallu déboursier pour des MQ-9 Reaper.

Cette coupe de 109 millions d'euros dans le projet de loi de finance 2012 correspond en effet à l'écart de prix entre le Heron TP francisé et le drone MALE américain. Quant au choix en faveur de l'offre proposée par Dassault Aviation, le ministre de la Défense, Gérard Longuet, a déjà indiqué qu'il avait fait « jouer la préférence nationale ».

« Dassault ayant su renouer une coopération avec son partenaire israélien autour de ce projet, il était important pour moi que notre industrie demeure présente dans cette filière quand bien même cette solution devrait être plus coûteuse que si nous avions eu recours au Reaper proposé par General Atomics, son concurrent américain » a-t-il déclaré en octobre dernier, lors de son audition par les sénateurs.

Seulement, en ces temps de rigueur budgétaire, les gains attendus de la solution du Heron TP, nettement plus chère que celle du MQ-9 Reaper, seront-ils à la hauteur des espérances? Rien n'est moins sûr.

Il avait été dit que le choix du Reaper allait porter un coup aux capacités industrielles françaises en matière de drone. Sauf que l'on voit mal ce que l'appareil israélien francisé apportera de plus, si ce n'est qu'il permettra d'attendre que le drone Telemos, développé par BAE Systems et Dassault Aviation, soit prêt. Car le constructeur IAI est un partenaire difficile. Et EADS est bien placé pour le savoir, le groupe européen ayant produit en collaboration avec ce dernier le drone Harfang, actuellement en service dans l'armée de l'Air. D'autre part, le choix fait dans les années 1960 d'acquérir des avions ravitailleurs américains KC-135 n'a pas empêché Airbus de développer l'A-330 MRTT et d'entrer en concurrence sur ce segment avec Boeing.

Par ailleurs, alors que l'on parle de mutualisation de capacités de défense entre pays européens, il est à souligner que, par exemple, le Royaume-Uni et l'Italie sont déjà des utilisateurs du drone MQ-9 Reaper, dont la technologie est éprouvée.

Autre élément : le chef d'état-major de l'armée de l'Air, le général Palomeros, a indiqué vouloir un drone armé. Si l'appareil américain a cette capacité, le flou persiste au sujet du Heron TP...

Cela étant, et comme le dernier mot revient à l'Assemblée nationale, qui n'a pas manifesté la même opposition que les sénateurs sur ce dossier, le choix du Heron TP devrait être finalisé. Sauf

si Premier ministre réunit une commission mixte paritaire pour concilier les positions des deux assemblées sur cette affaire. A ce moment-là, un revirement sera toujours possible.

L'éviction du chef de la mission PPP du ministère de la Défense

Philippe Genoux, le chef de la mission PPP (partenariats public privé) du ministère de la Défense, vient d'être remercié. C'est là la conséquence de luttes internes au sein du SGA. La mission PPP sera désormais rattachée à la Direction des affaires financières du SGA et perd ainsi le peu d'autonomie dont elle bénéficiait.

La mission PPP, qui avait monté le PPP de Dax (mise à disposition d'hélicoptères pour l'école de l'ALAT), était rattachée au SGA mais elle y jouissait d'une certaine autonomie. Elle avait ses propres locaux rue de la Tour Maubourg à Paris, ses propres économistes, administrateurs, etc.

Philippe Genoux avait déjà été court-circuité sur le PPP Ballard, un PPP bâtementaire qui n'en finit pas de surprendre et qui suscite de plus en plus de froncements de sourcils parlementaires (dont ceux du député [Bernard Cazeneuve](#)). N'a-t-on pas appris, par exemple, que l'aile ouest restera attribuée à un consortium pendant 60 ans, soit 33 de plus que le PPP initial (qui prévoit 27 ans de loyer), avec une contre-partie de 220 millions d'euros ?

Le général Palomeros confirme l'achat d'avions ravitailleurs A330 MRTT dès 2013

21 novembre 2011 – 17:29

Selon le magazine [Aviation International News](#), le chef d'état-major de l'armée de l'Air (CEMAA), le général Jean-Paul Palomeros, aurait confirmé l'achat, dès 2013, entre 5 et 7 avions ravitailleur A330 MRTT, lesquels devraient être livrés rapidement ».



The French will buy 14 A330MRTTs to pool in a common fleet with the UK Royal Air Force tankers, seen here. (Photo: Chris Pocock)

Aux dires du général Palomeros, cette décision est motivée par la nécessité pour la France, et plus généralement pour l'Europe, de renforcer ses capacités en matière de ravitaillement en vol. Cette fonction, pourtant cruciale pour les opérations récentes de l'Otan en Libye, a surtout été assumée par les Etats-Unis, même si le groupe français Bretagne, avec ses C-135 FR a été

énormément sollicité pendant les 7 mois qu'a duré la mission Harmattan.

Une collaboration avec la Royal Air Force, qui a également adopté l'A330 MRTT, est à l'étude, dans le cadre de l'accord de défense franco-britannique signé en novembre 2010. Au total, l'armée de l'Air devrait disposer de 14 avions de ce type, lesquels remplaceront les C-135 FR ainsi que les appareils de transport A340 et A310 de l'escadron de transport 3/60 Estérel.

Le remplacement des Boeing C135 FR, achetés aux Etats-Unis dans les années 1960, est devenu un dossier urgent. Ces appareils constituent un maillon important des forces aériennes stratégiques, tout en étant indispensables pour les missions assurées habituellement par l'armée de l'Air. En outre, leur entretien, en raison de leur grand âge, coûte de plus en plus cher : il faut en effet compter un budget de 55 millions d'euros par an pour financer leur maintien en condition opérationnelle (MCO).

Par ailleurs, le général Palomeros a indiqué que le drone franco-britannique Telemos, développé conjointement par BAE Systems et Dassault Aviation sur la base du Mantis, ne serait pas opérationnel avant 2020.

« Nous avons besoin de définir les exigences opérationnelles et de fixer une feuille de route claire. Le Mantis est une bonne plateforme, mais nous avons un vrai travail à faire au sujet des systèmes et des communications » a-t-il expliqué. En attendant, les aviateurs devront faire avec le Heron TP, « francisé » par Dassault Aviation. Mais le problème en France est que, souvent, le provisoire a tendance à durer.

Voici le premier avion de transport A400M de l'armée de l'Air

24 novembre 2011 – 19:48



Le constructeur Airbus Military [vient de dévoiler](#) les premières photographies de ce qui sera le premier A400M de l'armée de l'Air. L'appareil, appelé MSN7, est en cours d'assemblage, à l'usine San Pablo de Séville.

Le fuselage, les ailes et le nez de l'avion ont été amenés en Espagne par un Airbus Beluga. Les empennages (vertical et horizontal) devraient arriver dans les jours qui viennent. Les moteurs TP-400 seront livrés avant la fin du premier trimestre 2012.

L'armée de l'Air devrait, à terme, mettre en œuvre 50 A400M. La livraison du premier appareil est prévu au mieux pour la fin 2012, au pire pour le début 2013. Du moins, si tout se passe bien et

surtout si le contrat de soutien entre l'industriel et la Direction générale de l'armement est signé, [ce qui n'est pas encore gagné](#) étant donné la somme trop importante demandée par Airbus.

Photo : Airbus Military

Juste une mise au point

Cela se confirme : les uns copiant sans vérifier les infos des autres, le grain de neige est devenu une grosse boule difficile à arrêter, [comme nous l'expliquions dès le 21 novembre](#). L'armée de l'air vient donc de sortir l'arme absolue, la mise au point, sur les légendes urbaines qui sont colportées depuis quelques semaines sur le MRTT. Voici le texte qui vient d'être diffusé par l'EMAA : "*A la suite du Salon aéronautique de Dubaï, des propos relatifs à l'acquisition d'avions ravitailleurs par l'armée de l'air française, ont été rapportés dans certains médias. L'armée de l'air souhaite préciser que c'est bien le besoin d'acquisition prochaine de MRTT (multi role tanker transport) par la France, confirmé par les récentes opérations, qui a été évoqué. Ce projet, prévu par la loi de programmation militaire en remplacement des flottes vieillissantes actuelles (C-135FR, A340, A310), est indispensable à la fois pour répondre aux contrats opérationnels des armées fixés par le Livre Blanc sur la défense et la sécurité nationale et pour éviter toute rupture capacitaire. Par ailleurs, l'armée de l'air est attentive aux choix retenus par ses alliés dans ce domaine, de manière à garantir la pleine interopérabilité des moyens de ravitaillement.*

Un contrat de levée de risques, initié en 2012, permettra de consolider les éléments techniques nécessaires pour acquérir le système à même de satisfaire aux missions de ravitaillement en vol et de transport stratégique. Le choix de l'appareil, répondant à ces besoins, n'est donc pas arrêté à ce jour."

Notons que la rédaction de communiqués de presse par la Défense est rarissime en France (contrairement à ce qui se passe ailleurs dans le monde) et traduit donc la volonté de l'armée de l'air de clarifier ce sujet complexe au plus vite. Affirmer que c'est tel modèle qui sera choisi permettrait à M.Boeing d'affirmer que tout appel d'offres (si c'est par RFP qu'on procède) est pipé en France, ce qui pourrait avoir quelques conséquences juridiques.

Cette affaire de légende urbaine rappelle aussi autre chose : le journalisme est un métier consistant à vérifier les informations avant de les diffuser, et non pas à colporter des rumeurs.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [11/25/2011 06:43:00 PM](#)

La DGA a pris livraison des premiers Véhicules à haute mobilité

24 novembre 2011 – 17:08

En décembre 2009, le ministère de la Défense avait annoncé la commande d'une première tranche de 53 Véhicules à Haute Mobilité (VHM) de type BvS10 Mark 2 auprès de la société suédoise Haggglunds AB, filiale de BAE Systems



Le constructeur français Panhard est également de la partie puisqu'il lui a été confié le soin d'intégrer à ces engins tous les équipements spécifiques à l'armée française (systèmes d'information, radios, armements, etc...)

Près de deux ans plus tard, la Direction générale de

l'armement (DGA) a indiqué, par voie de communiqué, avoir pris livraison des premiers exemplaires de ce véhicule blindé amphibie.

Le BvS10 Mark2 se compose de deux parties montées sur chenille. D'une masse de 14 tonnes pur 7,60 m de long, il armé par une mitrailleuse de 12,7 mm pour l'appui ou de 7,62 mm pour l'autodéfense. Il est en outre doté d'un blindage résistant aux roquettes, aux mines ainsi qu'aux engins explosifs improvisés.

Décliné en trois versions (transport de troupe, avec 11 fantassins dotés du système FELIN à bord, logistique et commandement), le VHM est conçu pour se déplacer sur des terrains particulièrement difficiles et accidentés. Il doit équiper les unités de chasseurs alpins.

L'acquisition du BvS10 Mark 2 avait failli ne pas se faire étant donné que ce choix fut contesté par le constructeur singapourien ST Kinetiks, qui comptait placer son véhicule Bronco, lequel offre une capacité d'emport plus grande que le blindé d'Hagglunds à un prix de 1,018 millions d'euros pièce. Seulement, la procédure judiciaire entamée par l'industriel asiatique a tourné court.

Les EDA-R accostent au cœur du BPC Mistral

Mise à jour : 24/11/2011 14:07



Initiés par la DGA depuis la conception même des BPC, le premier EDA-R, engin de débarquement amphibie « rapide » va prendre place dans la Marine nationale au cœur des navires amphibies le 24 novembre 2011.

Issus du prototype LCAT (Landing CATamaran) conçu par l'entreprise CNIM (Constructions Industrielles de la Méditerranée), les EDA-R se présentent comme un nouveau modèle de transport

inédit. Cet engin rapide à transformation de forme offre une alternative unique aux engins sur coussin d'air (type LCAC).

Véritable défi technique combinant les performances d'un catamaran et les capacités d'un pont flottant, ces chalands du futur représentent une première mondiale. Capable de débarquer 80 tonnes de matériels, avec des vitesses de 18 nœuds en charge et de 30 nœuds à vide, ses capacités de flux logistique sont 5 fois supérieures à celles d'un CTM traditionnel (Chaland de Transport de Matériel). Le tout premier EDA-R a débuté ses premiers essais contractuels fin juillet avec la DGA. De nombreux essais contractuels comprenant notamment des plageages, des embarquements/débarquements de véhicules militaires et d'enradiage dans un BPC ont été effectués permettant sa réception par la DGA le 24 novembre.

Lors de deux jours en mer au large de Toulon, les jeudi 10 novembre et mercredi 16 novembre, le nouvel engin de débarquement a démontré avec succès son aptitude à débarquer et embarquer des véhicules lourds de l'armée de Terre. Sous l'œil vigilant des ingénieurs de la DGA, de l'entreprise CNIM, des marins du [Mistral](#) et de la flottille amphibie, l'engin a pris place au sein du radier du *Mistral* menant ainsi toutes les manœuvres possibles : en marche avant et arrière, de nuit comme de jour ou directement depuis la rampe d'accès du BPC.

Ce premier modèle constitue le début d'une série de quatre engins qui devront intégrer progressivement la flotte amphibie d'ici mi-2012.

Ils offriront un outil remarquable dans la mise en œuvre d'opération amphibie. Ces engins seront aptes à agir rapidement à plus de 30 nautiques des côtes au-delà de l'horizon. Les EDA-R renforcent donc considérablement les capacités de projection de force des BPC que cela touche le débarquement de troupes ou l'extraction d'urgence de ressortissants. Ils donneront ainsi tout leur sens à la vocation des Bâtiments de Projection de type *Mistral*.



Sources : Marine nationale
Droits : © Marine nationale

Les priorités du Front national en matière de Défense pour les élections de 2012

21 novembre 2011 – 10:08

« Il faut savoir ce que l'on veut, pouvoir le dire et avoir le courage de le faire » a déclaré la candidate Marine Le Pen, en citant Georges Clémenceau, à l'occasion de la présentation du programme qu'elle défendra sous les couleurs du Front nationale lors des échéances électorales de 2012.

[Pour ce qui concerne les questions de défense](#), le programme frontiste contient 10 propositions, faites après une critique en règle de la politique menée depuis l'élection du président Sarkozy et à partir du constat qu' »après 40 ans de réduction (budgétaire), la France franchit le seuil critique en deçà duquel l'instrument militaire ne répond plus aux objectifs pour lesquels il fut conçu, la défense de nos intérêts vitaux et pour commencer celle du territoire. »

En premier lieu, le programme du FN prévoit une nouvelle sortie du commandement militaire intégré de l'Otan, que la France vient de rejoindre après en avoir claqué la porte en 1966 avec le général de Gaulle. Dans le même temps, cette proposition, qui figure également dans le chapitre concernant la politique étrangère, est complétée par l'idée de faire une offre à la Russie pour établir une « alliance stratégique poussée, fondée sur un partenariat militaire et énergétique approfondi, le refus de la guerre d'ingérence et le soutien au droit international ».

Toujours à propos de la Russie, le FN n'exclut pas de mener avec elle des projets industriels en matière d'armement, comme avec « certains partenaires européens ». « Un tel effort sera bénéfique pour l'économie du pays et les nombreuses entreprises du secteur ». Une coopération franco-russe dans le domaine du spatial militaire est même évoquée.

Quant à la dissuasion nucléaire, le FN ne parle d'une réduction du format des forces stratégiques. Au contraire, à ses yeux, elle « demeure le fondement » de la stratégie de défense française et « la garantie ultime de la sécurité et de l'indépendance nationale ».

Autre tendance du programme frontiste, la priorité accordée à « la protection du territoire national et la sécurité des Français ». Pour cela, il est proposé la création d'une « garde nationale » forte de 50.000 réservistes, dont on ne sait pas si elle devrait se substituer à la réserve opérationnelle actuelle. Toujours à ce titre, il y est indiqué le maintien d'au moins régiment par département et collectivité d'outre-Mer.

Par ailleurs, la priorité aux moyens de la Marine nationale y est affirmée, notamment pour les bâtiments de surface et les sous-marins d'attaque. De même que la nécessité d'un second porte-avions. Est-ce parce que le conseiller en matière de défense de Marine Le Pen est un ancien marin (le contre-amiral 2S Jean-Yves Waquet)?

Sans doute. En tout cas, le programme présenté par Marine Le Pen fait du monde marin une « priorité absolue », qui figure aussi bien dans les propositions concernant la politique de défense que dans celles ayant trait à la politique étrangère. La « montée en puissance des marines asiatiques » est soulignée, de même que la nécessité de défendre l'espace maritime français, « le deuxième après celui des Etats-Unis ».

En outre, le projet annonce « une grande politique de la mer, avec la création d'un Conseil stratégique permanent de la mer visant à faire de la France, et en s'appuyant sur les atouts que nous procurent nos territoires d'outre-mer, une puissance de médiation des conflits de souveraineté maritime, et une puissance d'innovation dans le domaine de la recherche maritime (Arctique, Antarctique, ressources énergétiques et alimentaires de demain...). »

Pour le reste, le Front national indique qu'il souhaite poursuivre la modernisation en cours des équipements et que « de nouveaux programmes stratégiques seront lancés ». Lesquels? Mystère. Même s'il est fait référence à l'espace, rien n'est dit, par exemple, sur les hélicoptères lourds, les drones, les avions ravitailleurs ou encore les capacités en matière de guerre électronique, domaines où les forces armées françaises ont quelques carences.

Pour être complet, le parti de Marine Le Pen a aussi fait des propositions en direction des anciens combattants. Il y est notamment indiqué que les pensions de ces derniers seraient revalorisées et que les militaires ayant participé aux opérations extérieures obtiendraient ce statut.

Enfin, l'objectif du FN est de porter le budget de la Défense à 2% du PIB. Il n'est pas certain que cela soit suffisant pour mener à bien tous les projets que son programme suggère de lancer. Et la question qui se pose est de savoir comment faire pour atteindre cet objectif, alors que les pays européens cherchent à faire des économies afin de réduire leurs dettes. Pour trouver de l'argent, le projet frontiste veut un « plan d'action volontariste (...) pour identifier et réduire drastiquement les dépenses inutiles et néfastes pour le pays » ainsi qu'une « réforme fiscale de grande ampleur » afin de « restaurer l'égalité des Français devant l'impôt ». Vouloir est une chose. Pouvoir en est une autre...

Ce que dit l'accord Verts-PS sur les affaires stratégiques

Fin du droit de veto à l'ONU et retrait d'Afghanistan dès 2012.



L'accord signé entre le Parti socialiste (PS) et Europe Ecologie-Les Verts (EELV), que l'on peut **lire dans son intégralité en cliquant ici**, ne parle pas que de l'avenir de l'énergie nucléaire. Il s'agit d'un texte de portée plus générale, qui aborde donc des questions stratégiques, diplomatiques et militaires. Sur ses sujets, en voici les principaux points - et quelques commentaires.

1) "La France fera

, renforcement du rôle des ONG." La "suppression du droit de veto" signifierait, comme **François Bayrou l'a judicieusement fait remarquer**, que la France perdrait ce droit, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité. Au niveau international, ce "droit de veto" est l'un des plus puissants instruments diplomatiques que la France possède. On l'a vu lors de la crise irakienne en 2002-03 (Photo : Villepin à l'ONU). Y renoncer, même dans un cadre global (tout le monde y renonçant), est-ce bien responsable ? Autre question : celui du "siège européen" au conseil de sécurité : sera-t-il en plus (mais le texte prétend y renforcer plutôt les "pays" du Sud, ou à la place du siège français ?

2) " Nous retirerons les troupes françaises

régional 'ONU." En cas de victoire de la gauche au printemps prochain, le contingent français sera donc entièrement retiré d'Afghanistan au cours du second semestre 2012. Avec donc plus d'un an d'avance sur le calendrier actuellement prévu, en concertation avec les Etats-Unis et le gouvernement afghan.

3)

'une dissuasion nationale indépendante tant que perdurent d'autres arsenaux,

la France dira sa part dans un désarmement nucléaire universel, graduel, contrôlé et vérifiable. Comme nous l'indiquions sur ce blog en septembre, le PS n'a rien cédé sur la dissuasion nucléaire, à laquelle les écologistes sont viscéralement opposés. Si ce n'est une vague "disponibilité" à discuter du désarmement nucléaire - ce qui est déjà la position de la France.

4) "Nous évaluerons la situation dans l'OTAN et plaiderons pour la constitution d'un pilier européen de la défense". Voilà qui ne mange pas de pain...

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Vendredi 25 Novembre 2011 à 12:04

Saverdun. Cérémonie émouvante pour la fin du Battle Group Raptor



Le défilé en centre-ville./Photo DDM.

Lundi a eu lieu la très officielle cérémonie de fin de mandat du bataillon Raptor au Champ-de-Mars. Plus d'un millier de soldats des régiments de Montauban, de Toulouse et de Pamiers se sont retrouvés comme au mois d'avril dernier au moment où Raptor

(Rapace en français) prenait son envol pour l'Afghanistan.

Lors de son émouvante allocution, le colonel Renaud Sénétaire, chef de corps du 1er RCP, a rappelé l'esprit de cette mission : « Nous sommes aujourd'hui, en ce jour de fête, différents d'il y a seulement six mois. Depuis des années, nos régiments ne s'étaient pas sentis aussi soudés et une cause n'avait été aussi unanimement défendue ». Il a rappelé que le Président de la République Nicolas Sarkozy avait épinglé la croix de la valeur militaire sur le drapeau du 1er RCP. « Cette croix est blanche comme l'honneur, la solidarité et la camaraderie, l'abnégation et le don de soi pour un idéal et rouge comme la couleur du béret qui nous a donné le courage nécessaire de traverser l'épreuve de la guerre et comme le sang versé par nos camarades tombés au combat que nous pouvons pleurer aujourd'hui sans honte ni retenue, mais aussi le sang de nos cinquante blessés, dont les cicatrices mettront du temps à se refermer ».

Le général Bertrand Ract-Madoux, chef d'état-major de l'armée de terre, venu présider cette cérémonie a parlé de la fin de cette mission « exaltante et exigeante, réalisée avec courage et professionnalisme ». Il a eu aussi une pensée profonde pour tous ceux qui sont morts pour la France en Afghanistan. A noter que le 1er RCP a perdu quatre de ses parachutistes. Après les discours, douze militaires du bataillon Raptor ont reçu la croix de la valeur militaire.

La manifestation s'est poursuivie par le défilé des troupes derrière le fanion de Raptor et du chant régimentaire du 1er RCP. Cette cérémonie s'est achevée par un moment d'échanges confraternels avec les familles et la population très nombreuse et un apéritif servi dans la salle des fêtes.

Afghanistan : Le Battle Group Raptor a eu 50 militaires blessés en Kapisa

23 novembre 2011 – 11:36

« Pour notre part, nous basculons progressivement des missions de contrôle de zone vers des missions d'appui et de soutien des forces afghanes. Ce qui a pour conséquences de réorganiser nos forces – nous n'aurons plus besoin des mêmes spécialistes – et de réduire notre vulnérabilité – nous n'irons plus dans les fonds de vallée » a affirmé l'amiral Guillaud, le chef d'état-major des armées (CEMA), lors de son audition devant la Commission de la Défense de l'Assemblée nationale, le 5 octobre dernier.

Seulement, en attendant, si les troupes françaises engagées en Afghanistan interviennent désormais en soutien à leurs homologues afghanes dans les zones où elles sont déployées, il n'en reste pas moins qu'elles sont toujours exposées, comme en témoigne le décès récent du légionnaire de 1ère classe Goran Franjkovic, du 2e Régiment Etranger de Génie.

http://www.youtube.com/watch?v=1ykPITpEDvI&feature=player_embedded

Aussi, il n'est nullement besoin de faire de longs discours pour expliquer le changement de posture évoqué par le CEMA. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Ainsi, à l'occasion de la cérémonie marquant la dissolution du Battle Group Raptor (BG), qui vient de passer le relais, en Kapisa, au BG Tiger, principalement armé par le 27ème Bataillon de Chasseurs alpins, le colonel Renaud Sénetaire, le chef de corps du 1er Régiment de Chasseurs Parachutistes (RCP), est revenu sur l'engagement de son unité au cours de ces six derniers mois passés en Afghanistan.

Pour rappel, le BG Raptor était composé essentiellement par le 1er RCP, renforcé par des éléments du 17ème Régiment de Génie Parachutiste (RGP), du 35ème Régiment d'Infanterie, du 35ème Régiment d'Artillerie Parachutiste (RAP) et du 1er Régiment de Hussards Parachutistes (RHP).

« Nous sommes aujourd'hui en ce jour de fête différents d'il y a seulement six mois. Différents, car nous avons laissé en Afghanistan un peu de notre âme, beaucoup de sueur et trop de sang » a ainsi déclaré le colonel Senetaire, dont les propos ont été rapportés [par AriegeNews](#).

« Nous avons laissé derrière nous une région de Kapisa encore tourmentée, des traces de combats gagnés et perdus, des projets inachevés, des blessés et des morts » a-t-il poursuivi.

Rappelant que le drapeau du 1er RCP a été décoré de la Croix de la Valeur Militaire le 11 novembre dernier, le colonel Senetaire a rappelé que cette distinction est « rouge comme la couleur du béret qui nous a donné la force et le courage nécessaires de traverser l'épreuve du feu et de la guerre avec l'allant des troupes d'élite; rouge comme le sang versé par nos camarades tombés au combat que nous pouvons pleurer aujourd'hui sans honte ni retenue, mais aussi le sang de nos cinquante blessés au combat dont les cicatrices mettront du temps à se refermer. »

Ainsi, et comme l'a indiqué cet officier, 50 militaires français ont été blessés et 11 autres ont perdu la vie au cours du mandat du BG Raptor en Afghanistan. A titre de comparaison, le BG Hermes, armé principalement par le 21ème Régiment d'Infanterie de Marine (RIMa) de Fréjus, avait compté 2 tués et 38 blessés [lors de son engagement en Kapisa durant l'été 2010](#), au cours duquel l'unité varoise mena 80 opérations et 60 actions directes de combat contre les insurgés.

Par ailleurs, au lendemain de cette cérémonie, le colonel Senetaire a quitté le commandement du 1er RCP pour rejoindre la direction de la formation et de l'instruction à l'Ecole de l'Infanterie de Draguignan. Il a été remplacé par le colonel Antoine de Loustal.

L'Afghanistan, l'oublié du colloque opex

C'était visible à l'oeil nu, hier, le théâtre afghan a failli être l'oublié du colloque consacré par les opex, qui initialement, n'avait d'ailleurs... même pas prévu de l'aborder (1) ! L'Afghanistan est apparu très en retrait, dès le discours du ministre, puis ensuite, dans les débats, qui ont surtout privilégié l'opération Harmattan, et dans une moindre part, la Côte d'Ivoire. Rien n'a filtré des engagements au Sahel, ou dans la corne de l'Afrique : trop spécial, peut-être (2). Ou peut-être fallait-il montrer aux délégations étrangères présentes une vision unique de l'engagement français en opérations.

L'Afghanistan concentre pourtant la moitié des effectifs en opération, actuellement. Et l'essentiel des pertes en opérations.

Le [blessé du 21e RIMa](#), ou le [JTAC du CPA20](#) ont finalement permis d'aborder ce théâtre assez concrètement, devant un auditoire captivé et admiratif (3).

Notons que le colloque devait à l'origine comporter un discours du président de la République, et chef des armées. Seul son sherpa, hier, a pris la parole.

(1) La grande oubliée de l'année, l'**ALAT**, a aussi pu -miraculeusement- placer un de ses pilotes de Tigre sur l'estrade.

(2) le renseignement, priorité n°1 du livre blanc n'a pas non plus été particulièrement mis en avant. Deux directeurs de services, **DRM** et **DPSD**, étaient pourtant dans la salle...

(3) prenant sans doute acte d'une salle remplie-les locataires de l'école militaire y étant pour quelque chose aussi-, le ministre a suggéré devant la presse que ce colloque puisse être pérennisé. On ne peut qu'abonder, pour autant que la part laissée au terrain (seulement 90 minutes pour 9 témoins, les industriels avaient deux fois plus de temps) soit bien plus grande. En tout état de cause, le colloque ne semble pas avoir passionné la presse.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [11/23/2011 03:30:00 PM](#)

Le piège afghan

25 novembre 2011 – 15:32

Malgré un casting de qualité, avec Benoît Magimel et Diane Kruger, le dernier film de Stéphane Rybojad, « [Forces Spéciales](#) », a été, et c'est le moins que l'on puisse dire, éreinté par la critique. Le manque de consistance du scénario est l'un des reproches qui revient régulièrement dans les critiques publiées par la presse au moment de sa sortie au cinéma. D'autres ont estimé qu'il s'agissait d'une opération de communication pour le ministère de la Défense... Ce à quoi le réalisateur a vertement répondu [sur le site Internet du magazine Première](#).

Mais au-delà de toute polémique, les films de guerre de qualité – et ce n'est qu'un avis personnel – son peu nombreux. Les plus exigeants compteraient presque sur les doigts d'une main les

productions dignes de la [La 317eme section](#)
, de Pierre Schoendoerffer.

Aussi, le téléfilm « Le piège afghan », diffusé par Arte ce 25 novembre, à 20h40, sera-t-il à la hauteur? On aura la réponse quand on l'aura vu. En attendant, l'accueil réservé par les critiques à cette fiction qui évoque, comme « Forces Spéciales », l'engagement militaire français en Afghanistan, est plutôt favorable.

L'idée de ce téléfilm est née après l'embuscade qui coûta la vie à 9 marsouins et 1 légionnaire à Uzbeen, en août 2008. « C'est là que j'ai commencé à songer à écrire une fiction qui porterait sur le conflit afghan » a raconté le producteur, Quentin Raspail « J'ai écrit un premier synopsis que j'ai donné à Didier Lacoste et Pauline Rocafull (ndlr, les scénaristes) et nous avons ensuite collaboré de façon étroite. L'armée française nous a reçus dans la base de Tora (...) où nous avons pu discuter avec le commandement militaire, ce qui nous a aidés à écrire » a-t-il encore expliqué.

Le scénario repose sur l'histoire de Nadia (Marie-Josée Croze), un médecin militaire affecté en Afghanistan. L'objectif de ce téléfilm, qui a reçu le concours de l'armée française, est de tenter de décrire le mieux possible la complexité de l'Afghanistan pour mieux comprendre les enjeux du conflit auquel il fait face.

Et pourquoi avoir choisi une femme comme personnage principal d'une fiction de guerre (ce qui n'est pas commun pour les films du genre)? « Le regard de Nadia était évidemment intéressant à confronter à un pays où les droits de la femme sont particulièrement inexistant... » a justifié Pauline Rocafull. « En tant que médecin militaire, Nadia est chargée d'une mission sanitaire, ce qui la met en contact avec une réalité plus complexe que celle à laquelle est confronté un soldat normal. Elle a accès à une tranche silencieuse de la population afghane, les femmes, ce qui l'amène à un point de vue différent » a renchéri Quentin Raspail.

Pour plus de réalisme, certaines scènes ont été tournées à Kaboul. Mais l'essentiel du tournage s'est déroulé au Tadjikistan, ainsi que sur le camp de base reconstitué à Draguignan, où l'équipe a pu compter sur l'aide du colonel Belot des Minières, par ailleurs ancien patron du Battle Group Altor, principalement armée par le 2ème Régiment Etranger Parachutiste, déployé en Surobi lors de l'hiver 2009-2010.

« Nous avons rencontré un type formidable qui dirigeait la base, le colonel Belot des Minières, soucieux de la vie de ses hommes, qui nous a expliqué comment ils travaillaient. Il nous a beaucoup aidés. On s'est inspiré de lui pour nos personnages » a expliqué au Figaro Quentin Raspail.

Retrait total en 2012 : impossible !

Même si les veilles de scrutin sont favorables aux promesses les plus farfelues, la logistique doit nous ramener les pieds sur terre : il sera impossible de rapatrier les troupes françaises et leur matériel d'ici la fin de l'année 2012.

Et encore moins si la décision n'était prise qu'au printemps (soit dans six mois), par un gouvernement de gauche, au lendemain d'une victoire aux présidentielles.

Le cadencement actuel des convois logistiques permet en effet tout juste de ravitailler les FOB et COP (ces derniers sont en train de disparaître). Au retour, les convois peuvent tout juste ramener l'inutile vers Kaboul. Pour désengager ne serait-ce que les centaines de KC20 présents sur les FOB afghanes, il faudrait... deux ans et demi de convois, au rythme actuel. Et en ne faisant que cela.

Pour aller plus vite, il faudrait plus de tringlots, plus de camions logistiques, et... plus de fantassins pour protéger les convois. Et même si on renvoie aux pays les fantassins, les sapeurs, les cavaliers, il faudra des tringlots pour les fameux convois... et tout ce qui précède pour sécuriser les axes. Bref, il restera des Français, bien au-delà de 2012, dans tous les cas de figure, n'en déplaise aux faiseurs de promesses.

Mais alors, dira-t-on, "laissons tout sur place" ! Encore une fausse bonne idée : les Américains, qui sont nos patrons en Afghanistan s'opposent à ce qu'on laisse tout ce qui pourrait être réutilisé par les talibans. Les consignes sont de tout faire sauter, ce que les Français ont scrupuleusement respecté, en juillet, après avoir quitté nuitamment un COP pilonné par les insurgés.

Les Afghans eux-mêmes ne veulent pas de nos FOB, qui ont été construites aux normes françaises, et sont donc trop coûteuses à entretenir. Les... Américains ont construit en parallèle des FOB pour les Afghans, dans lesquelles l'ANA (se) cantonne.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [11/25/2011 09:11:00 PM](#)

Réductions afghanes : ça se confirme

On ne saura pas, officiellement, avant la fin de l'année 2011 où l'EMA va trouver l'économie des 200 postes annoncés par le CEMA aux parlementaires. Mais l'évidence est déjà là, on ne va pas reproduire avec le **1er RI** ce qu'on avait fait cet été avec le **2e REP** (1) en rapatriant en France des soldats qui viennent de la quitter : c'est donc le GTIA sarrebourgeois qui va devoir se serrer la ceinture avant même de quitter la France en décembre, [comme ce blog l'annonçait, d'ailleurs le 26 septembre](#). A l'époque, la nouvelle avait généré des rires gras chez les sceptiques, et quelques grincements de dents chez les pragmatiques, les voilà réconciliés.

Au final, [on devrait dépasser les 200 postes promis](#) comme ce blog l'écrivait fin octobre. Les aviateurs vont aussi payer leur écot, notamment avec le départ dans quelques jours des trois Rafale de Kandahar. Un appareil se posera en route pour faire passer à six appareils le format du **3.30 Lorraine**. Pour la première fois depuis 2004, la France n'alignera plus que trois chasseurs sur place.

A ce stade, on n'a pas de nouvelle du maintien ou pas des drones Harfang à Bagram. De nouvelles économies se profilent aussi dans la filière OMLT, qui a déjà été réduite de 400 à 170 personnels. Désormais, les OMLT n'aligneront plus que 16 soldats, soit un tiers de leur format d'origine. Cette configuration va débuter en janvier. Traduction de la mise en place de la [brigade d'assistance et de conseil \(BAC\)](#), les OMLT vont aussi réintégrer les FOB, désertant tous les COP. Certains postes ont déjà être rendus à l'ANA, sur la MSR Vermont. Un autre a même été auto-détruit par 400 kg d'explosifs, en juillet, après une attaque massive des insurgés ! De sources convergentes, les derniers postes isolés seraient quittés en février.

(1) le SGTIA Légion injecté en renforcement en juillet a été retiré au bout de trois mois seulement,

et la perte de deux hommes. Il était de fait devenu moins utile après la stratégie nouvelle décidée après l'attentat de Joybar.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [11/25/2011 05:11:00 PM](#)

Des sénateurs américains demandent à Twitter de fermer les comptes des taliban

25 novembre 2011 – 13:44

La Force internationale d'assistance à la sécurité, commandée par l'Otan, et les insurgés afghans ne s'opposent pas seulement sur le terrain. En effet, dans un article intitulé « Twitter comme nouveau champ de bataille entre les taliban et la coalition », [le blog Mars Attaque](#) indiquait, en mai dernier, que le mouvement taleb avait ouvert des comptes, dont un en anglais, sur le site de micro-blogging à des fins de propagande.

Comme le souligne cet article, « depuis des années, les Taliban et la coalition internationale se livrent une intense bataille informationnelle au niveau des opinions locales et internationales. Le point de vue de l'un doit l'emporter sur le point de vue de l'autre, et pourvu qu'un plus grand nombre de récepteurs puisse avoir accès à la vision des uns ou des autres. Le succès de chacun en dépend en partie. »

Communiquer via Twitter et les réseaux sociaux permet au mouvement taleb, qui maîtrise depuis longtemps la communication sur Internet malgré sa phobie, dans les années 1990, à la technologie, d'accuser les forces de l'Otan d'avoir commis des exactions (et la moindre « bavure » est immédiatement exploitée) et de vanter ses actions en se donnant le beau rôle, notamment en gonflant systématiquement les pertes subies par leurs adversaires. Il s'agit ainsi de s'adresser à ceux qui le soutiennent – notamment financièrement – dans le monde arabe et de tenter d'influencer l'opinion publique occidentale.

Aussi, et [selon le Los Angeles Times](#), des sénateurs d'outre-Atlantique ont estimé que la coupe était pleine et que Twitter devait fermer les comptes du mouvement taleb. L'on peut penser qu'il est en effet paradoxal que les taliban puissent disposer d'un canal de communication offert par une entreprise californienne, alors même qu'ils combattent les forces américaines. Reste à voir si le principe développé par Voltaire, « Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrais jusqu'à la mort pour que vous ayez le droit de le dire », s'applique dans ce cas précis.

Toujours est-il que Twitter a fait valoir qu'étant donné que les messages postés par les taliban ne violent pas la loi américaine et que leur mouvement n'est pas inscrit sur les listes des organisations terroristes du département d'Etat, il n'y a aucune raison de donner suite à la demande des parlementaires.

Cette question est notamment posée par Joe Lieberman, qui dirige le Comité sur la sécurité nationale du Sénat. D'ailleurs, Twitter n'est pas le seul site concerné puisqu'il s'agit également de convaincre Youtube et Google de faire le tri dans leurs contenus diffusés par des organisations jihadistes. Et l'on peut en effet toujours voir sur le site de partage de vidéos des images de soldats américains déployés en Irak tués [par un « sniper » appelé Juba](#), dont on ne sait si c'est un terme générique ou pas.

Ce problème se pose également en France. Par exemple, et alors que près de 3.800 militaires français se battent en Afghanistan, l'on peut lire sur le site d'information participatif LePost.fr, lancé par le Monde Interactif en 2007, [des articles postés par un certain « Leclerc »](#), lesquels relaient la propagande des insurgés afghans.

Comme il se doit, ces « posts » ne sont « pas vérifiés par la rédaction ». Mais cette dernière met visiblement du temps à modérer les contributions des utilisateurs du site, d'autant plus que cela fait maintenant plusieurs mois que ce « Leclerc » publie de fausses informations.

The screenshot shows a news article on the website 'Le Post'. At the top, there are navigation links for 'Nous suivre' (with social media icons), 'Rechercher', 'S'inscrire', 'Se connecter', and 'SE CONNECTER'. The main header features the 'Le Post' logo, a 'J'aime' button with 41000 likes, and a 'Follow' button. Below the header, there are category tabs: 'Tous les posts', 'Politique', 'Faits-divers', 'Médias', 'Web', 'Conso', 'Près de chez moi', and 'convoi nucléaire'. A sub-header indicates the article was published 'Il y a environ 14 heures : L'envoyée spéciale de France3 place Tahrir: "J'ai subi une agression sexuelle" http://t.co/Z1Aj3mV'. The article itself is attributed to 'leclerc' and is marked as 'post non vérifié par la rédaction'. The title is 'Afghanistan : Une patrouille française tombe dans une embuscade'. Below the title, it shows the date '14/11/2011 à 14h42', the time of day '14h45', and '13570 vues | 9 réactions'. There are buttons for 'Recommander', 'Envoyer', and 'Tweet' (5). A small text block below the article reads: 'KAPISA, 14 novembre – Selon les rebelles, lundi à environ 6H du matin, un combat a eu lieu entre les soldats français et les Moujahidines de l'Emirat islamique après que leur patrouille soit tombée dans une embuscade dans le district de Tagab (province de Kandahar)'. To the right, there is a 'Du même auteur' section with three related articles about Afghanistan. At the bottom right, there is a 'REJOUEZ' button and a 'NOUVEAU PACK BUSINESS' advertisement.

A titre d'exemple, [le 14 novembre dernier](#), il est fait mention d'une « patrouille française » tombée dans une « embuscade » tendue par les « Moujahidines de l'Emirat islamique (ndlr, le mouvement taleb) » dans le secteur de Tagab. Et l'article d'indiquer que « trois soldats français ont été tués et deux autres ont été blessés ». Or, tout cela est bien évidemment faux, l'armée française ayant reconnu [la perte d'un des siens](#) ce jour-là. Et l'on pourrait aligner de nombreux autres exemples de cet acabit.

Pourtant, [la charte du site](#) indique qu'est proscrite « l'utilisation du Post.fr à des fins de propagande, de prosélytisme, dans un but professionnel, commercial (prospection, racolage ou prostitution) politique, religieux ou sectaire ». Manifestement, ce n'est pas le cas.

"La récompense, c'était le silence"

Un JTAC (joint tactical air controller) du **CPA20** a lui aussi laissé un sillage de silence après le témoignage de son engagement en Afghanistan, lors du colloque organisé aujourd'hui à Paris. Ce sous-officier était en charge de l'appui aérien sur un COP, en vallée d'Alasay, il y a quelques mois, et raconte une journée un peu chargée, sur ce "fortin de cinquante mètres par soixante-dix, occupé par 12 Français -six OMLT de l'armée de terre et six CPA" au service de l'armée afghane. "Ce jour-là, on a subi une attaque coordonnée d'envergure, raconte le sergent-chef Yann, les trois COP de la vallée sont attaqués simultanément par une cinquantaine d'insurgés, et ce, pendant toute la journée".

"J'ai guidé cinq patrouilles de Tigre, une de Kiowa, une de F-16. (...) Grâce au système Rover on a pu déceler un groupe insurgé. Et là, tout s'accélère, je rends compte à ma chaîne hiérarchique, et je dis au capitaine, si on veut marquer des points, c'est maintenant. Il m'a donné le feu vert. J'ai fait larguer une bombe de 250 kg sur cette position insurgée. La récompense, après huit heures de combat, la récompense, c'était le silence. Dans les trois semaines qui ont suivi, il n'y a pas eu un seul coup de feu tiré dans la vallée".

Depuis 2006, le CPA20 déploie en permanence des personnels en Afghanistan, à l'origine pour des missions de personal recovery, avec les Caracal. Il a depuis apporté un spectre plus large d'effets, en mettant en oeuvre des équipes de guidage, à l'instar de celle du SGC Yann. En parallèle, des équipes de ce type sont aussi déployées à Djibouti et au Tchad.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [11/22/2011 09:23:00 PM](#)

Un blessé parle

Même si les précautions semblaient avoir été prises pour ne pas en faire l'objet central d'un colloque sur les opérations, les militaires de terrain ont pu faire entendre leur voix, en fin d'après-midi, à l'amphi Foch. Un lieutenant-colonel du **21e RIMa** a notamment recueilli une longue salve d'applaudissements venant saluer la force morale dont ce blessé a fait preuve, après avoir été touché en Kapisa : "le 18 septembre 2010, un obus de mortier est tombé à deux mètres de moi, entre deux bâtiments". L'officier a perdu une jambe, mais loue la rapidité du service de santé : "j'ai été blessé à midi le 18, à midi, le 19, j'étais à Percy, sur une table d'opération". Le blessé va subir 14 opérations, et reste deux mois le corps attaché.

"La victoire, c'est de retourner en régiment (...) moi j'ai retrouvé mon boulot" s'excuse-t-il presque, pour rappeler immédiatement la mémoire de ceux qui ne sont pas revenus : le capitaine **Lorenzo Mezzasalma**, le caporal-chef **Jean-Nicolas Panezyck**. Et ajoute aussitôt à ces noms les blessés graves du BG **Hermès**, qui ne sont toujours pas revenus dans leurs régiments : **Alexandre**, un caporal-chef touché à la face lors d'un tir fratricide, **Kévin**, un légionnaire du **1er REG**.

Sur les 38 blessés du BG Hermès, trois ne sont toujours pas revenus dans leurs régiments. C'est pour eux qu'il est venu témoigner, comme il le dit. Il se lève, pour prouver qu'il a eu la chance. Et il lance encore à la salle : "ils ont été blessés pour la France (...) parce qu'ils sont les soldats de la France".

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [11/22/2011 08:18:00 PM](#)

Le témoignage poignant du lieutenant-colonel Caffaro, blessé en Afghanistan

http://www.dailymotion.com/video/xmj7bp_temoignage-du-lieutenant-colonel-caffaro_news?start=6#from=embediframe

Le 18 septembre 2010, le lieutenant-colonel Stéphane Caffaro, du 21ème régiment d'infanterie de marine, était blessé en Afghanistan. Ce mardi 22 novembre 2011, il était l'un des nombreux intervenants du colloque sur les engagements opérationnels, à l'Ecole militaire. Son intervention, courte, a ému le public. Pour son réalisme et sa hauteur morale, il faut qu'il soit entendu bien au delà de l'amphi Foch. Le voici tel quel. Ecoutez-le jusqu'au bout.

(Merci à la Dicot)

Les muds français à la rescousse des Italiens

Une patrouille française constituée d'un Rafale et d'un Mirage 2000D est intervenue en soutien de troupes italiennes prises à partie, a-t-on appris ce matin lors du briefing hebdomadaire de l'EMA. Les avions français ont été requis il y a une semaine en RC-West, alors qu'ils devaient, initialement, opérer sur un convoi américain en RC-SW, la zone d'action contigüe. La timeline témoigne de la réactivité des avions : décollage à 12h20, retasking à 12h40 par le JTAC italien, arrivée sur la zone de combats 20 minutes plus tard et tir de GBU-12 à 13h10, suivi d'un show of force à 13h30. Le cours initial de la mission a été repris cinq minutes plus tard, après un ravitaillement en vol. Les deux appareils ont posé à 15h55.

Les délais d'intervention de chasseurs en Afghanistan sont en général inférieurs à dix minutes. Mais ces délais risquent d'augmenter, du fait du récent départ de moyens néerlandais, et de la réduction de six à trois chasseurs (départ des Rafale), côté français, prévu dans quelques jours.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [11/24/2011 07:03:00 PM](#)

Les oies sauvages bientôt en Afghanistan

C'est demain que le GTIA **Wild Geese** (oies sauvages), formé autour du **92e RI**, verra le jour à Clermont-Ferrand. Rien à voir avec un célèbre film avec **Roger Moore**, mais avec les combattants irlandais qui rejoignirent la France avec **Jacques II**, et qui furent à l'origine du régiment. Ce nom présente aussi l'avantage d'être prononçable facilement par les Américains, qui sont nos patrons en RC-East.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [11/24/2011 03:37:00 PM](#)

Ghesquière et Taponier : à la veille de la diffusion de leur reportage, les polémiques se poursuivent (actualisé)

Un officier français leur a dit : "Ne retournez pas en Kapisa, c'est trop dangereux"

Depuis plusieurs mois, une violente polémique contre les deux anciens journalistes otages en Afghanistan met en émoi la communauté militaire, comme **nous nous en étions fait l'écho**. De textes plus ou moins bidonnés (comme **nous le relations à l'époque**), un éditorial au lance-flammes d'Yves Debay sur "**l'imbécile ambition des héros**" dans son magazine *Assaut*, et même une page Facebook contre Hervé Ghesquière !

La communauté militaire estime qu'il y a "deux poids, deux mesures" entre le sort des journalistes transformés en héros et celui des militaires qui meurent dans l'indifférence. Ce n'est pas faux et

nous avons déjà **dit ici ce que l'on pouvait en penser**, dans le respect des uns et des autres.



France 3 va diffuser, ce mercredi, le reportage que les deux journalistes étaient partis réaliser en Afghanistan lorsqu'ils ont été pris en otages. Cette diffusion dans l'émission **Pièces à conviction** risque de relancer la polémique.

Celle-ci porte, essentiellement, sur la question de savoir si les deux journalistes ont été volontairement imprudents et ont passé outre aux consignes de sécurité données par les militaires. Que s'est-il réellement passé sur le terrain qui explique l'animosité de tant de militaires à l'égard de Hervé Ghesquière ? (Beaucoup plus d'ailleurs que de Stéphane Taponier, qui pour le moment s'est retiré du journalisme.)

Les deux reporters sont arrivés à Kaboul le 6 décembre 2009, après que leur demande de reportage ait été acceptée par l'état-major des armées. Ils entrent alors en contact avec l'officier de communication français sur place, Jacky Fouquereau. Comme à tout journaliste arrivant sur le théâtre auprès des forces de l'Otan, celui-ci leur fait signer un document sur les règles de sécurité. Il est notamment précisé que *"si un journaliste décide de mettre fin à son séjour avant la date prévue, il devra le faire avec les autorités concernées afin de quitter la zone d'opération en respectant les règles de sécurité"*.

Les deux journalistes entament alors leur reportage avec l'armée française d'abord à Kaboul, puis sur le terrain. Ils vont dans les FOB de Kapisa à Tagab, Nijrab ou Tora où ils suivent les activités opérationnelles des militaires. Comme cela arrive, les choses ne se passent pas au mieux dans la relation entre journalistes et militaires : une affaire de caractère des uns et des autres. Reste que les journalistes peuvent constater que la zone dans laquelle les militaires évoluent est dangereuse.

Ils sont de retour à Kaboul le 28 décembre, logés dans une *Guesthouse* et doivent repartir le 31 "sur zone" pour achever leur reportage avec les militaires français. Les relations avec eux ce sont suffisamment dégradé et les plaintes s'accumulent, par exemple, celle d'une jeune sergent féminin, pour que le lieutenant-colonel Fouquereau téléphone directement, et à deux reprises, à leur rédacteur en chef Lionel de Coninck, à Paris. Il lui envoie également un mail, le 29 décembre, à 18h16 dans lequel l'officier - qui a une longue expérience de la communication et, qui plus est, est le compagnon d'une journaliste de France Télévisions, écrit : *"C'est une première pour moi d'avoir autant de retours négatifs"* de la part des militaires français et américains. Il parle d'*"agressivité verbale"*, de *"comportement peu respectueux"*, et insiste sur le fait que cela se déroule *"dans une région d'Afghanistan où l'insécurité est palpable"*.

Mais à aucun moment, les militaires français interdisent (de quel droit l'auraient-ils fait ?) aux deux journalistes de quitter Kaboul pour se rendre en Kapissa. *"Ils ne nous ont jamais dit qu'ils y allaient et n'étaient pas, à ce moment là, sous notre responsabilité"* assure une source militaire. En revanche, le 31 décembre, ils ne se présentent pas au rendez-vous pour la poursuite de leurs reportages - et pour cause : ils ont été enlevés la veille. Des écoutes, sans doute transmises par les Américains, permettent de savoir qu'ils ont été vus par des Afghans alors qu'ils recherchaient le contact avec des insurgés en Kapisa.

L'Armée française leur a-t-elle explicitement conseillé par écrit de ne pas se rendre dans la zone où ils ont été enlevés ? Non. Tout semble être resté implicite : *"Quitter la zone d'opération en respectant les règles de sécurité"* peut signifier qu'il ne faut pas y revenir le surlendemain.

Actualisé : S'il n'y a pas d'avertissement écrit, il y a en revanche une conversation téléphonique entre Fouquereau et Ghesquière, lors du retour des deux journalistes à Kaboul. Selon son témoignage, l'officier les appelle pour caler le rendez-vous du 31 avec une OMLT au sein de l'armée afghane. Il comprend que l'équipe de France 3 n'est plus vraiment intéressée par ce sujet. *"J'ai eu l'impression qu'il voulait faire autre chose. J'ai senti la connerie. Je leur ai dit : Ne retournez pas en Kapisa, c'est impossible, c'est trop dangereux. Ghesquière m'a même parlé des itinéraires pour s'y rendre, par le nord (Baran) ou le sud". C'est à la suite de cette conversation que j'ai joint leur rédaction en chef à Paris pour leur exprimer mes craintes d'un changement de portage de leur reportage. Ils étaient venus suivre l'armée française et partaient faire de l'investigation dans les zones insurgées".*

Une chose est certaine : les deux hommes ont payé le prix de leur volonté d'aller voir "de l'autre côté" : 547 jours de captivité. Il est temps, pour chacun, de calmer le jeu.

Photo : Stéphane Taponier et Hervé Ghesquière (DR)

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Lundi 21 Novembre 2011 à 16:33

21.11.2011

Kapisa: situation dégradée, reprise en main par les US?



Je me souviens d'un post pré-estival de mon collègue Jean-Dominique Merchet où il détaillait comment, en 2010, les Américains avaient failli pratiquer une "helmandisation" de la Kapisa (cliquer [ici](#) pour lire ce post sur *Secret Défense*): "Comprenez : se faire mettre sur le côté comme les Américains l'ont fait avec les Britanniques dans le Helmand au vu de résultats qu'ils jugeaient insuffisants", expliquait JDM en mai dernier. J'avais interrogé, quelques jours plus

tard, le n°2 de la 101e division aéroportée, alors en visite dans le RC-East, pour savoir si la perception US avait changé. Pour le général Townsend, "les hommes de cette rotation (ndla: le bataillon Richelieu) ont fait un très bon boulot. Ils se sont montrés extrêmement efficaces et agressifs".

Depuis, la situation s'est dégradée en Kapisa (en particulier autour de Tagab) et le contingent français a adopté une posture de "retrait" (la rhétorique officielle est la suivante: "Les Afghans sont désormais devant et nous en retrait"). Les sorties, même sur l'axe Vermont, sont compliquées; heureusement que les hélicos de la firme Columbia font la noria entre la vallée et Kaboul/Bagram (voir mon post du 23 octobre en cliquant [ici](#)) et jouent aux taxis volants.

Désormais, on peut se demander si nos alliés américains vont accepter que l'axe Vermont (qui traverse la vallée de Tagab et rejoint la base de Bagram) soit fragilisé et que les mouvements y deviennent encore plus périlleux. L'helmandisation pourrait donc être de nouveau d'actualité.

21.11.2011

Afghanistan: un gendarme français à la tête de la division "Police" du NTM-A



C'est un gendarme français, le général Christian Dupouy (photo ISAF prise à Kandahar), qui commande actuellement la division "Police" de la NTM-A, la *Nato Training Mission Afghanistan*. Il a pris son poste en septembre. Son titre précis: "*Commander, Combined Training Advisory Group - Police (CTAG-P)*".

Né en 1960, ce Saint-Cyrien a exercé diverses fonctions de commandement en métropole et outre-mer. Ayant intégré le Collège interarmées de défense, il a obtenu un DESS en « Sécurité, police et société ». Il a commandé successivement le groupement de gendarmerie mobile de Chambéry et le groupement de gendarmerie de Haute-Corse. En 2003, il a été nommé à Ottawa, au Canada, où il exerçait les fonctions d'attaché de sécurité intérieure. En 2006, le colonel Dupouy s'est vu confier la mission de chef de bureau de la lutte antiterroriste. Il a aussi exercé plusieurs missions à l'étranger, notamment au Cambodge et en Bosnie. Il a été promu

général de brigade le 1er juillet 2010 et a dirigé, avant de rejoindre l'Afghanistan, la région de gendarmerie de Poitou-Charentes.

Trois mois après son arrivée sur le théâtre afghan, il a accepté de faire un premier point de situation. Cliquer sur le lien ci-dessous pour accéder à l'interview.



- Comment passe-t-on d'un commandement territorial en France à un poste de directeur de la formation de la police au sein du NTM-A ?

Le travail d'un commandant de région de gendarmerie et les fonctions de responsable de la formation des polices afghanes ont globalement peu de rapports. La gestion des ressources humaines, l'aspect commandement et la nécessité d'avoir une vision pour le moyen et le long terme sont cependant des constantes communes aux deux métiers.

La transition a été facilitée en ce qui me concerne par deux éléments capitaux : une pré-alerte huit mois à l'avance d'un côté, la possibilité d'effectuer deux reconnaissances sur le théâtre de l'autre. J'ai ainsi pu plonger dans le dossier afghan très en amont de mon départ en mission. Cette transition a aussi été facilitée par deux expériences personnelles précédentes, une au Cambodge dans le cadre des Nations-Unies et l'autre en Bosnie dans un cadre otanien.

La connaissance du travail de la gendarmerie permet d'apporter une expertise appréciée au sein de NTM-A (*NATO Training Mission-Afghanistan*) et donc d'amener une culture spécifique à la formation. En effet, il faut comprendre que nombre de conseillers (NTM-A n'est plus depuis quelques mois en première ligne pour l'instruction et a pour mission de conseiller et superviser les instructeurs afghans) sont issus de l'armée de terre ou d'autres forces armées.

Il convient donc de s'assurer que les programmes d'instruction sont bien suivis car, il est important de le souligner, la doctrine est élaborée au sein de NTM-A par des gendarmes ou des policiers de la coalition en collaboration avec les autres partenaires internationaux (EUPOL, les Allemands du *German Police Project Team*) et cette doctrine est ensuite agréée par le commandement des écoles afghan.

La culture gendarmerie est également une plus-value considérable pour la promotion d'un modèle reposant sur une coopération police-magistrats-gouverneur, modèle qui est celui que nous connaissons.

- Votre arrivée à ce poste témoigne-t-elle d'un choix politique ou d'un choix tactique qui fait que la "marque" gendarmerie nationale pourrait s'étendre, voire s'imposer, dans le processus de formation de l'ANP ?

Par définition, le positionnement d'un officier général dans un poste à responsabilité de l'OTAN est toujours une décision politique dans la mesure où elle est validée au plus haut niveau. Ce choix est aussi un choix que je qualifierais de "cohérent" plus que de "tactique". En effet, dès le début de la mission NTM-A en novembre 2009, il a été décidé de confier la direction de la formation de la police afghane à un gendarme au sens générique du mot, et non pas à un officier général des forces armées. J'ai ainsi personnellement succédé à un officier général des carabinieri italiens.

Le modèle gendarmerie est à ce titre parfaitement adapté au contexte dégradé de l'Afghanistan, qui permet de remplir aussi bien des missions de formation dans les centres d'instruction (malheureusement fréquemment objets d'attaques des insurgés), que des missions opérationnelles de conseil de la police afghane sur le terrain par ce que nous appelons les POMLT (*Police Operational and Mentoring Liaison Team*). A ce titre la Force de Gendarmerie Européenne est d'ailleurs très impliquée sur le théâtre afghan, sur l'ensemble de ces 2 volets missionnels.

- Dans quel état avez-vous trouvé la police afghane ?

Lors de la création de NTM-A, en novembre 2009, 86% des nouvelles recrues étaient illettrées

et il n'existait aucun programme pour enrayer ce phénomène. Les matériels et les uniformes étaient inadaptés, disparates et/ou en nombre insuffisant, la formation était sommaire ou simplement inexistante, les salaires inférieurs au minimum permettant de faire vivre une famille, le taux d'attrition des personnels était considérable...

La mise en place de NTM-A a permis de considérablement améliorer la situation, même si tout n'est pas encore parfait : un vaste programme d'alphabétisation a été mis en place au sein de la police et sur lequel 3 200 instructeurs afghans sont engagés, les salaires ont été fortement augmentés, la formation s'est orientée vers des cours de spécialité et vers la formation des cadres, les équipements, véhicules, armement, ont été harmonisés, multipliés, et sont parfaitement adaptés.

La qualité du travail de la police afghane s'améliore de jour en jour. Il reste cependant encore beaucoup à faire pour identifier et former les policiers qui n'ont jamais reçu le moindre cours théorique et qui ont été engagés sitôt recrutés dans la lutte contre la contre-insurrection.

L'image d'une police proche de sa population, qui fait reposer son action sur la connaissance de son milieu et s'investit dans la police judiciaire n'est pas une image actuelle. Il faut d'abord un pré-requis de calme et de stabilité qui n'est pas encore une réalité.

- Comment remédier à ses faiblesses ?

Il convient tout d'abord de rappeler que l'*Afghan National Police* est constituée de plusieurs piliers dont les niveaux de compétences ne sont pas équivalents.

Les trois principaux piliers sont l'*Afghan Uniform Police* (AUP) qui est une police territoriale, l'*Afghan National Civil Order Police* (ANCOP) qui est une police déployable sur l'ensemble du territoire afghan en renfort des unités territoriales, et l'*Afghan Border Police* (ABP) qui est chargée de la surveillance des frontières.

Les faiblesses de l'ANP sont celles d'une force de police dont le processus de professionnalisation est récent. Il faut également prendre en compte le fait que la mission NTM-A n'a que 2 années d'existence.

Pour créer rapidement une force de police conséquente (c'est-à-dire passer de 80 000 policiers à 157 000, chiffre considéré comme nécessaire pour faire face à l'insurrection lors de la transition de la mission de sécurité aux services afghans en 2014), l'accent a été mis sur la production de masse avec des formations d'une durée limitée de patrouilleurs et de sous-officiers.

Actuellement, tout en poursuivant la croissance quantitative, un effort est fait pour développer le leadership des cadres, tant sous-officiers, qu'officiers.

Nous donnons accès à des formations spécialisées dans le domaine de la logistique, afin de fournir aux Afghans les moyens de leur autonomie. Nous formons également des formateurs afghans, pour qu'ils soient à même de prendre en charge et de diriger leurs propres écoles dans un avenir proche, sans intervention extérieure. Dans cette même logique de professionnalisation, la durée du stage de formation initiale des policiers est passée de 6 à 8 semaines depuis le 1^{er} octobre dernier.

Nous améliorons et adaptons nos programmes de formation régulièrement. Ainsi les modules relatifs aux droits de l'homme, aux droits des femmes, au commandement, ont-ils été accrus dans les formations.

Nous nous attachons aussi à rééquilibrer le volume des différents corps de personnel de la police, car il existe un déséquilibre entre le nombre d'hommes du rang qui est trop important, et celui des sous-officiers qui est lui, insuffisant.

La faiblesse majeure de la police afghane tient au pourcentage élevé d'analphabétisme dans ses rangs. L'effort déployé pour lutter contre ce handicap majeur est considérable et chaque niveau de formation (initiale, sous-officiers) comprend les cours nécessaires à l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul, en vue de l'obtention de diverses qualifications (niveaux allant de 1 à 12).

Comment s'organisera la poursuite de l'effort de formation des forces de sécurité afghanes au-delà de 2014, alors que le retrait des troupes de combat est annoncé ? Verra-t-on la fin des POMLT et un resserrement du dispositif sur les centres de formation ?

Le défi qui attend la communauté internationale dans les années à venir est de réussir à transformer une doctrine d'emploi de la police fondée sur la contre-insurrection, en une doctrine d'emploi plus proche des missions de gendarmerie ou de police telle que nous la connaissons dans les pays en paix. C'est le principal objectif de la phase de transition dans laquelle nous sommes engagés depuis quelques mois et qui se prolongera jusqu'en 2014.

Il est encore tôt pour définir le cadre et le niveau de coopération de la communauté internationale au-delà de 2014, mais il est certain que le volet formation sera une priorité et nécessitera un maintien à minima de cadres et instructeurs spécialisés.

Il est fondé de penser que les POMLT, qui accompagnent les unités de l'ANP dans leurs opérations sur le terrain, seront rappelés et que les efforts se porteront alors sur des centres de formation de grande capacité mis en œuvre au niveau régional.

Un départ complet et absolu de la communauté internationale d'Afghanistan n'est pas à l'ordre du jour. De nombreux pays, dont la France, ont d'ores et déjà annoncé qu'ils poursuivraient leur partenariat sur un mode bilatéral avec l'Afghanistan.

Plus de 1.400 gendarmes ont été blessés en 2010

22 novembre 2011 – 17:51

L'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) est chargé de collecter les données statistiques concernant la délinquance et les atteintes aux personnes et aux biens

Cet organisme vient de [publier son rapport pour l'année 2010](#), qui présente la particularité de reposer en partie sur une enquête de victimisation, laquelle recense les déclarations en matière d'agressions et de vols qui ne font pas nécessairement l'objet d'un dépôt de plainte.

Ce rapport s'intéresse aux professions particulièrement exposées aux violences. Et si, dans l'ensemble, le nombre des atteintes aux personnels et aux biens de la Police nationale est en baisse pour la première fois depuis 2006, avec tout de même 42.907 cas en 2010, ce n'est pas le cas pour ce qui concerne la Gendarmerie nationale.

En effet, selon le document, 2062 faits d'agressions physiques contre des gendarmes ont été comptabilisés, soit une hausse de 20% par rapport à 2009, année où 1.720 cas avaient été constatés. Au total, ce sont 4.132 militaires qui ont été concernés par ces atteintes, lesquelles ont fait, dans leurs rangs, 1.408 blessés (+4,6%) et 2 tués.

Le rapport note que « ces agressions se produisent essentiellement lorsque les militaires sont en service d'intervention ou lors d'interpellations ». La Guyane et la Nouvelle-Calédonie sont les deux régions où les plus concernées, avec respectivement 88 et 76 agressions. Et elles le sont également pour les atteintes aux biens de la gendarmerie, dont le nombre a progressé de 8% en 2010, pour atteindre les 1032 cas.

Les JTAC français et américains drillent ensemble



Parachutistes, bigors et commandos parachutistes de l'air mobilisés dans CASEX 2011, avec des personnels du CFAA, et des Leathernecks, de passage à Djibouti.

Ces images ont quelques heures : des JTAC (contrôleurs aériens avancés) français et américains ont effectué un entraînement commun ce dimanche, à Djibouti, sur le

champ de tir de Maryam Koron.

Autre première dans l'entraînement interallié à Djibouti : un hélicoptère Huey du Marines Corps a été intégré cet après-midi, avec les deux équipes de JTAC Leathernecks.

Des JTAC issus de l'armée de l'air (**CPA20**), de l'armée de terre (**68e RAA, 3e RAMa, 35e RAP, 40e RA**) ainsi que des CTA (contrôleurs tactiques air) effectuent ainsi plusieurs dizaines de guidages aériens et d'artillerie, sous le pilotage du **CFAA** (centre de formation à l'appui aérien), organisme de formation interarmées et interallié, une référence quasi-unique dans l'armée française.

La plupart des personnels français engagés dans cet exercice, Casex 2011, ont déjà opéré en Afghanistan. Et tous y retournent dans quelques mois.



PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [11/20/2011 05:59:00 PM](#)

Des nucs sachant conventionner

Les FAS (forces aériennes stratégiques) ont généré près du tiers du volume d'heures de vol de l'armée de l'air dans Harmattan. Les C-135 ont assuré 3190 HDV, les 2000N, 3160 et les Rafale, 1850. Ces derniers se sont chargés des raids Scalp, et ont à leur actif l'essentiel des moyens aéronautiques kadhafistes abattus au sol. Un tel bilan tombe à point nommé pour rappeler la polyvalence des moyens des FAS, par delà les ravitailleurs, et d'autant plus que plusieurs réfléchissent sur d'éventuelles économies dans le dispositif de dissuasion. Trois unités des FAS ont été (1.91 Gascogne) ou seront (2.4 La Fayette, GRV Bretagne) décorées à titre collectif de la valeur militaire.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [11/23/2011 01:41:00 PM](#) [LIENS VERS CE MESSAGE](#)

MRTT : une urgence qui passionne

Rarement les questions de ravitaillement en vol auront autant passionné la presse. Après un média économique qui annonçait triomphalement, au début de l'automne, un contrat imminent sur le MRTT, voici que c'est le très sérieux Aviation international News, déjà (trop vite) repris en

France, qui annonce à peu près la même chose, en attribuant des propos au CEMAA français (1). Dans les deux cas (2), la nouvelle n'en est pas une, même si les récentes opérations en Libye rappellent, s'il était besoin, l'âge de nos tankers -47 ans en moyenne- et un bilan plutôt riche : 3.000 ravitaillements effectués par les avions des **FAS**, en 400 sorties.

(1) Entre cinq et sept avions devaient être commandés selon le confrère qui écrivait depuis le salon de Dubaï. A Paris, on dément. Le calendrier du MRTT porte sur une commande en 2013 si la loi de programmation l'autorise, et des livraisons entre 2017 et 2024.

(2) A qui de telles annonces peuvent-elles bien profiter ?

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [11/21/2011 08:12:00 PM](#)

Mise à jour : 24/11/2011 16:25

Le rôle du SEA dans l'opération Harmattan

Mise à jour : 04/11/2011 11:42

Suite à la résolution 1973 du conseil de sécurité des nations unies, en date du 17 mars 2011, une coalition se forme pour venir en aide à la population libyenne. Le 31 mars, l'OTAN prend le commandement des opérations militaires.

7 mois plus tard, le 31 octobre, l'opération « unified protector » de l'OTAN est officiellement terminée et marque le début du désengagement des forces.

Depuis le 19 mars 2011, dans le cadre de l'opération « Harmattan » (nom de la participation française), le SEA agit en tant qu'opérateur spécialisé chargé du soutien pétrolier des moyens aériens et navals français engagés, à savoir :

- La composante aérienne à partir des bases aériennes métropolitaines (Istres, Evreux, Saint-Dizier, Avord, Solenzara) et des bases aériennes de La Sude (Crête) et de Sigonella (Sicile). Le SEA a projeté un détachement sur chacune de ces bases et organise les opérations d'avitaillement à partir de ses propres moyens ou en collaboration avec la nation hôte.



- La composante navale (Task Force 473) avec notamment le porte-avion Charles de Gaulle (hors ravitaillement à la mer) au travers du marché d'approvisionnement ;

- La composante aéromobile de l'aviation légère de l'armée de terre (ALAT) à bord des bâtiments de projection et de commandement (BPC), Tonnerre et Mistral. Un détachement spécifique a été embarqué dont la mission est le soutien dédié aux aéronefs de l'ALAT

au travers d'opérations d'avitaillement à bord du BPC mais également la réalisation potentielle d'opérations d'avitaillement à partir de plots de circonstance déployés à terre.

Le SEA a projeté un effectif de 19 militaires afin d'assurer l'ensemble du soutien en dehors du territoire national métropolitain. Cependant il convient de souligner le rôle important depuis le début de l'opération du DEA de la base aérienne d'Istres. En effet, si la base aérienne de Solenzara a été particulièrement impliquée au début de l'opération Harmattan, comme base aérienne avancée, aujourd'hui Istres est devenu le point principal de soutien en terme d'activité d'avitaillement. Un soutien est prodigué aux unités françaises mais également aux aéronefs étrangers de la coalition parmi lesquels les C-135 de l'USAF figurent en première place en tant que consommateurs. Le dépôt d'Istres connaît une activité journalière moyenne de 700 m³ avec parfois des pointes supérieures à 1 800 m³.

Durant les phases de montée en puissance des bases métropolitaines des renforts ont été dépêchés afin de permettre la continuité permanente du soutien. Globalement, plus de 400 personnes du SEA sont engagées directement ou indirectement au titre du soutien de cette opération.

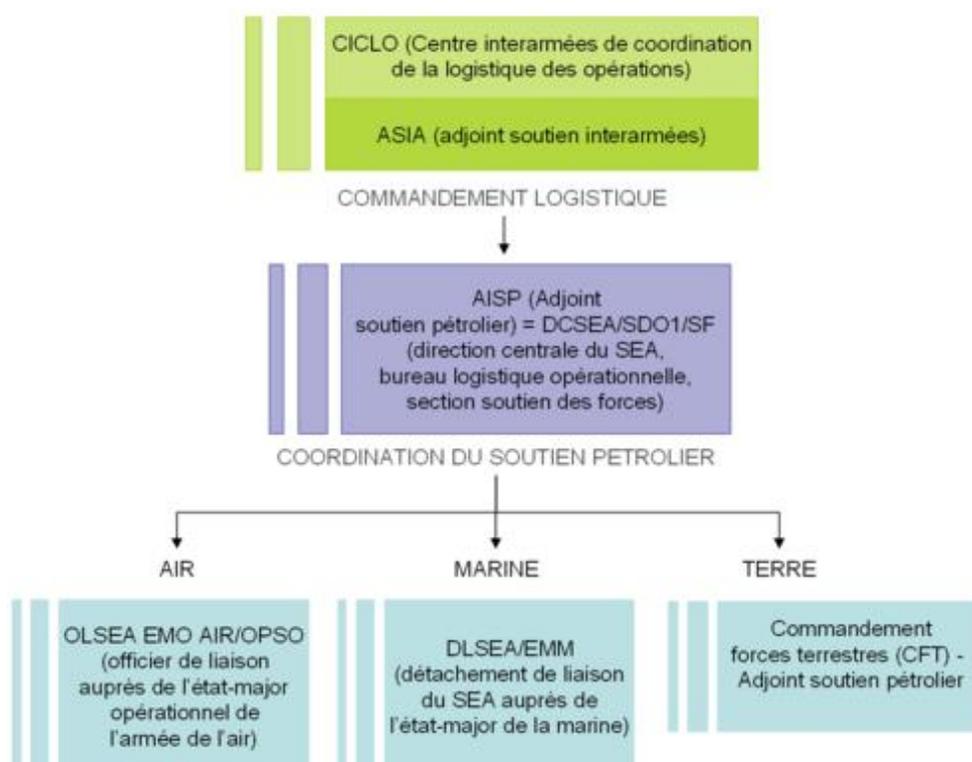
Une organisation adaptée.

Pendant la durée de l'opération, une organisation particulière du soutien pétrolier est mise en place. Si la fonction d'AISP (adjoint interarmées de soutien pétrolier) est toujours placée auprès de l'adjoint soutien interarmées au CICLO⁽¹⁾, elle est cette fois-ci assurée non pas depuis un théâtre d'opération mais depuis la direction centrale du SEA (bureau logistique opérationnelle, section soutien des forces).

Autorité technique et d'emploi des moyens du SEA, l'AISP assure la coordination du soutien pétrolier de l'opération en s'appuyant sur les représentants du SEA dans les armées :

- l'OLSEA/EMO AIR/OPSO pour l'armée de l'air ;
- le DLSEA/marine placé auprès de l'état-major de la marine ;
- l'adjoint soutien pétrolier, placé auprès du CFT.

L'AISP est en mesure d'assurer des reconnaissances techniques (moyens d'infrastructure matériels et équipements existants) et de préparer la passation d'un contrat d'approvisionnement en produits pétroliers.



BBPD Achéron: Une unité de guerre des mines sécurise les ports libyens

crédits : Marine Nationale



23/11/2011

Le bâtiment base des plongeurs démineurs (BBPD) Achéron conduit, depuis le 28 octobre dernier, une mission dans les principaux ports libyens. L'unité de guerre des mines, affecté à l'école de plongée de Toulon, a été mobilisé au sein du Task Group 470.01, placé sous les ordres du capitaine de corvette Bonnefoy. Celui-ci, composé d'une trentaine d'homme, a pour mission

l'évaluation des approches des ports libyens en terme de dégâts, d'obstructions et présence d'engins explosifs après les derniers mois de conflits. La France répond ainsi à une demande des autorités libyennes, qui souhaitent rapidement sécuriser leurs approches maritimes.

L'Achéron, principal élément du Task Group, est sur zone avec, à son bord, une équipe de protection et un groupe de plongeurs démineurs. Et depuis trois semaines, ils ont déjà eu fort à faire dans les chenaux de Tripoli, Al Khums, Misratah et Ras Lanouf. Au cours de leurs reconnaissances, ils ont ainsi dû procéder à la neutralisation de plusieurs munitions non explosées : une mine dans la zone de Misaratah mouillée en avril dernier par les forces du colonel Kadhafi, des obus et d'autres types de munitions sur des navires des ex forces armées libyennes. La mission va se poursuivre, en liaison avec les autorités libyennes.



(© : MARINE NATIONALE)

La marine conduit deux opérations antidrogue en Méditerranée

Le Point.fr - Publié le 20/11/2011 à 14:31 - Modifié le 20/11/2011 à 14:32

Des mystères entourent les actions menées les 16 et 18 novembre.



Dans un communiqué très laconique, la marine nationale annonce qu'elle a intercepté le 16 novembre un premier go-fast (il s'agit généralement d'embarcations semi-rigides surmotorisées et très rapides) en Méditerranée occidentale avec trois personnes à bord. Un second bateau du même type, avec le même nombre de passagers, a été arrêté le surlendemain, le 18 novembre. La préfecture maritime de la Méditerranée indique qu'une tonne de drogue (de la résine de cannabis) a été saisie, et que son bilan en cinq ans passe à 21 go-fast arraisonnés et à 18 tonnes de drogue

saisies. Ce tonnage ne représente que le tiers du tonnage transporté par les bateaux, puisqu'une estimation chiffre à 35 tonnes le tonnage jeté à la mer avant l'interception.

Ces opérations sont conduites depuis 2006 par le préfet maritime de la Méditerranée en relation avec les services des douanes, le centre de coordination de lutte anti-drogue de la Méditerranée (Ceclad-M) et les procureurs de Toulon et de Marseille, siège de la juridiction interrégionale spécialisée (JIRS).

crédits : MARINE NATIONALE

Contactée à Toulon, la préfecture maritime n'a souhaité apporter aucune précision supplémentaire sur les moyens engagés, les conditions des arraisonnements, la localisation précise des deux interventions, les points de départ et ceux des arrivées envisagées. Les nationalités des six personnes interpellées sont elles aussi tenues secrètes.

L'Adroit a quitté Lorient pour rejoindre Toulon



crédits : DCNS

Il a salué une dernière fois sa ville natale, la rade de Lorient et le clocher de Larmor-Plage. Le patrouilleur L'Adroit a quitté samedi Lorient pour rejoindre Toulon, son port d'attache. Il devrait rejoindre son quai méditerranéen dans la journée de vendredi.

Commandé par le capitaine de frégate Loïc Guyot, à la tête d'un équipage de 32 hommes, le nouveau patrouilleur français, construit sur fonds propres par DCNS dans le cadre du programme Hermès, a été mis à disposition de la Marine nationale pour une durée de trois ans. Après son arrivée à Toulon et une période de prise en main et d'entraînement, L'Adroit effectuera l'an prochain des missions au profit de l'Action de l'Etat en Mer en Méditerranée (surveillance maritime, police des pêches, narcotrafic, lutte contre l'immigration clandestine...). Un déploiement au large des côtes africaines est également envisagé. Puis, en 2013, L'Adroit devrait être envoyé en océan Indien, où il participera notamment à la lutte contre la piraterie.

Prototype de la nouvelle gamme de patrouilleurs hauturiers (Offshore Patrol Vessel - OPV) et corvettes de la gamme Gowind, conçue par DCNS, L'Adroit mesure 87 mètres de long et affichera un déplacement d'un peu plus de 1400 tonnes. Pouvant embarquer 27 passagers (dont des commandos), il pourra mettre en oeuvre deux embarcations rapides par le tableau arrière, ainsi qu'un hélicoptère (plateforme pour un appareil de 10 tonnes et abri pouvant accueillir une machine de 5 tonnes) et un drone aérien Camcopter S-100.

L'ESNA célèbre les 30 ans du sous-marin Rubis



crédits : MARINE NATIONALE

21/11/2011

Basée à Toulon, l'escadrille des sous-marins nucléaire d'attaque (ESNA) a célébré samedi les 30 ans du Rubis, premier SNA construit pour la Marine nationale. A cette occasion, une journée de présentation aux familles des personnels travaillant au profit des sous-marins et aux anciens membres de l'équipage du Rubis a été organisée. Au sein de l'ESNA, un village avait été installé, avec des stands dédiés aux différents acteurs qui participent à la mise en oeuvre et au soutien du bâtiment. Aujourd'hui près de 2000 personnes travaillent en effet directement ou indirectement à la mise en oeuvre ou au maintien en condition des SNA basés à Toulon.

On notera que cette manifestation a, en fait, été organisée en avance de phase par rapport au véritable anniversaire du Rubis, mis en service en février 1983. La marine a, en effet, été contrainte de jongler avec le calendrier, en tenant notamment compte des périodes opérationnelles et des arrêts techniques du bâtiment.

A l'occasion du (bientôt) trentième anniversaire du Rubis, nous vous invitons en tous cas à lire, ou redécouvrir, les dossiers que nous avons consacré aux premiers sous-marins nucléaires français, les SNLE du type Le Redoutable et les SNA du type Rubis.

Hommage à l'équipage du Latham 47



crédits : MARINE NATIONALE

22/11/2011

Le 5 novembre à Caudebec-en-Caux, commune de Haute Normandie sur les bords de la Seine, l'émotion était forte parmi les quelques centaines de personnes venues célébrer le 80ème anniversaire de l'inauguration du monument « A ceux du Latham 47 ». Ce monument a été érigé en hommage à l'équipage de marins de l'hydravion du même nom disparu en 1928

au cours d'une incroyable opération de sauvetage en Océan arctique. La Marine nationale était à l'honneur avec la présence du patrouilleur de service public Pluvier accosté en face de la mairie, du piquet d'honneur du commandement de la Marine de Paris et de la préparation militaire (PMM) de Rouen « vice-amiral Cécille » à qui le capitaine de frégate Jacques Subra, commandant la Marine au Havre a officiellement remis son fanion.



(© : MARINE NATIONALE)

La grande époque des expéditions polaires

La relation entre la commune de Caudebec-en-Caux et la Marine nationale trouve son explication dans l'histoire de la société Révima, principal employeur de la ville, installée depuis 1916 sur les bords de la Seine. L'usine, qui portait à l'origine le nom de son fondateur Jean Latham, produisait jusqu'en 1947 des hydravions pour la l'aéronautique navale. Le 25 mai

1928, le ballon dirigeable du général Umberto Nobile à la tête d'un corps expéditionnaire de 16 hommes, s'écrase sur la banquise au nord de la Norvège. Quelques jours plus tard, un SOS est perçu par un radio amateur en Sibérie. Aussitôt, de nombreuses expéditions sont déclenchées par l'Italie, la Norvège, la Russie, la Suède et la France pour tenter de retrouver les survivants. Le

célèbre explorateur norvégien Roald Amundsen recherche un moyen pour partir au secours des survivants. Georges Leygues, alors ministre de la marine, va lui donner les moyens de réaliser cette opération. Le Latham 47, dernier avion sorti des chaînes de fabrication de la société vient de terminer ses essais et est conçu pour pouvoir traverser l'Atlantique ; il semble le appareil idéal. Le 16 juin, le capitaine de corvette Guilbaud aux commandes, secondé par le lieutenant de vaisseau Albert Cavalier de Cuverville, par le maître mécanicien Gilbert Brazy et par le second maître radio

Emile Valette s'envole pour Bergen afin de récupérer l'explorateur Roald Amundsen et le pilote Leif Dietrichson. Le 17 juin 1928, les 6 hommes décollent de Bergen pour Tromsø, où l'hydravion améri pour une ultime révision des moteurs. A 16h05 le même jour, profitant d'une éclaircie, les 6 hommes s'élancent dans le ciel en direction du Spitzberg. Les conditions météorologiques orageuses auront certainement eu raison de l'expédition. Vers 19 heures, les contacts radiotélégraphiques entre l'hydravion et la TSF norvégienne sont interrompus à tout jamais. Seuls les



débris d'un flotteur de l'hydravion et un canot de survie de fortune seront retrouvés. L'épave n'a jamais été localisée. Les survivants de l'expédition du général Nobile seront récupérés le 12 juillet 1928 par un brise-glace russe.

(© : MARINE NATIONALE)

Devoir de mémoire

En 1931, la municipalité de Caudebec en Caux et la société Latham érigent un monument dédié « A ceux du Latham 47 ». Deux années plus tard des officiers de réserve fondent le prix « Guilbaud - De Cuverville » qui sera remis chaque année au pied du monument. Cette pratique cesse avec la seconde guerre mondiale. En 1998, sous l'impulsion de l'entreprise familiale reprise par la société REVIMA, le trophée « Guilbaud - De Cuverville » récompense à nouveau, chaque année, un équipage de l'aéronautique navale qui s'est distingué au cours d'une opération de sauvetage en mer. A la mémoire de ces « Audacieux aviateurs français ayant sacrifié leurs vies pour secourir l'Italia dans un geste de profonde solidarité ». Cette année, la force de l'aéronautique navale a désigné le détachement 35F de Cherbourg-Maupertus pour recevoir ce trophée. Une récompense partagée par les deux bordées du détachement, chacune ayant mené un sauvetage délicat au cours de cette dernière année. Une manière de mettre à l'honneur l'ensemble des détachements de la flottille 35F. En alerte 24h/24h tout au long de l'année du Touquet à Hyères en passant par Cherbourg, Lanvéoc et La Rochelle, mais aussi depuis cette année Tahiti, ces détachements isolés de 12 hommes ont assuré depuis le 1er janvier 2011 plus de 420 opérations de secours en mer permettant de secourir quelques 180 personnes.

Samedi dernier, le long de la Seine, à quelques pas du pont de Brotonne, il y avait foule pour visiter le patrouilleur de la marine nationale et assister aux démonstrations de sauvetage des hélicoptères de la marine et de la sécurité civile avec la SNSM de Honfleur. Les jeunes de la PMM étaient particulièrement fiers de recevoir leur fanion devant ce monument en mémoire de militaires héroïques qui ont laissés leur vie dans l'espoir de sauver celles des autres. Un moment solennel avec beaucoup de sens pour ces jeunes qui réfléchissent peut être à s'engager sur la voie de leurs aînés.

La 33F et le Caïman, pour le meilleur et pour le pire à partir du 8 décembre

La BAN (base aéronavale) de Lanvéoc-Poulmic va connaître, le 8 décembre, une effervescence un peu singulière. Ce jour-là, on assistera à la réactivation officielle de la flottille 33F, à la première prise de commandement de cette unité et à la mise en service opérationnelle du *Caïman* (NH-90 version marine).



La 33F avait été dissoute en 1999; avec la 31F (qui sera basée à Hyères, avec une dizaine d'engins), elle constituera le duo de flottilles équipées du *Caïman*. 27 machines ont été commandées. Actuellement, 3 *Caïman* sont à Lanvéoc; 6 ou 7 autres devraient les rejoindre (sur les 27 appareils, il faut compter avec ceux affectés à la formation

etc).

Le *Caïman* est appelé à remplir des missions de soutien logistique et de transport, de recherche et sauvetage au combat (RESCO), d'évacuation sanitaire, de guerre électronique, de lutte anti-terrorisme. En dehors de des opérations menées depuis des bases terrestres, il pourra également être déployé sur des unités de la Marine nationale, en particulier les trois bâtiments de projection et de commandement (*BPC*).

Retour sur l'apport des hélicoptères de l'ALAT dans l'affaire libyenne

22 novembre 2011 – 16:44

Le dernier numéro [de la revue trimestrielle Marine & Océans](#), éditée par l'association des officiers de réserve de la Marine nationale (ACORAM), est entièrement consacrée à l'opération Harmattan, menées par les forces françaises dans le cadre de l'intervention militaire en Libye dirigée par l'Otan.

Cette publication donne la parole aux acteurs de l'opération Harmattan et livre les premières analyses que l'on peut tirer de ce conflit. Mais c'est surtout la dimension interarmées de cette intervention qui est ainsi mise en valeur, ce qui, par ailleurs, rend désuet les traditionnelles guerres de boutons entre les aviateurs, les marins et les terriens.

Et la mise en oeuvre du groupe aéromobile de l'Aviation légère de l'armée de Terre (ALAT) depuis un Bâtiment de Projection et de Commandement (BPC) de la Marine nationale, avec le soutien de commandos de l'armée de l'Air du CPA 30 à bord d'hélicoptères de manoeuvre pour la récupération et le sauvetage au combat (RESCOP), prêts à intervenir en cas de coup dur, en est l'exemple le plus abouti.

Le colonel Pierre Meyer, le chef de corps du 3ème Régiment d'Hélicoptères de Combat (RHC) a ainsi donné, à Marine & Océans, le déroulement des missions effectuées par les appareils de l'ALAT. Ces derniers ont été engagés en Libye dès le 4 juin dernier. Et comme l'a souligné le philosophe Bernard-Henri Levy, dans son dernier livre qui revient sur l'affaire libyenne (ndlr, « [La guerre sans l'aimer](#) »), il y aurait dû y avoir un effet de surprise [s'il n'y avait pas eu de fuites](#)...

Premier point à souligner : la liberté d'appréciation, tout en respectant les règles d'engagement, laissée aux commandants de bord des hélicoptères d'attaque engagés. Ces derniers ont bénéficié « d'une délégation (cockpit delegation) » qui leur « permettait d'ouvrir le feu » à leur initiative.

« Nous n'utilisons pas l'hélicoptère comme un simple vecteur délivrant une munition sur un objectif prédéterminé. Le chef sur le terrain adapte sa manoeuvre à la réalité de la situation ennemie » a expliqué le colonel Meyer.

Autre élément : les missions effectuées par les pilotes de l'ALAT n'ont rien eu d'une « promenade de santé à 350 millions d'euros », comme [a osé l'affirmer un député des Landes](#)... « Nous avons observé un adversaire particulièrement aguerri, bien commandé et qui a montré de fortes capacités de résilience. Les hélicoptères ont quasiment systématiquement été ciblés par des tirs d'armes légères, de mitrailleuses ou de canons antiaériens » a fait savoir le chef de corps du 3ème RHC.

Au total, les hélicoptères de l'ALAT ont détruit 550 objectifs en une quarantaine de raids, en évoluant de nuit afin de réduire leur vulnérabilité et très près du sol. Leur engagement a été déterminant parce que le terrain s'y prêtait : les combats entre les révolutionnaires et les forces pro-Kadhafi ayant eu lieu dans des villes situées près des côtes.

Cela étant, pour le colonel Meyer, l'intervention du groupe aéromobile est « un succès technique et tactique indéniable ». Et de poursuivre : « En l'absence de troupes de la coalition au sol, les hélicoptères de combat de l'ALAT ont participé à la rupture tactique, c'est à dire à faire effondrer les principales lignes offensives adverses, à Brega, Misrata, Tripoli et enfin Syrte. Cette projection de puissance à partir de la mer a démontré toutes les capacités d'adaptation des équipages de l'ALAT ».

Guerre de l'ombre contre l'Iran

[Maxime Perez](#) le jeudi, 24/11/2011 dans [Monde](#)



Nouvelles sanctions ou frappes préventives ? Le dernier rapport de l'AIEA sur le programme nucléaire iranien ouvre de nouvelles perspectives. Mais les services israéliens agissent déjà depuis quelques années. Dans le plus grand secret.

Téhéran, le 12 janvier 2010, 8 heures du matin. Massoud Ali Mohammadi quitte son domicile dans le quartier résidentiel de Gheytharieh pour se rendre à l'université. Comme chaque jour, son épouse Mansoureh l'accompagne jusqu'au perron. Elle regarde son mari s'approcher de sa Peugeot 405

verte, lui adresse un dernier signe de la main puis referme la porte. L'explosion, dans la seconde

qui suit, est d'une violence inouïe. La façade de la maison est soufflée. Massoud Ali Mohammadi est mort. Sa voiture n'est plus qu'une carcasse fumante. Elle a été la cible d'une moto piégée. Le "martyr" Massoud Ali Mohammadi, 50 ans, était l'un des physiciens nucléaires iraniens les plus brillants de sa génération, cadre de l'Agence iranienne de l'énergie atomique, chargée de conduire le programme nucléaire de l'Iran. Son meurtrier présumé a été arrêté : Majid Jamali Fashi, un champion de kickboxing. Il reconnut avoir été recruté deux ans plus tôt par le Mossad. Il raconta sa première convocation à Istanbul, ses séjours furtifs en Azerbaïdjan et en Thaïlande sous couvert de compétitions sportives, son passage à Tel-Aviv, un an plus tard, où il dit avoir appris à manier les explosifs.

Jamali Fashi a été condamné à la pendaison le 28 août dernier. Il aurait fait partie d'un réseau de dix personnes, toutes arrêtées en janvier 2011 par le Vevak, le service de contre-espionnage iranien qui a désigné les commanditaires – les États-Unis et Israël – , avouant au passage son impuissance.

Dans cette guerre de l'ombre, les coups subis par l'Iran sont sévères. Cinq ingénieurs atomistes iraniens ont été brutalement rappelés à Allah, comme Ar deshir Hossein "asphyxié par gaz" en 2007 dans la centrale d'Ispahan, ou le dernier en date (le 23 juillet), le professeur Darioush Rezaei-Nejad abattu de cinq balles tirées à bout portant dans son bureau. « *Il s'agit de la première opération dirigée par le nouveau chef du Mossad, Tamir Pardo* », rapporte une source israélienne au magazine allemand *Der Spiegel*.

En réalité, cette guerre secrète a commencé avec son prédécesseur, Meir Dagan, chef du Mossad (les services secrets israéliens) entre 2002 et 2010, la bête noire des Iraniens. Dès sa nomination, ce petit homme corpulent, natif de l'ex-URSS, n'a qu'une obsession : saboter le programme nucléaire de l'Iran.

L'aggravation de la situation dans les territoires palestiniens (seconde Intifada) puis la guerre contre le Hezbollah, en 2006, l'obligent à revoir ses objectifs. Il reprend ses dossiers en 2007, lorsqu'il est reconduit à la tête du Mossad, pour élaborer un "plan en cinq points" pour faire plier la République islamique. Meir Dagan et son équipe jugent insuffisantes les sanctions contre l'Iran prises par le Conseil de sécurité de l'Onu. Ils doutent aussi de l'efficacité des frappes préventives "ouvertes".

Le chef du Mossad préfère des "mesures clandestines", destinées à retarder les ambitions nucléaires des mollahs. Lors d'un entretien avec le sous-se crétaire d'État américain Wil liam Burns, relaté dans un té légramme rendu public par WikiLeaks, Dagan lui expose minutieusement sa stratégie. La pierre angulaire est le renversement du régime. Il suggère de soutenir l'opposi tion iranienne. Ce sera le "prin temps 2009" de Téhéran, brisé par une féroce répression.

Pour mener sa guerre de l'ombre, Israël bénéficie de certaines complicités très utiles : les minorités azéries, baloutchies et même kurdes, armées depuis de nombreuses années en Irak. Avec le consensus international sur la menace iranienne, il peut aussi compter sur la coopération des services occidentaux. En 2002, le BND allemand (Service fédéral de renseignement) parvient à approcher un homme d'affaires iranien dont l'entreprise participe à la construction de l'usine d'enrichissement d'uranium de Natanz. Son nom de code est "Dauphin".

L'Iranien accepte de transmettre des détails sur le site. Il obtient aussi des rapports secrets sur des recherches nucléaires militaires. Dauphin espère les monnayer auprès du BND pour obtenir l'asile politique, mais il est démasqué en 2004, avant d'être abattu. Sa femme a le temps de s'enfuir en Turquie, avec un "trésor" : l'ordinateur de son mari. Le disque dur contient mille pages de documents. Les services occidentaux vont y découvrir que les Iraniens travaillent à développer des ogives nucléaires.

Depuis cette affaire, Israël n'a pas cessé de poursuivre son objectif : empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire. Avant même d'envoyer au combat son unité spéciale "Kidon", chargée d'organiser les assassinats de scientifiques, le Mossad avait choisi d'infiltrer l'appareil sécuritaire iranien, au plus haut niveau. Dès la fin des années 1980, les Israéliens pistent le général Ali Reza Asghari, coordonnateur des activités des gardiens de la révolution au Liban. Son profil et ses liens étroits avec le Hezbollah en font une cible de choix. Son ascension est fulgurante. En 1997, il entre au cabinet du président réformateur Mohammad Khatami, comme vice-ministre de la Défense.

À l'été 2003, le Mossad entre en action, lors d'un voyage à l'étranger du général iranien. Asghari est approché par un juif américain qui se fait passer pour un responsable de la CIA. Son message est clair : « *Après l'Irak, l'Iran est le prochain pays sur notre liste. Préparez votre avenir si vous ne voulez pas finir comme Saddam.* » Les événements se précipitent avec l'élection de Mahmoud Ahma dinejad (2005). Ali Reza Asghari est en effet écarté du pouvoir. Aigri, il bascule. Le Mossad referme son piège. Asghari va livrer des cartes militaires, des informations sur les livraisons d'armes au Hezbollah et à des factions palestiniennes, des détails sur le fonctionnement de plusieurs sites nucléaires.

Démasqué par le Vevak en 2007, Asghari fuit vers la Turquie, *via* Damas, où vivent ses proches. Le 7 février 2007, le Mossad organise son exfiltration d'Istanbul, prenant le soin de brouiller les pistes en réservant plusieurs chambres d'hôtel au nom d'Asghari. Sa "disparition" est un coup sévère pour les mollahs et leurs alliés. Est-ce un hasard ? En septembre 2007, l'aviation israélienne détruit le réacteur syrien d'Al-Kibar, construit secrètement par la Corée du Nord. Un an plus tard, Imad Mugnieh, chef de la branche militaire du Hezbollah, est tué dans un attentat à la voiture piégée à Damas. Le régime iranien voit la main des services israéliens partout, comme dans une série d'accidents d'avion. Entre février 2006 et mars 2007, trois appareils appartenant aux gardiens de la révolution s'écrasent dans les montagnes iraniennes. À bord, à chaque fois, des personnels chargés du programme nucléaire iranien. Ahmad Kazemi, le commandant des forces terrestres des pasdaran est tué dans un de ces crashes, avec douze membres de son état-major. Le 20 juin dernier encore, cinq scientifiques russes détachés à la centrale de Bushehr meurent lors de l'atterrissage d'urgence de leur Tupolev-134.

Garde prétorienne du régime, les pasdaran ont subi de sérieux revers. Le 12 octobre 2010, une triple explosion ravage leur base Imam Ali, à l'ouest de l'Iran, un vaste complexe de galeries souterraines abritant des rampes de lancement de missiles Shahab-3 (capables d'atteindre Israël). Un an plus tard, ce 12 novembre, un entrepôt de missiles balistiques situé à une vingtaine de kilomètres de Téhéran explose. Parmi les victimes, le général Hassan Moqadam, père du programme des missiles iraniens, un protégé de l'ayatollah Ali Khamenei, le guide suprême de la République islamique.

L'État hébreu a aussi créé des dizaines de sociétés spécialisées dans la fourniture de matériels informatiques, souvent à double usage – civil et militaire – pour faciliter leur vente. Achetés par l'Iran, ces équipements piégés ont déjà provoqué des dégâts en chaîne ou de graves accidents de travail dans les centrales iraniennes.

Le Mossad recourt aussi aux attaques cybernétiques, pro bablement associé à l'uni té 8200 de l'Aman (renseignements militaires). Les deux services auraient mis au point le programme "Stuxnet", un virus intelligent capable de progresser dans un système informatique pour le "pourrir". En juin 2010, Stuxnet infesta des milliers de serveurs du programme nucléaire iranien. Sur le seul site de Natanz, le virus neutralisa mille centrifugeuses en diminuant brutalement leur système de rotation.

En quittant ses fonctions en janvier dernier, Meir Dagan souligna son bilan devant la Knesset, en légère contradiction avec les estimations plus alarmistes du gouvernement : « *L'Iran ne sera pas en mesure d'obtenir la bombe nucléaire avant 2015.* » Hostile aux frappes préventives, Dagan veut qu'Israël poursuive sa guerre secrète. « *À la fin des années 1970, le Mossad avait lancé une impressionnante série d'opérations clandestines visant à retarder le programme nucléaire irakien, rappelle Ronen Bergman, spécialiste de la question iranienne. Pourtant, en 1981, Israël arriva à la conclusion qu'il n'y avait plus d'autre choix que de bombarder la centrale d'Osirak.* » **Maxime Perez**

À lire également dans "Valeurs actuelles" :

Israël montre ses muscles, par Maxime Perez

Photo © SIPA

Au moins 21 soldats de la KFOR blessés dans le nord du Kosovo

Depuis la décision prise l'été dernier par Pristina de fermer les postes frontières de Brnjak et de Jaringe, par lesquels transitent des marchandises en provenance de Serbie, la tension reste vive dans le nord du Kosovo, à majorité serbe.

Des heurts se sont ainsi produits, opposant des manifestants serbes à la police du Kosovo (KPS), mais aussi à la KFOR, la force de l'Otan déployée dans cette province de la Serbie depuis 1999. Et des barricades ont été dressées sur les routes menant aux postes frontières concernés.



Et quand les soldats de la KFOR démantèlent un barrage, un autre est aussitôt érigé. C'est notamment ce qu'il s'est passé le 9 novembre dernier, où la force de l'Otan a eu à peine le temps de détruire une barricade sur la route menant à Jaringe que des manifestants serbes ont en établi une seconde en déchargeant

plusieurs camions bennes.

« La KFOR a trahi la confiance des Serbes en prenant le contrôle de la barricade du poste de Jaringe » a déclaré, à ce moment là, Radenko Nedeljkovic, le chef du district de Mitrovica. « Le mandat de la Kfor ne l'autorise pas à bloquer les routes alternatives et à fermer complètement cette partie de la province. Cela doit servir de leçon. Peu importe le nombre de soldats de l'Otan, la solution ne peut être imposée par la force » a-t-il ajouté, selon [le Courrier des Balkans](#).

C'est dans ce contexte que de nouvelles violences ont éclaté, dans la nuit du 23 au 24 novembre, lorsque des militaires de la KFOR – a priori, selon certaines sources, de nationalité portugaise et hongroise – ont tenté de prendre une nouvelle fois le contrôle d'une nouvelle barricade montée sur une route menant vers Jaringe, vers minuit. Les heurts, qui ont demandé l'emploi de gaz lacrymogènes, ont fait 21 blessés parmi les soldats de l'Otan.

Ces derniers ont été la cible de jets de pierre et certains d'entre eux ont été « poussés » avec « un camion chargé de graviers », selon un communiqué de la KFOR. Ainsi, selon la même source, 5 soldats souffrent de blessures légères, les autres ayant été légèrement touchés.

Par ailleurs, un quartier albanais de Mitrovica, à majorité serbe, a été le théâtre d'une explosion quelques minutes après les heurts entre les manifestants et les soldats de l'Otan. Aucune victime n'est à déplorer et seulement 3 véhicules ont été endommagés.

Actuellement, 300 militaires français sont principalement déployés dans le nord du Kosovo, dont des éléments du 515^{ème} Régiment du Train et du 1^{er} escadron du 3^{ème} Régiment de Hussards.

Photo : Démantèlement d'une barricade dans le nord du Kosovo par l'EEI armé par le 3^{ème} RH (c) EMA

Bordeaux : Le ministre de la Défense inaugure le futur bâtiment de la SIMMAD

Mise à jour : 25/11/2011 17:47

Jeudi 24 novembre 2011, lors de sa cinquième rencontre territoriale sur la réforme à Bordeaux, le ministre de la Défense et des Anciens combattants, monsieur Gérard Longuet, a signé une charte d'engagement pour le développement de la compétitivité de l'industrie aéronautique de Défense dans le Sud-ouest. À cette occasion, il a inauguré la plaque commémorative de la future implantation de la SIMMAD (structure intégrée de mise en condition opérationnelle des matériels aéronautiques).

Accompagné du général Jean-Paul Paloméros, chef d'état-major de l'armée de l'air, et du secrétaire général pour l'administration, le ministre de la Défense a été accueilli par le général Jean-Marc Laurent, officier général de la zone de Défense et de sécurité du sud-ouest et commandant le soutien des forces aériennes et par le colonel Véronique Batut, commandant la base aérienne 106 de Bordeaux.

Dans un premier temps, le ministre s'est rendu à l'atelier industriel de l'aéronautique (AIA), le site bordelais du service industriel de l'aéronautique (SIAé). La visite avait pour objectif de présenter l'expertise du SIAé dans le soutien industriel des moteurs militaires, au service de la disponibilité des forces aériennes et de la maîtrise des coûts du maintien en condition opérationnelle. Le parcours proposé au cœur des installations de production a offert une présentation des principales activités de l'AIA, de la réparation à la révision en passant par les essais d'équipements complexes ainsi que l'expertise nécessaire à l'optimisation des opérations de maintenance. Le ministre n'a pas manqué d'aller à la rencontre du personnel et des organisations syndicales. « *Expertise, engagement, innovation et fierté dans la mission sont les traits communs à l'ensemble du personnel* », a-t-il déclaré, avant de préciser qu'il avait la conviction que l'AIA de Bordeaux avait tous les atouts pour assurer, dans l'avenir, la maintenance du moteur de l'A400M.



Monsieur Gérard Longuet s'est ensuite rendu sur la base aérienne de Bordeaux, où se trouve le futur bâtiment de la structure intégrée de mise en condition opérationnelle des matériels aéronautiques (SIMMAD). Il y a été accueilli par monsieur Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères et européennes et maire de Bordeaux. Les deux hommes ont inauguré la plaque commémorative qui symbolise la future implantation sur la base girondine de la SIMMAD, actuellement basée à Brétigny, en région parisienne. En 2009, le ministère de la Défense avait effectivement pris la décision de délocaliser le pôle « opérationnel » de la SIMMAD de Brétigny vers Bordeaux-Mérignac.



Le ministre a également signé une charte d'engagement pour le développement de la compétitivité de l'industrie aéronautique de Défense dans le sud-ouest, avant de participer à une rencontre territoriale sur la réforme avec tous les acteurs régionaux, point d'orgue de la journée. Cette rencontre s'est articulée autour de deux tables rondes : « *l'engagement opérationnel et la réforme* » et « *l'efficacité de l'organisation du soutien* ».



En fin de journée, Gérard Longuet a signé un plan local de redynamisation pour la Gironde, pour lequel la participation de l'État s'élève à 2,1 millions d'euros. Il vise à financer des projets en faveur de la compétitivité et de l'innovation sur ce territoire au cœur de la filière aéronautique française.

Les prochaines rencontres territoriales sur la réforme se tiendra à Lyon le 1^{er} décembre et à Metz le 8 décembre.

Pour en savoir plus : <http://www.defense.gouv.fr/actualites/articles2/rencontre-territoriale-sur-la-reforme-a-bordeaux>



L'Armée libre syrienne demande une aide militaire étrangère pour renverser le régime

25 novembre 2011 – 10:32

Depuis le mois de mars, le régime du président syrien Bachar el-Assad est aux prises avec une contestation qui, loin de faiblir malgré la répression, s'est organisée. Ainsi, un Conseil national, d'ailleurs reconnu légitime par la France, a vu le jour et des militaires dissidents ont formé l'Armée

syrienne libre (ASL), qui vient de revendiquer une attaque lancée dans le centre du pays contre un bus transportant des aviateurs des forces régulières, laquelle a fait 7 tués.

Les responsables de l'ASL souhaiteraient que le scénario libyen se reproduise en Syrie. Son chef, le colonel Riad al-Assaad, réfugié en Turquie, s'est dit favorable à une intervention militaire étrangère contre des cibles stratégiques du régime syrien.

« Nous souhaitons aussi une protection internationale, la mise en place d'une zone d'interdiction aérienne et d'une zone tampon et aussi des frappes contre certaines cibles stratégiques que le régime considère comme cruciales » a fait savoir l'officier rebelle, au cours d'un entretien téléphonique avec l'AFP.

Quant aux objectifs stratégiques à détruire, le colonel al-Assaad a évoqué des batteries de missiles déployées dans les zones côtières alaouites.

« Nous préférons que ces missiles soient visés par des frappes étrangères car si l'opposition mène des attaques dans ces zones, elle sera accusée d'attaquer les régions alaouites par le régime qui se servira de cela comme prétexte pour déclencher un conflit confessionnel, entre la minorité alaouite et la majorité sunnite » a-t-il affirmé.

Seulement, la demande du colonel al-Assaad a peu de chance d'aboutir, même si la Turquie, très en pointe sur ce dossier, réfléchirait, selon la presse turque, à instaurer une zone d'exclusion aérienne ainsi qu'une zone tampon en territoire Syrie. Le mouvement des Frères musulmans syrien a d'ailleurs appelé de ses vœux une telle intervention.

Il est à noter qu'Ankara, après avoir eu d'excellentes relations avec Damas dans les années 2000, souhaite désormais que Bachar el-Assad quitte le pouvoir. Le gouvernement turc, qui est sur la même ligne que la Ligue arabe, entend ainsi jouer un rôle moteur au Moyen Orient, tout en cherchant à éviter que le régime syrien ne joue la carte de la question kurde afin de déstabiliser encore plus la région.

Quoi qu'il en soit, une intervention militaire étrangère en Syrie suppose le vote d'une résolution au Conseil de sécurité des Nations unies allant dans ce sens. Or, avec la Chine et la Russie qui s'opposent déjà à toutes sanctions contre le régime de Bachar el-Assad, l'on voit mal comment des frappes aériennes ciblées ou encore l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne, pourraient être autorisées. D'autant plus que Moscou, déjà critique sur l'opération menée par l'Otan en Libye, n'a pas l'intention de lâcher son allié au moment où des élections législatives vont avoir lieu. Et pour calmer les ardeurs turques, la marine russe a envoyé des navires sur sa base syrienne de Tartous, qui est stratégique pour elle étant donné qu'elle est son point d'entrée dans les mers chaudes.

A cela s'ajoute le risque d'une implication d'autres acteurs, dont l'Iran, alliée de la Syrie, et le Hezbollah libanais, qui a encore affirmé, cette semaine, son soutien au régime de Damas.

D'autre part, et même ce qu'il se passe en Syrie ressemble sur beaucoup de points à la situation libyenne, l'Otan a déjà fait savoir que le modèle de son intervention contre le régime du colonel Kadhafi n'est pas transposable au cas syrien. De toutes façons, l'organisation atlantique n'aurait pas les moyens de conduire une nouvelle opération militaire de la même envergure, étant donné la situation budgétaire de ses Etats-membres.

Aussi, l'aide à l'opposition syrienne doit passer par d'autres moyens. La création de couloirs humanitaires en Syrie « pourrait se faire sans l'accord du régime, avec un mandat international, mais il n'est pas question d'une intervention armée » a déclaré le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, sur les ondes de France Inter, le 24 novembre. La France a en effet demandé, la veille, la création de « zones sécurisées pour protéger les populations civiles ».

« Cela veut dire des couloirs, dans lesquels les organisations humanitaires, peuvent faire parvenir des produits médicaux » a précisé le patron du Quai d'Orsay. Sans accord de l'ONU, l'on voit mal comment cette idée pourrait voir le jour, ni comment la protection de ces zones humanitaires pourraient être assurées sans déploiement de forces armées... A moins que qu'elle le soit par les militaires rebelles syriens

Une autre option consisterait à fournir une aide logistique à l'ASL ainsi qu'à former ses membres. D'après le Canard Enchaîné, des militaires du service Action de la DGSE et du Commandement des opérations spéciales (COS) seraient déjà en Turquie et au Liban à cette fin. « Aide à la rébellion civile et militaire, présentation d'une résolution à l'Assemblée générale de l'Onu, trafics d'armes aux frontières de la Syrie, contacts nécessaires avec Washington via l'Otan... autant de sujets en discussion entre Paris, Londres et Ankara » peut-on lire dans l'hebdomadaire.

Revers de la CIA au Liban

23 novembre 2011 – 17:58

Au Liban, la milice chiite du Hezbollah soutient clairement l'Iran et la Syrie et permet à ces deux pays de faire peser une menace dans le nord d'Israël. Et actuellement, aussi bien Téhéran que Damas sont sous tension.

Pour le régime iranien, la question de la dimension militaire de son programme nucléaire a récemment été pointé du doigt par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), ce qui a relancé de nouvelles spéculations sur une intervention militaire israélienne et motivé de nouvelles sanctions économiques.

Quant à la Syrie, le pouvoir de Bachar el-Assad est l'objet de contestations, lesquelles sont sévèrement réprimées. Les exactions commises par ses forces de sécurité valent à Damas la réprobation de la Ligue arabe, ainsi que celle de la Turquie, qui, en plus de soutenir les mouvements d'opposition syriens, serait prête, selon la presse turque, à créer une zone tampon en territoire syrien, voire même une zone d'exclusion aérienne.

Autant dire que la situation est explosive et qu'il est toujours intéressant de savoir ce qu'il se passe au Hezbollah, qui a affirmé, le 21 novembre, qu'il continuera à soutenir l'Iran et la Syrie contre les « conspirations internationales » et les « menaces ».

Et c'est dans ce contexte [que le Los Angeles Times a révélé](#), le 20 novembre, que le bureau de la CIA à Beyrouth a été contraint de réduire ses activités après la mise hors circuit de plusieurs de ses informateurs infiltrés au sein du Hezbollah.

Cette information fait suite aux déclarations du chef de la milice chiite, Hassan Nasrallah, qui avait affirmé, en juin 2011, que son mouvement avait arrêté des espions à la solde des Etats-Unis. A l'époque, l'ambassade américaine à Beyrouth avait opposé un démenti tout en faisant valoir que le Hezbollah était en proie à des problèmes internes.

Finalement, les affirmations de Nasrallah étaient donc bel et bien vraies. Reste à voir maintenant comment les informateurs de la CIA ont pu être démasqués. Encore une fois, la négligence est la principale explication à cette « faillite », pour reprendre le terme utilisé par le Los Angeles Times.

Même si le président de la commission du renseignement à la chambre des Représentants, Mike Rogers, a ouvert une enquête pour déterminer l'origine des fuites, il apparaît, selon le quotidien californien, que des « agents de la CIA auraient rencontré une série d'informateurs libanais dans un Pizza Hut local, permettant au Hezbollah et aux autorités libanaises d'identifier ces derniers ».

Comme quoi, changer les lieux de rendez-vous n'a pas dû effleurer l'esprit des officiers traitants de ces « infiltrés ». Et cela semble tout de même incroyable. Et cela s'ajoute l'utilisation du même téléphone portable pour contacter les agents de la centrale de renseignement, alors même que le chef de bureau de la CIA à Beyrouth avait été averti des dangers que cela présentait. On aurait voulu que les informateurs soient démasqués que l'on ne s'y serait pas pris autrement...

Quoi qu'il en soit, cette affaire a donné l'occasion au Hezbollah de dénoncer les activités américaines au pays du Cèdre. « Reconnaître la présence d'un bureau de la CIA à Beyrouth, chargé d'espionner le Liban, est un aveu clair et dangereux de la violation de la souveraineté libanaise et de la sécurité nationale », a ainsi déclaré Hassan Fadlallah, un député de la milice chiite.

« L'existence de ce bureau est une violation des lois internationales et de la Charte des Nations unies, surtout qu'il a pour siège l'ambassade des Etats-Unis et qu'il est dirigé par des officiers américains se faisant passer pour des diplomates » a-t-il encore accusé. Et de conclure : « Le gouvernement est appelé à adopter des mesures sécuritaires et légales pour empêcher de telles agressions, arrêter les activités de ce bureau et démanteler ses installations qui pourraient comprendre des dispositifs d'écoute ».

La CIA n'est évidemment pas la seule à opérer à Beyrouth. Les services de renseignement israéliens, comme le Mossad, y sont également actifs, avec parfois des déconvenues. Ainsi, depuis avril 2009, plus de 100 personnes ont été arrêtées au Liban pour espionnage au profit d'Israël, ce qui a conduit les autorités libanaises à porter plainte auprès des Nations unies pour dénoncer ces réseaux d'espionnage.

Et ceux qui se font prendre n'ont qu'une alternative : la prison à vie ou la peine de mort. La deuxième s'applique seulement s'ils sont reconnus coupables d'avoir mené des activités ayant entraîné la mort de ressortissants libanais.



Une frégate britannique a été envoyée au large de la Libye sans son armement complet

22 novembre 2011 – 12:17

Même si l'état de la marine et de l'aviation du colonel Kadhafi ne permirent pas à ce dernier de s'en prendre aux navires de l'Otan qui croisaient au large des côtes libyennes dans le cadre de l'opération Unified Protector, il n'en demeure pas moins que le risque zéro n'existait pas. D'ailleurs, des attaques avec des

canots chargés d'explosifs furent déjoués à temps.

Quand la Marine nationale a déployé le porte-avions Charles de Gaulle au large de la Libye, des mesures de sécurité ont été prises, après une évaluation des menaces susceptibles de porter atteinte au groupe aéronaval. D'où le positionnement relativement éloigné du navire – à 100 nautiques des côtes libyennes – le temps de s'assurer que l'aviation du colonel Kadhafi ainsi que ses bateaux ne présentaient plus aucun danger.

Mais il semblerait que la Royal Navy ait pris des risques avec la frégate de type 23 HMS Westminster. En effet, cette dernière a été envoyée en zone de guerre sans la totalité de son armement, composé habituellement par 32 missiles Seawolf de défense aérienne et 8 missiles antinavires Harpoon.

Selon des officiers de la marine britannique, cités [par un quotidien de Portsmouth](#), le HMS Westminster n'était doté que de 4 missiles Seawolf au moment de son déploiement au large de Benghazi, en mars dernier.

Autrement dit, le navire n'aurait été en mesure de repousser seulement deux attaques éventuelles des troupes du colonel Kadhafi, étant donné que les Seawolf sont lancés par paire. Et la frégate, initialement déployée pour éventuellement prendre part à opération humanitaire, a vu son ordre de mission changer sans pour autant que soit reconstitué son armement.

« Quella aurait été la réaction du ministère de la Défense (MoD, ndlr) si le Westminster avait été touché par quelque chose? Ils ont pris un gros risque » a le contre-amiral Parry, dont les propos ont été rapportés [par le Daily Mail](#).

Même chose pour Mme le député Penny Mordaunt, membre du Parti conservateur actuellement au pouvoir à Londres et par ailleurs réserviste de la Royal Navy. « Je suis absolument convaincue comme d'autres officiers à qui j'ai parlé que le Westminster aurait été en danger » a-t-elle déclaré.

La cause de ce sous-armement est à rechercher du côté des coupes budgétaires qui affectent la Royal Navy, comme les autres branches des forces armées britanniques. De son côté, le MoD n'a pas confirmé le nombre de missiles qui étaient à bord du Westminster mais a reconnu que l'armement de cette frégate n'était pas complet lors de son engagement au large de la Libye. Mais il minimise toutefois la prise de risque, compte tenu que la protection du bâtiment aurait pu être assurée par les moyens britanniques déployés sur place.

Le premier F-35 britannique est sorti des usines de Lockheed-Martin

24 novembre 2011 – 12:48



Après la publication de la Strategic Defense and Security Review (SDSR) qui, en octobre 2010, a fixé le cap pour les forces armées britanniques, l'on apprenait la décision de Londres d'acquérir des F-35C navalisés en lieu et place de la version B, c'est à dire à décollage court et atterrissage vertical (STOVL, Short Take Off Vertical Landing), initialement commandée.

Allez donc savoir pourquoi, le premier appareil du programme Joint Strike Fighter, en cours de développement outre-Atlantique, destiné au Royaume-Uni est un F-35B. D'après un communiqué publié par Lockheed-Martin, cet avion vient de sortir de son usine de Fort Worth (Texas), sous la dénomination BK-1.

Cet appareil doit servir à la formation des premiers pilotes britanniques ainsi qu'à mener des essais opérationnels dès qu'il sera livré, dans le courant de l'année 2012. D'ici là, il va subir une batterie de tests au sol et en vol.

« Ce premier F-35 pour le premier partenaire international du programme est symbolique pour le partenariat avec le Royaume-Uni » a affirmé Tom Burbage, le responsable du programme F-35 chez Lockheed-Martin. « Travaillant ensemble dans un esprit de collaboration, nous fournissons aux hommes et les femmes de la Royal Air Force et la Royal Navy un chasseur avec des capacités inégalées, tout en offrant des emplois de haut niveau au Royaume-Uni » a-t-il ajouté. Enfin, avant de parler de « capacités inégalées », il faudrait encore le voir à l'oeuvre en conditions opérationnelles. Ce qui n'est pas encore le cas.

Par ailleurs, les Pays-Bas devraient être les prochains servis. Le premier exemplaire des forces aériennes néerlandaises, un F-35A, devrait en effet leur être prochainement livré à des fins d'essais.

Reste à voir aussi comment va évoluer le programme JSF dans les années qui viennent. Etant donné que la commission bipartisane du Congrès américain n'a pas réussi à se mettre d'accord sur les dépenses à supprimer pour faire baisser la dette de l'Etat fédéral, des coupes automatiques seront effectuées dans différents budgets, à commencer par le plus important, c'est à dire celui du Pentagone. Et, récemment, le secrétaire à la Défense, Leon Panetta, a clairement indiqué que ces restrictions budgétaires pourraient avoir des incidences sur la poursuite du développement du F-35.

L'opération Atalante va manquer de moyens

24 novembre 2011 – 10:30

La piraterie maritime coûte à l'économie mondiale entre 7 et 12 milliards de dollars. Pour lutter contre ce phénomène, notamment au large des côtes somaliennes, où il a pris une grande ampleur, l'Otan et l'Union européenne ont déployé deux forces navales, baptisées Ocean Shield pour la première et Atalante pour la seconde.

Par le passé, si les succès de l'opération Atalante ont à juste titre été salués, ils n'ont pas permis de mettre un terme aux activités des pirates somaliens, tout comme d'ailleurs la présence des autres forces navales engagées au large de la Corne africaine, où 83 attaques de navires ont été constatées depuis le début de cette année.

Pour rappel, la mission des marines européennes consiste à protéger les cargos du Programme alimentaire mondiale (PAM) et les navires marchands ainsi qu'à prévenir et dissuader les actes de piraterie, ce qui a conduit à l'arrestation d'une centaine de pirates présumés.

Et la bonne coopération entre les marines des 9 pays qui apportent des capacités opérationnelles permanentes à cette mission est également à souligner. C'est un domaine où la défense européenne fonctionne.

Seulement, l'opération Atalante va être confrontée à un problème de moyens dans les semaines qui viennent. Le général suédois Hakan Syren, qui préside le comité militaire de l'Union européenne, a en effet averti que « l'exigence minimale » de 4 à 6 bâtiments pour mener à bien la mission européenne ne serait pas atteinte lors de la période allant de décembre 2011 à mars 2012. « Le nombre de navires sera en-dessous de la ligne rouge » a-t-il prévenu, après une réunion des chefs d'état-major des 27 Etats membres de l'UE.

Selon le général Syren, cette situation est due aux problèmes économiques et budgétaires du Vieux Continent, lesquels, font que, par exemple, l'Italie et la Grèce ne sont plus en mesure de participer à l'opération européenne.

Et les conséquences de l'affaire libyenne n'y sont pas étrangères non plus, étant donné que, parmi les principaux contributeurs à la mission Atalante (France, Royaume-Uni, Espagne, Allemagne), certains d'entre eux ont fourni d'importants moyens à l'opération Unified Protector, conduite sous le commandement de l'Otan.

Cela étant, [selon Reuters](#), un responsable militaire européen a minimisé le manque de moyens attendu pour l'opération Atalante en estimant que le déficit de navires va « coïncider avec une période où les attaques de pirates diminuent normalement ».

Par ailleurs, le Premier ministre britannique, David Cameron, a autorisé, le mois dernier, les navires battant pavillon britannique appelés à naviguer dans le golfe d'Aden et l'océan Indien, à prendre à leur bord des gardes civils armés. En France, ce sont des Equipes de Protection Embarquées (EPE), armées par des fusiliers-marins de la Marine nationale, qui [sont chargées de la sécurité](#) des thoniers français.

Piraterie : une flotte britannique de "gunboats" privés verra bientôt le jour (actualisé)



La présence de flottes militaires dans l'océan indien ne parvient pas à réduire la piraterie somalienne - à peine à la contenir. Du coup, des initiatives privées voient le jour. On n'en est plus à l'embarquement d'équipes de protection mais à la mise en place d'une flotte de bateaux d'escorte armés.

Un projet très sérieux est entrain d'aboutir, à l'initiative du courtier en assurances londonien Jardine Lloyd Thompson. Cet assureur met en place une flotte de dix-huit petits bateaux dans le cadre du Convoy Escort Program (CEP). Ces "gunboats" seront armés de mitrailleuses de 12,7 mm et embarqueront huit opérateurs, tous anciens militaires.

L'idée de CEP, officiellement une société "sans but lucratif", est la suivante : faites appel à mes services et on vous fait une ristourne sur la prime d'assurance exigée si vous passez par le golfe d'Aden. Le prix de l'escorte, durant trois ou quatre jours, est estimé à 30.000 dollars.

Lloyd devrait investir environ 80 millions de dollars pour mettre en place son dispositif qui pourrait entrer en service au deuxième trimestre 2012. La société, dirigée par le canadien Angus Cambell, s'appuie pour la partie navale sur une société basée à Chypre (Dobson Fleet Management) et pour le personnel paramilitaire sur Global Risk Partners.

Les assureurs maritimes britanniques ne passant pas spécialement pour des philanthropes, on se dit que la piraterie pourrait rapidement devenir une affaire très rentable... et pas seulement pour les pirates.

Actualisé : "Curbet" - que je remercie - nous signale qu'il existe déjà une société britannique, **Navalguards**, proposant ce genre de prestations. Elle possède une flotte de cinq bâtiments, dont quatre vedettes de 22 mètres et un bateau plus gros (43 m). Trois seraient actuellement dans la région.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mercredi 23 Novembre 2011 à 21:42

BPC russes: acompte versé, la construction commence à Saint-Nazaire



Lu dans nos éditions des Pays de la Loire ce matin, cet article d'Eric Martin, de la rédaction d'Ouest-France de Saint-Nazaire.

Avec le versement du premier acompte, la construction d'un des deux porte-hélicoptères peut commencer chez STX.

C'est fait, le contrat pour la construction de deux BPC (porte-hélicoptères) pour la Russie par DCNS et STX est entré en vigueur. L'annonce par André Trillard, sénateur, du versement d'un premier acompte a été confirmée par un responsable de DCNS. « Ce premier versement a été effectué le 31 octobre, ce qui signifie que l'on peut commencer l'exécution des travaux », a-t-il indiqué, sans préciser ni le montant, ni le pourcentage du versement.

De son côté, Jacques Hardelay, directeur général de STX, s'est félicité de la nouvelle tout en la qualifiant de « normale ». Il a précisé que « les activités d'ingénierie étaient en cours depuis un certain temps et qu'actuellement, on commençait l'approvisionnement en tôles et les premières découpes. La montée en charge est prévue dès le début 2012. » Désormais, les équipes des deux entreprises sont officiellement au travail, même si les bureaux d'études ont déjà planché sur ces navires depuis plusieurs mois, alors que le contrat a été signé en juin dernier. DCNS est titulaire du contrat et a comme co-traitant le chantier naval nazairien STX. Ces deux BPC, dont la facture s'élèvera à 1,2 milliard d'euros, selon un responsable russe, apporteront à l'industrie française (DCNS, STX et co-traitants) plus de quatre millions d'heures de travail, soit plus de 1 000 emplois pendant une période de quatre ans. Le premier navire doit être livré à la marine russe en décembre 2013 et le deuxième en décembre 2014.

Traité FCE: Washington ouvert à une coopération avec Moscou

 **RIANOVOSTI**, 25/11/2011 13:58



Victoria Nuland
© AFP/ MASSOUD HOSSAINI

09:35 23/11/2011

WASHINGTON, 23 novembre - RIA Novosti

Sur le même sujet

- [Traité FCE: Washington suspend ses engagements](#)
- [Traité FCE: Moscou appelle à élargir la liste des armes conventionnelles](#)
- [FCE: élaborer un nouveau traité adapté à l'époque \(Serdioukov\)](#)
- [FCE: appel à reprendre les négociations, un stratagème de l'Otan \(Marguelov\)](#)
- [Traité FCE: l'OTAN invite Moscou à reprendre les négociations \(Rasmussen\)](#)
- [FCE: une spécialiste de la Russie nommée émissaire des Etats-Unis](#)

La suspension par Washington de certains de ses engagements à l'égard de la Russie dans le cadre du Traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE) ne signifie pas le refus de toute discussion sur ce sujet à l'avenir, a déclaré mardi la porte-parole du département d'Etat américain Victoria Nuland.

[Les Etats-Unis ont annoncé mardi à Vienne](#) avoir suspendu l'application de certains de leurs engagements dans le cadre du Traité sur les forces conventionnelles en Europe. Cette décision intervient après "quatre ans d'efforts de Washington et de ses alliés de l'Otan visant à trouver une solution diplomatique suite à l'adoption du moratoire russe sur l'application du traité en 2007".

Washington a cependant promis de respecter les limites concernant ses armements et son matériel et de respecter à nouveau ses engagements si Moscou en faisait de même.

Le Traité FCE prévoit la limitation de cinq catégories d'armes conventionnelles: chars, véhicules blindés, pièces d'artillerie d'un calibre supérieur à 100 mm, avions de combat et hélicoptères de frappe.

Signé le 19 décembre 1990 à Paris par 16 Etats membres de l'Otan et six Etats membres du Traité de Varsovie, le Traité définissait les quantités d'armements conventionnels stationnés en Europe. Mais son principe fondamental relatif au maintien de l'équilibre des forces entre deux

coalitions a perdu sa raison d'être avec la réunification de l'Allemagne, l'adhésion à l'Otan de plusieurs pays d'Europe orientale et la dissolution de l'URSS. En 1999, le sommet de l'OSCE à Istanbul a débouché à la signature d'une version adaptée du traité, ratifiée par quatre pays (Russie, Biélorussie, Kazakhstan, Ukraine).

En 2007, la Russie a suspendu l'application du Traité FCE au motif que tous les pays signataires n'honoraient pas leurs engagements.

Bouclier antimissile : La Russie prête (encore) à montrer ses muscles

24 novembre 2011 – 15:25



Qu'il est loin le temps où il était question [d'une participation russe](#) au projet de bouclier antimissile de l'Otan. On se tapait presque dans le dos en se disant que la guerre froide était terminée, qu'il fallait « coopérer » et, que, de l'aveu même de l'actuel locataire du Kremlin, Dmitri Medvedev, la période de tension entre Moscou et l'Alliance atlantique était « révolue ». En fait, cela ne fait qu'un an, presque jour pour jour.

Depuis, cette fameuse coopération russe au bouclier antimissile de l'Otan, qui repose essentiellement sur des moyens américains, a fait long feu, [les négociations étant dans l'impasse](#). Pour les responsables de l'Alliance atlantique, cette collaboration doit se limiter à des échanges d'informations et à la mise en place de procédures d'alertes mutuelles. Or, Moscou aurait souhaité jouer un rôle plus important, notamment en prenant en charge la destruction d'éventuels missiles qui viendraient à survoler son territoire pour frapper l'Europe.

Pour la Russie, cette défense antimissile de l'Otan mettrait en péril la crédibilité de sa dissuasion nucléaire et le déploiement d'éléments de ce bouclier dans son ancienne zone d'influence (Roumanie, Pologne) ou près de ses frontières (Turquie) n'est pas de nature à la conforter dans son opinion que ce dispositif de la cible pas spécifiquement, d'autant plus que le dernier concept stratégique de l'Alliance ne désigne pas de menaces particulières, même si l'on sait, selon ses

dirigeants, qu'il s'agit d'empêcher une attaque de missiles balistiques venant d'Iran ou de Corée du Nord.

A plusieurs reprises, le président Medvedev a tapé du poing sur la table, comme par exemple en évoquant, en mai dernier, [une reprise de la guerre froide](#). Ou encore comme le 23 novembre, en menaçant d'installer des missiles balistiques ayant une portée pouvant aller de 280 à 500 km dans l'enclave russe de Kaliningrad, c'est à dire à proximité des pays baltes et de la Pologne.

Le cas échéant, « la Fédération de Russie déploiera dans l'ouest et le sud du pays des systèmes offensifs modernes, qui garantiront la destruction des installations européennes de la défense antimissile des Etats-Unis », a en effet déclaré le président Medvedev à l'occasion d'une allocution télévisée. « Une de ces mesures sera le déploiement d'une batterie de missiles Iskander dans la région de Kaliningrad », a-t-il précisé.

« En cas d'évolution défavorable de la situation, la Russie se réserve le droit de renoncer à toute avancée ultérieure dans le domaine du désarmement », a encore ajouté Dmitri Medvedev, ce qui veut dire que Moscou pourrait décider de plus appliquer le traité nouveau START, entrée en vigueur en février dernier et qui est le symbole de la politique de « reset » initiée par le président américain Barack Obama en vue d'améliorer les relations russo-américaines. Toutefois, le chef du Kremlin a indiqué qu'il « ne fermait pas la porte » aux négociations. « Il y a encore du temps pour parvenir à la compréhension mutuelle ».

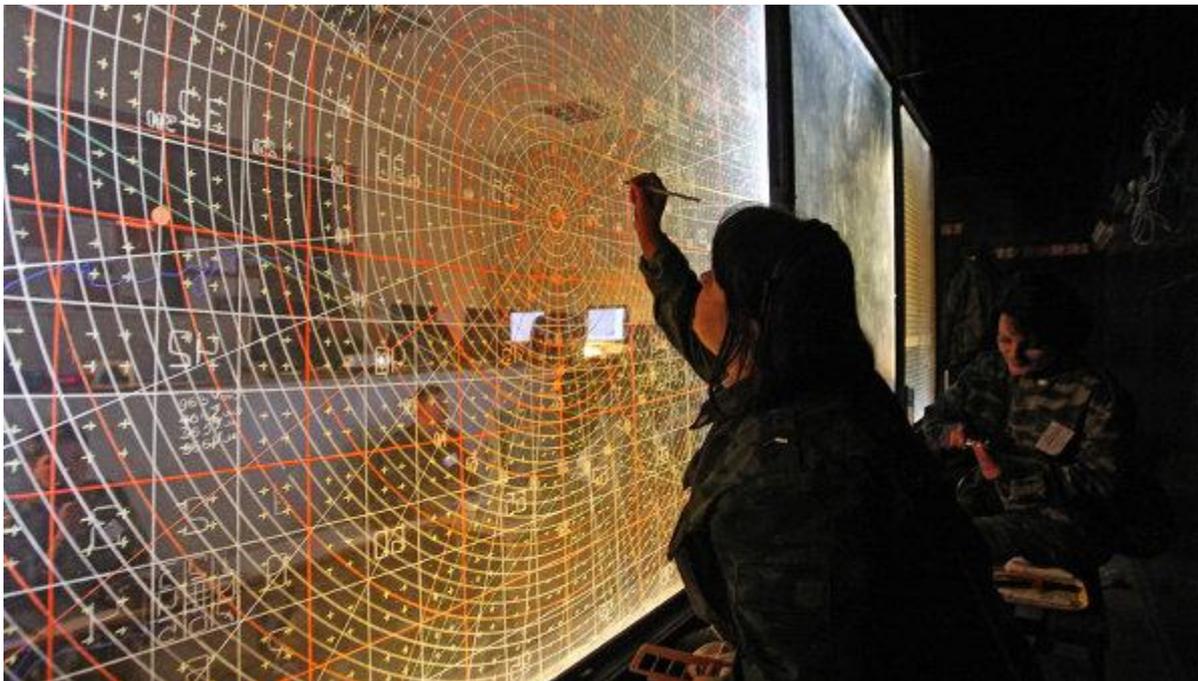
Du côté américain, où l'on est habitué à ce genre de déclarations, l'on a fait savoir qu'il n'est pas question de modifier le déploiement du bouclier antimissile. « Les Etats-Unis ont fait preuve d'ouverture et de transparence avec la Russie quant à nos projets de défense antimissile en Europe, qui répondent à une menace de plus en plus importante contre nos alliés de la part de l'Iran, et que nous sommes engagés à dissuader » a répondu Tommy Victor, le porte-parole du Conseil de sécurité nationale (NSC).

« Via de nombreux canaux de communication, nous avons expliqué aux responsables russes que les systèmes antimissile dont le déploiement est prévu en Europe ne menacent pas, et ne peuvent pas menacer la dissuasion stratégique de la Russie », a-t-il poursuivi. « L'application du nouveau traité START continue à bien se dérouler et toute menace de s'en retirer n'est pas justifiée à notre avis », a-t-il également estimé.

Ce haussement de ton du président russe à l'égard de Washington peut s'expliquer par des raisons électorales, étant donné que des élections législatives doivent prochainement avoir lieu. Et dans un pays où plus des deux tiers de la population sont plutôt hostiles aux Etats-Unis, ce genre de sortie est porteur. D'autant plus que les militaires russes voient [encore dans l'Ouest un ennemi potentiel](#).

Cependant, l'Otan a constaté, sur la période 2009-2010, un renforcement des effectifs militaires russes dans le district de Leningrad, près des Etats baltes, lesquels sont passés de 16.500 à 25.700 hommes. Sans oublier le déploiement, près de Saint-Petersbourg, de la 26e brigade de missiles, équipée de SS-26 Iskander M, de même que des batteries de défense aérienne S-300 et S-400 venues de Moscou.

Bouclier: une station radar russe bientôt en service à Kaliningrad



Bouclier: une station radar russe bientôt en service à Kaliningrad

© RIA Novosti. Mikhail Fomichev

 **RIANOVOSTI**, 13:02 25/11/2011

MOSCOU, 25 novembre - RIA Novosti

Sur le même sujet

- [Bouclier antimissile: les projets de Washington restent inchangés](#)
- [Bouclier antimissile: la riposte russe, fonction des démarches US \(Rogozine\)](#)
- [Bouclier antimissile: l'Otan étudie les déclarations de Medvedev \(officiel\)](#)
- [Bouclier antimissile: Moscou disposé au dialogue mais pragmatique \(Medvedev\)](#)
- [Bouclier antimissile: Medvedev annonce des mesures de riposte](#)

Multimédia

- [Bouclier antimissile européen: la position russe](#)
- [Bouclier antimissile américain en Europe: nouvelle conception](#)

Une station radar qui sera prochainement opérationnelle dans l'enclave russe de Kaliningrad permettra de contrôler les tirs de missiles effectués depuis l'Atlantique nord ainsi que la totalité du [bouclier antimissile européen](#), a annoncé vendredi le commandant des Troupes spatiales russes, le général Oleg Ostapenko.

"Nous sommes capables de contrôler l'ensemble du continent européen et l'Atlantique, ainsi que la totalité du bouclier antimissile européen", a affirmé le général.

Selon lui, la station sera mise en service de façon imminente. "A l'heure actuelle, nous sommes prêts à intégrer la station au système général d'alerte aux missiles", a-t-il indiqué.

Par ailleurs, le général a rappelé que sur [décision du président russe Dmitri Medvedev](#), des missiles Iskander seraient prochainement déployés dans la région de Kaliningrad.

Mercredi, le président russe Dmitri Medvedev a dressé une liste des mesures à entreprendre en riposte à la mise en place du bouclier antimissile américain en Europe, dont le déploiement d'une station de radar et de missiles de type Iskander dans la région de Kaliningrad.

L'inde voudrait commander quatre bâtiments de projection



Le BPC Mistral

crédits : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE

23/11/2011

La marine indienne a lancé un appel à projets en vue de se doter de quatre grands bâtiments de projection, à la fois porte-hélicoptères et navires pour opérations amphibies. Les chantiers indiens ont été consultés mais, ces derniers n'ayant pas de design à proposer, ils se rapprocheraient de partenaires étrangers pour formuler des offres. Plusieurs groupes internationaux devraient être sur les rangs. Le Français DCNS avec son bâtiment de projection et de commandement (BPC), l'Italien Fincantieri avec son Multifunctional Ship (MS), l'Espagnol Navantia avec son Buque de Proyeccion Estrategica (BPE) ou encore les sud-coréens avec un modèle dérivé du porte-hélicoptères d'assaut Dokdo. A première vue, DCNS et Fincantieri pourraient bénéficier d'un certain avantage, les deux constructeurs travaillant déjà avec la marine indienne. Le Français sur les programmes de sous-marins Scorpène et la motorisation des corvettes P75, et l'Italien sur le porte-aéronefs Vikrant (dérivé du Cavour) et les pétroliers-ravitailleurs de la classe Deepak. DCNS est même le constructeur étranger le plus implanté en Inde, où il dispose d'une filiale et effectue d'importants transferts de technologie. Il peut, en outre, mettre en avant le récent choix de la Russie, grand fournisseur de l'armée indienne, pour son modèle de BPC. La concurrence devrait néanmoins être très rude, les autres industriels ayant, eux-aussi, plus d'une corde à leur arc.

Le nouveau chef d'état-major de l'armée libyenne ne fait pas l'unanimité

21 novembre 2011 – 12:13

La capture, au cours de ces deux derniers jours, dans le sud de la Libye, de Saïf al-Islam Kadhafi, le fils préféré de l'ancien homme fort libyen, et d'Abdallah al Senoussi, l'ancien chef des services de renseignement, tous les deux activement recherchés depuis la chute de l'ancien régime, est un succès pour le Conseil national de transition (CNT) au pouvoir à Tripoli.

Cela étant, cela ne doit pas masquer les dissensions internes entre les différentes factions qui composent les nouvelles autorités libyennes, lesquelles posent des difficultés pour former le nouveau gouvernement. Le Premier ministre libyen, Abdel Rahim al Kib, nommé le 31 octobre dernier, a d'ailleurs obtenu un délai de deux jours supplémentaires pour dévoiler son équipe gouvernementale. Les islamistes, dont notamment Abdeljahim Belhaj, le chef du conseil militaire de Tripoli, ont réclamé « des postes précis », dont le ministère de la Défense.

Ces dissensions, on les retrouve également au sein des anciens combattants révolutionnaires. L'enjeu est réunifier l'ensemble des groupes armés qui ont oeuvré à la chute du régime. Seulement, certains d'entre eux refusent de se placer sous l'autorité de l'armée libyenne et la nomination du général Khalifa Haftar (ou Hifter) à la tête de cette dernière ne va pas simplifier la tâche.

En effet, cet officier, qui a été élu chef d'état-major par 150 de ses pairs à Benghazi, le 17 novembre, présente un parcours qui a de quoi susciter la défiance des islamistes. Ce général commandait une force libyenne quand il fut fait prisonnier par les Tchadiens dans les années 1980, à l'issue de la bataille de Ouadi-Doum. Retourné par les Américains, il fut exfiltré vers les Etats-Unis quand le colonel Kadhafi exerça une forte pression sur Idriss Déby Itno, le président tchadien, pour que lui soit livré cet officier devenu félon.

Jusqu'en mars dernier, le général Haftar a donc vécu en exil, à Langley, c'est à dire à deux pas du siège de la CIA. Et cela lui vaut la réputation d'être « l'homme des Américains ». Pendant un temps, il a disputé le commandement militaire du CNT au général Younès, assassiné en juillet dans des circonstances encore non éclaircies. Finalement, il avait été précisé qu'il ne s'occupait que des tâches logistiques et de soutien.

Par ailleurs, le prédécesseur du général Haftar, le général Souleimaine Mahmoud, qui avait pris l'intérim après la disparition du général Younès, a livré une charge contre le Qatar, qu'il accuse de soutenir les factions islamistes.

Très en pointe dans l'affaire libyenne, l'émirat a participé aux opérations aériennes de l'Otan, aux côtés des Mirage 2000 français, et envoyé des troupes au sol. Les déclarations du général Mahmoud ont d'ailleurs été précisées par le représentant libyen auprès des Nations unies, Mohammed Abdel Rahman Shalgam, qui dénoncé, à Doha, l'attitude qatarie visant à « armer et financer certains groupes » et se s'occuper ainsi de « questions qui concerne pas » le Qatar.

Pakistan : Un memo fait polémique

21 novembre 2011 – 14:37

Autant le dire tout de suite : ce qu'il se passe au Pakistan n'est pas toujours facile à suivre. D'un côté, l'armée pakistanaise, toute puissante, joue sa partition. De l'autre, le pouvoir civil, doit composer tout en ayant des relations compliquées avec les militaires.

C'est en tout cas ce que suggère un memo adressé au chef d'état-major interarmées américain, qui était à l'époque l'amiral Mike Muellen, après le raid des Navy Seals contre le repaire de Ben Laden, à Abbottabad, en mai dernier.

L'existence de ce document a été révélé en octobre par un homme d'affaires, Mansoor Ijaz, qui a publié un article dans le Financial Times. Il a ainsi raconté comment il avait été contacté par l'ambassadeur pakistanais aux Etats-Unis, Husain Haqqani, [pour transmettre un memo](#) à l'amiral Muellen, lequel aurait été dicté par le président Asif Ali Zardari.

Il était ainsi demandé aux Etats-Unis de faire pression sur les responsables de l'armée pakistanaise pour qu'il ne soit pas tentés de renverser le gouvernement civil en place par un coup d'Etat.

En échange de quoi, le président Asif Ali Zardari promettait de démanteler la S-Wing, la structure qui fait partie de l'Inter-Services Intelligence (ISI), les puissants services secrets du pays, soupçonnée d'apporter un soutien aux insurgés afghans, de créer une commission d'enquête chargée d'identifier les éléments qui ont apporté une aide à al-Qaïda et d'autoriser les forces spéciales américaines à conduire des opérations contre les dirigeants jihadistes (Ayman al-Zawahiri, Mollah Omar et Sirajuddin Haqqani), cette carte blanche prouvant qu'ils sont bien au Pakistan. Enfin, la transparence sur le programme nucléaire pakistanais a également été évoquée dans ce memo.

Devant le tollé soulevé par ces révélations, les intéressés ont, dans un premier temps, démenti l'existence de ce document. La présidence pakistanaise tout d'abord, qui a nié catégoriquement. Puis l'amiral Muellen, qui a depuis laissé la place au général Dempsey. Seulement, l'ancien chef d'état-major interarmées américain a été finalement forcé de reconnaître qu'il avait bien reçu le memo en question, sans pour autant y donner suite, comme il l'a précisé [au magazine Foreign Policy](#), qui en a publié le contenu.

C'est qu'entre-temps, Mansoor Ijaz a produit les preuves ce qu'il a avancé, en donnant au quotidien pakistanaise The News les courriels qu'il a échangés avec Husain Haqqani. Ce dernier, qui réfute les allégations de l'homme d'affaires a été rappelé à Islamabad pour qu'il fournisse des explications. Il a mis sa démission sur la table. Et une enquête devrait être ouverte pour vérifier l'authenticité de cette note.

En attendant, cette affaire pose plusieurs questions. Sous réserve que ce memo soit vrai – et il faudrait être particulièrement machiavélique pour inventer une histoire pareille, ce qui n'est toutefois pas exclu – il reste à savoir pourquoi et dans quel intérêt Mansoor Ijaz a rendu public ce document. Pour faire parler de lui? Pour mettre en difficulté le président pakistanais? Autre élément troublant de cette affaire : et toujours si elle est authentique, pour quelles raisons les Etats-Unis auraient refusé l'offre faite par Zardari?

Quoi qu'il en soit, ce qui est certain, c'est que le climat politique au Pakistan est détestable. Ainsi, selon le ministère pakistanaise de l'Intérieur, environ 150 élus pakistanaise ont récemment reçu des menaces de mort par sms pour les inciter à démissionner de leurs fonctions...

Le Qatar intéressé par le programme de défense aérienne MEADS

19 novembre 2011 – 17:19

Jugeant ses coûts de développement trop élevés et sa gestion du projet compliquée, l'US Army a annoncé, au début de cette année, son intention d'abandonner le programme MEADS (Medium Extended Air Defense System) visant à remplacer les systèmes de défense aérienne Patriot et Hawk.

« Le système ne pourra pas satisfaire les exigences américaines et faire face à la menace actuelle et émergente sans modifications importantes et coûteuses » avait expliqué, en mai 2010, l'auteur d'un mémo interne à l'US Army, en mai 2010. La décision était donc à la fois attendue et logique.

Ce programme, auquel la France a participé avant de s'en retirer pour développer le SAMP-T (Sol-Air Moyenne-Portée – Terrestre), avec le missile Aster 30, implique également l'Allemagne et l'Italie.

Aussi, avec le retrait américain de ce projet, l'avenir de ce dernier est compromis, même si le Pentagone a maintenu des crédits correspondants aux frais de résiliation qu'il aurait dû verser à l'industriel – en l'occurrence Lockheed-Martin – pour assurer, jusqu'en 2014, la première phase de développement de ce système afin d'obtenir une « preuve de concept », c'est à dire un prototype servant à démontrer l'utilité et la faisabilité du programme MEADS.

D'un montant total de 4,2 milliards de dollars, les Etats-Unis ont déjà avancé 1,5 milliards de dollars pour ce programme et comptent en déboursier 800 millions de plus jusqu'en 2014. L'Allemagne et l'Italie y contribuent respectivement à hauteur de 25% et de 17%.

Suite à l'annonce américaine, l'Allemagne avait indiqué qu'elle n'achèterait pas ce système. Seulement, si l'on en croit une information publiée par Defense News, Berlin et Rome ont entamé, depuis quelques mois, des discussions avec le Qatar, qui serait prêt à y participer financièrement à ce programme afin de disposer du MEADS pour contrer la menace des missiles balistiques iraniens et assurer la protection de son espace aérien lors le Mondial de football, qui se tiendra dans ce pays en 2022.

Reste à voir dans quelles conditions l'émirat va s'impliquer dans ce projet, du moins si les négociations aboutissent. Il n'est pas certain que sa participation financière soit à la hauteur de celle des Etats-Unis, qui ont assuré 58% de l'effort jusqu'à présent.

Cela étant, Lockheed-Martin a procédé, avec succès, à un premier test du système, le 17 novembre dernier. Il s'agit « d'une importante validation pour la poursuite du développement du programme MEADS » a fait valoir Dave Berganini, le responsable du projet, par voie de communiqué.

Les Emiratis entrent dans la chaîne de fabrication du missile Marte



Tir d'un missile Marte
crédits : MBDA

24/11/2011

MBDA a signé un accord avec Tawazun Precision Industries, afin que cette société émiratie devienne un fournisseur de composants du missile antinavire Marte. TPI, spécialisée dans la réalisation d'éléments métalliques, rejoint ainsi la chaîne fournisseurs de MBDA sur ce produit, pour lequel elle devrait effectuer ses premières livraisons mi-2012.

Selon MBDA, cette première coopération pourra déboucher sur d'autres collaborations, aussi bien sur le marché des Emirats Arabes Unis que pour le marché international.

Missile antinavire intermédiaire entre l'Exocet et le futur ANL/FASGW (antinavire léger), le Marte Mk2 existe en version air-mer et mer-mer. Evolution du Marte, mis en service dans les années 80, le nouveau missile Marte Mk 2 est désormais opérationnel dans sa version air-mer (Marte Mark2/S) après sa qualification sur hélicoptères AW-101 Merlin et NH90. L'engin a également été qualifié, cette année, dans sa version navale (Marte Mk2/N).

D'un poids de 270 kilos pour une longueur de 3.85 mètres, le Marte Mk2/S affiche une portée de 30 à 45 kilomètres suivant l'altitude de tir. Du type « Fire and Forget », le missile, qui peut aussi être lancé par avion (Mk 2/A) est doté d'un autodirecteur électromagnétique actif et une capacité de résistance accrue face aux contre-mesures. La version embarqué, est proposée par MBDA pour équiper des bâtiments de surface de 30 à 50 mètres. Le nouveau missile antinavire peut, également, être mis en oeuvre depuis des batteries côtières.



meretmarine.com
Maquette d'un missile Marte Mk2/N (© : MBDA)

22.11.2011

Mille milliards de dollars en moins: le Pentagone angoisse



Le patron du Pentagone a beau tirer des fusées rouges devant toutes les commissions parlementaires, faire des déclarations apocalyptiques sur tous les *talk shows*, rien n'y fait: la mise en oeuvre de coupes automatiques, faute d'un accord au sein de la "super-commission" du Congrès chargée de trouver des économies, pourrait amputer le budget du Pentagone de près d'un quart en 2013.

"Pour l'exercice budgétaire 2013 (qui commence en octobre 2012, nldr), la baisse des dépenses de défense serait de 23%" et de "près de 20%" sur les 10 prochaines années, affirmait, il y a quelques jours, Leon Panetta dans un courrier à deux sénateurs républicains de la

commission de la Défense, John McCain et Lindsey Graham. "Des coupes de cette magnitude seraient dévastatrices", puisqu'elles priveraient le Pentagone de 1 000 milliards de dollars sur les 10 prochaines années, ajoutait le secrétaire à la Défense.

Reprenons les chiffres: 450 milliards de dollars déjà rabotés, auxquels pourraient s'ajouter la moitié de 1 200 milliards d'économies imposées en cas d'échec de la super-commission. Soit 1

050 milliards sur 10 ans! Le compte y est, Panetta a raison d'avoir des sueurs froides. Les équipementiers et les militaires aussi!

24.11.2011

Humvee: le véhicule tactique qui résistera peut-être à la crise



Le *High Mobility Multipurpose Wheeled Vehicle* (HMMWV) ou *Humvee* connaît-il la crise? La bête de somme des armées US devait être remplacée par les *Joint Light Tactical Vehicles* (JLTV), un programme pour lequel bataillent quatre constructeurs.

La dégradation des comptes publics et les projet de coupes claires dans les programmes US remettent en question l'existence même du JLTV. Faut-il dépenser 360 000 \$ par véhicule de ce type (l'US Army en aurait besoin d'au moins 50 000!), alors que moderniser un bon vieux *Humvee* ne reviendrait qu'à 180 000 \$ par véhicule?

Le Marine Corps, dont les besoins ne sont pas aussi élevés, penchait pour le remplacement de quelque 18 600 *Humvee* et autres camions tactiques par des JLTV. 5 500 unités précisément. Mais voilà que le Corps préfère désormais s'équiper en véhicules amphibies en priorité et qu'il pourrait repousser l'achat de JLTV à l'horizon 2020.

L'US Army s'interroge. Elle a publié une RFP (*Request for proposals*), le 28 septembre, précisant qu'elle pourrait être amenée à moderniser au moins 60 000 *Humvee*. Faites les comptes...

Au même moment, l'armée française s'interroge sur la modernisation de ses quelque 1 500 VBL Panhard. 800 devaient être prolongés jusqu'en 2020, à condition d'être reconditionnés. Et rien de moins sûr désormais! Après un report de 2014 à 2016, le programme pourrait être purement et simplement annulé.

Le prix Valmy remis à Terre Fraternité

Mise à jour : 16/11/2011 09:19

L'Académie des sciences morales et politiques a remis le prix Valmy à l'association Terre Fraternité le 14 novembre 2011.

Cette académie a décidé le 10 octobre 2011 de décerner le **prix Valmy** à **Terre Fraternité** pour son action en faveur des militaires blessés et des familles des militaires tués en opérations extérieures.



Le diplôme et la médaille représentant le prix Valmy ont été remis au **général d'armée Bernard Thorette**, président-fondateur de l'association, par le président de l'Académie, au palais de l'Institut de France à Paris.

Fondé à l'occasion du 90^e anniversaire de la fin de la première guerre mondiale, ce prix est destiné à récompenser toute initiative permettant de **promouvoir l'esprit de défense et le renforcement du lien Armées-Nation**.

« L'attribution du prix Terre Fraternité a permis de **rendre un hommage appuyé** à la fois à tous les membres bénévoles de l'association pour **leurs actions remarquables et désintéressées ainsi qu'aux soldats français** blessés ou disparus lors d'une opération extérieure, et tout particulièrement en Afghanistan », indique monsieur Grégory Dufour, président du cercle Esprits de Défense.

Droits : armée de Terre 2011

Miss France de retour chez elle



C'était lundi : Miss France (alias miss Bretagne) a visité la marine, après avoir relâché dans l'armée de l'air, comme ce blog l'avait relaté à l'époque. Cette fille d'un maître principal commando marine (réserviste) a pu mettre pied sur l'Aquitaine, s'envoler dans un Lynx puis voguer sur un hors-bord. La météo brestoise a empêché un saut en tandem prévu sur EC225, avec un commando marine pour tenir les suspentes. Elle a cependant pu être treuillée par le même appareil, de la **32F**. Elle s'est aussi immergée à la flottille 50S.

En fin de parcours, Miss France a reçu son bachi.



(photos Prémarm Brest Alain Monot / Céline Poinot)

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [11/24/2011 03:56:00 PM](#)

Solidarité Défense : opération « colis de Noël pour nos soldats »

Mise à jour : 22/11/2011 10:56 - Auteur : La rédaction

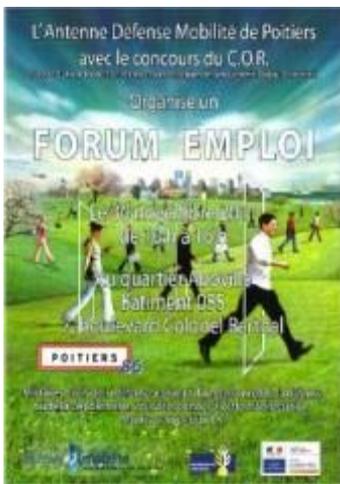
Chaque année, l'association Solidarité Défense offre un colis de Noël à tous les soldats éloignés de leurs familles. La campagne « Colis de Noël aux soldats » 2011 vient d'être lancée. Le ministre de la Défense, Gérard Longuet, a rendu visite ce lundi 21 novembre aux Invalides (Paris) à tous ces bénévoles qui confectionnent les colis.

Dans la salle des Colonnes, à l'Hôtel national des Invalides, une centaine de personnes s'active à remplir des colis postaux. Les adresses indiquent des destinations au quatre coins de la planète : Tchad, Kosovo, Afghanistan... Des bénévoles, militaires et civils de la défense, lycéens d'Ile-de-France ou membres d'associations confectionnent ces colis de Noël pour nos soldats. Plus de 10 000 paquets seront ainsi préparés. Ils partiront vers une quarantaine de zones d'opérations ou de stationnements pour être remis le jour de Noël aux militaires français éloignés de leurs familles durant les fêtes de fin d'année.

Gérard Longuet, ministre de la Défense, est venu rendre visite, ce 21 novembre, aux bénévoles de l'opération. Accueilli par l'amiral Lanxade, président de l'association Solidarité Défense, et le général Henri Bulit, délégué général de l'association, le ministre a estimé que *"cette initiative est remarquable. Elle montre que l'armée repose sur un réseau de bonnes volontés, d'attentions, de mobilisations auxquels sont nécessairement sensibilisés ceux qui sont engagés dans un effort difficile"*.

Les colis comprennent notamment les vœux du président de la République et ceux de l'association Solidarité Défense, des cadeaux, des friandises et un dessin d'enfant d'une classe primaire. 20 000 enfants de 350 établissements scolaires ont ainsi participé à cette opération. Le ministre a également souligné *"l'effort de tous ceux qui font connaître l'engagement des soldats". "Et de penser que des milliers de jeunes enfants font un geste, en parlent dans leurs classes, dans leurs familles, c'est l'image de nos combattants qui est ainsi soutenue"*.

A Poitiers, un forum pour la reconversion du personnel de la Défense le 30 novembre



Une info Défense Mobilité.

L'antenne Défense Mobilité de Poitiers organise son 1er forum emploi le mercredi 30 novembre, de 10h à 16h au Quartier Aboville.

Ce salon a pour vocation de faire se rencontrer près de 35 entreprises, collectivités territoriales et organismes de formation du bassin régional avec le personnel de Défense (civil et militaire) employé sur la garnison de Poitiers. Il est également ouvert aux ressortissants de la Gendarmerie Nationale, aux personnes ayant quitté la Défense depuis moins de 3 ans, et aux conjoints du personnel de la Défense.

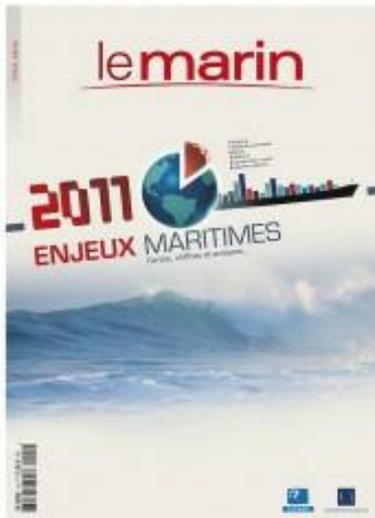
Cette journée sera également l'occasion de proposer des informations sur les carrières ouvertes et les modalités d'accès à la fonction publique ; sur les métiers de la sécurité (carrières possibles, conditions d'exercice...). Le CMFP, Centre Militaire de Formation Professionnelle, présentera son rôle prépondérant dans le parcours de transition professionnelle des militaires quittant l'institution.

Pour consulter les offres à pourvoir, aller le site www.reconversion-militaire.fr

Pour plus d'informations sur Défense Mobilité et le dispositif de transition professionnelle : www.defense-mobilite.fr

Un nouveau hors série du "marin": 2011 Enjeux maritimes

Mes collègues du *marin* viennent de dévoiler leur dernière production en date: un excellent hors série consacré aux enjeux maritimes.



Les plus grands ports du monde, les spécialistes des transports de marchandises, le classement des pavillons maritimes, la croisière, les chantiers navals, l'offshore, les flottes militaires, les pêches et l'aquaculture, les navires exceptionnels récemment entrés en flotte... Sur tous ces domaines et quelques autres encore (la piraterie par exemple), *Enjeux maritimes 2011* dresse un panorama complet, avec des cartes, des chiffres, des faits, ainsi que des commentaires pour mieux comprendre.

Ce document de synthèse permet de mesurer les grands enjeux économiques maritimes du monde d'aujourd'hui. Ce document a été réalisé par les spécialistes du *marin* avec la collaboration de l'Isémar et de l'université de Nantes. En vingt chapitres, ces informations sont présentées sous une forme attractive, dans un

album grand format très illustré.

Publié par Infomer, 116 pages, 12,50 €.

L'Afghanistan au ras du sol

La Task Force La Fayette, ce sont les unités françaises engagées en opérations en Afghanistan. José Nicolas, ancien sous-officier des Troupes de Marine devenu photographe de guerre chez SIPA Press, indépendant depuis 1995, a accompagné les unités françaises, pendant cette année 2011, depuis leur entraînement à Canjuers jusqu'à leur déploiement, et vécu avec eux des



moments dramatiques, passant par exemple plusieurs heures cloué au sol avec eux sous les tirs. Son témoignage est un témoignage fort et très réaliste.

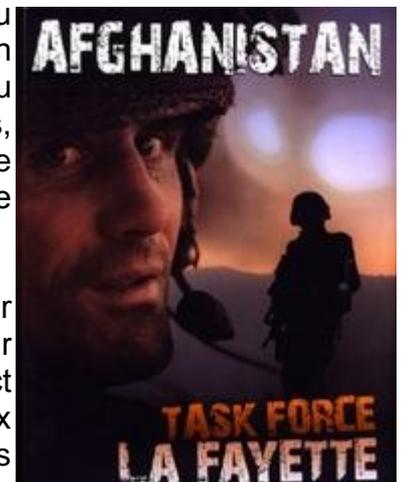
Simplement baptisé « Task Force La Fayette », son livre, publié aux éditions « Esprit de tous les combats », rassemble principalement les photos de José, sur un texte de Christophe Gautier, mais est complété par quelques photos du sergent

Sébastien Vermeille, photographe du SIRPA Terre tué par un IED en Afghanistan le 13 juillet 2011, ainsi que du photographe Rémi Ochlick.

Ce livre est dédié à tous les soldats français morts cette année en Afghanistan, ils sont 76 depuis le début 2001.

José n'a pas découvert ce pays aujourd'hui. Depuis 1984, il a parcouru l'Afghanistan, d'abord avec les maquis qui se battaient contre l'invasion soviétique, celui du pro-occidental Abdul Rahmin Wardak puis celui du fondamentaliste Jalaludine Haqqani. Il connaît donc bien les Afghans, leur diversité, leurs contradictions, et il a découvert cette nouvelle guerre, une guerre aveugle, symbolisée par cette photo d'un poste d'observation placé sur un promontoire face au vide absolu.

« L'engagement des militaires n'est pas en cause, au contraire leur dévouement est total, raconte-t-il. Mais avec la tactique de rester enfermés dans les FOB (Forward operating bases) et d'éviter le contact pour limiter les pertes, il arrive à beaucoup d'entre eux de passer six mois dans ce pays sans voir un seul insurgé, un seul rebelle, et ils finissent par ne plus comprendre ce qu'ils font là ».



Les rares rencontres se font dans les villages traversés au pas de charge, avec des fouilles qui sont autant de malentendus possibles, mais pas d'échanges réels avec la population. Comme si les militaires étaient à côté du pays, sans le voir.

José n'est pas politique, ne se hasarde pas à des analyses stratégiques qu'il laisse aux journalistes et se contente de témoigner de ce qu'il voit sur le terrain, auprès des militaires. Il a bénéficié de l'entier soutien, tient-il à préciser, du général Maurin sur place, avec les colonels Chigot et de la Presle qui l'ont accueilli en lui accordant leur confiance, ainsi que du colonel

Burkhard à l'EMA qui lui a donné les autorisations nécessaires. Mais il a effectivement passé l'essentiel de son temps à crapahuter sur le terrain avec les caporaux, à partager leurs rations et leurs émotions ; il a vécu avec eux les moments les plus forts, mais aussi les plus contradictoires, notamment lors



de l'opération « Cigogne blanche - White Stork 3 ».



« Elle a commencé dans la nuit du 7 août ; les hommes du 152° régiment d'infanterie, du 19° régiment du génie ainsi que les légionnaires-parachutistes du 2° REP participaient à cette opération de reconnaissance d'une position fortifiée afghane et de recherche d'armes ou d'engins explosifs dans la vallée de Tagab, à l'est du pays. C'est au moment où nous quittions une zone qui venait d'être fouillée que nous avons été pris à partie par un groupe d'insurgés, vers le village de Nawrozkhel ».

« En un moment, ça tirait de partout. On nous a fait coucher sur le sol et préparer un repli en courant, à découvert. Nous sommes restés coincés trois ou quatre heures, alors que nous devons être 250 ou 300, avec les soldats du 15/2, du 19^e RG et du 2^e REP, contre un groupe d'insurgés mobiles et qui changeaient sans cesse de position. Les Français de la Force Raptor avaient le soutien d'hélicoptères Tigre, de mortiers et de canons de 105. Malgré cela, on a évité le contact pour limiter les pertes ».



Les pertes, ce jour-là, ont quand même été de deux morts et six blessés au moins, malgré la supériorité numérique et de puissance de feu. Ses photos montrent une compagnie aplatie entre deux murets, puis l'évacuation d'un blessé. Certaines photos sont floues, il les a laissées, ce sont des documents : il courait, aussi chargé que les autres, aussi plié en deux que les autres pour échapper aux balles en traversant le wadi à découvert, difficile de faire une mise au point quand on n'a pas deux

secondes. C'est du combat réel.

Il n'a pas eu peur ? « La vraie peur c'est de perdre une jambe ou un bras, de revenir handicapé ; sinon j'ai accepté le risque, comme les autres, et j'ai admiré le courage même des plus jeunes des diables rouges du 152° RI à vouloir repartir sous le feu pour ramener leurs camarades légionnaires blessés ». Soldats et cadres ont sans doute apprécié son propre courage, son aptitude opérationnelle. Toujours est-il qu'il a su progressivement capter leur confiance et que beaucoup se sont livrés à lui. Ce qui nous vaut une belle galerie de portraits d'hommes et de femmes de « Raptor », des services de santé, de l'ALAT. Mais aussi, ce n'est pas dans le livre, un flux de messages et de correspondances échangés par Internet encore aujourd'hui.



« Ils reflètent une fierté, celle de leur engagement, mais aussi un malaise, celui de ne pas être compris, celui de ne pas comprendre eux-mêmes. Avec une population prise en otage et qui paie le prix fort, des Talibans insaisissables, une armée afghane encore inconsistante... » Alors que

conclut-il de son expérience ? « Que les soldats français sont des combattants formidables mais qu'il ne faut pas les tromper sur cette guerre incertaine ».

Veut-il dire que la coalition occidentale risquerait de perdre de sa légitimité ? Prudent, José refuse de se laisser entraîner sur le plan de la stratégie. Mais reste sur celui du bon sens, qu'il maîtrise indubitablement : « ce déploiement a généré toute une économie parallèle, mais il ne faut pas que ça en devienne la justification. En plus, trop de gens ont des certitudes. Il n'y a rien de pire dans une guerre que des certitudes : avec des doutes on peut espérer gagner, avec des certitudes sûrement pas ». Ses photos ont un mérite, elles permettent en tous cas de se poser des questions.

« Afghanistan : Task Force La Fayette », Edition l'Esprit de tous les combats, 256 pages et 480 photos. Photos © José Nicolas.

Guerre de Libye : "Les moyens de la marine mobilisés à leur extrême limite"

Le Point.fr - Publié le 19/11/2011 à 09:52 - Modifié le 19/11/2011 à 10:29

Docteur en histoire, capitaine de frégate honoraire, Alain Boulaire est spécialiste de l'histoire militaire maritime de la France. Il publie aujourd'hui "La marine française : de la Royale de Richelieu aux missions d'aujourd'hui". Interview.

Le Point : Vous ne publiez pas aujourd'hui l'énième histoire de la marine française, mais une histoire, comme l'amiral Forissier le souligne dans sa préface. En quoi votre vision serait-elle si personnelle ?

Alain Boulaire : Il est souvent demandé à l'historien d'être "objectif". Ma définition actuelle de l'objectivité est la suivante : "Je suis objectif lorsque je pense la même chose que mon interlocuteur." Pour moi, l'historien doit être sincère et honnête, mais toute histoire est personnelle parce qu'elle est marquée par la propre histoire de celui qui l'écrit. Dans le cas présent, mon propos est de convaincre les lecteurs de l'importance de la mer, mais aussi de la nécessaire prise en compte de l'ensemble des paramètres, en essayant de relier en permanence le rôle que doit jouer la marine dans la politique générale du pays : une marine militaire n'existe pas en soi ; elle est une composante d'une politique de défense globale telle qu'elle a pu être théorisée par l'amiral Castex, et je crois que nous n'avons eu de grande marine que lorsque cette vision globale a été prise en compte. J'ai aussi une totale liberté par rapport à l'institution qui fait que, à la différence par exemple des historiens américains attachés à la Navy sur les lieux de combat, je ne dois pas écrire un simple récit factuel mais tenter de donner ma lecture des événements.

Quelles sont à vos yeux les caractéristiques de la marine de Richelieu, au XVIIe siècle, qui perdureraient aujourd'hui ?

La vision de Richelieu est pour moi fondée sur cette phrase extraite de son testament politique qui, même s'il est apocryphe, traduit bien sa pensée : "Dieu a donné à la France l'empire des mers." Le fait d'avoir des façades maritimes uniques en Europe - mer du Nord, Manche, Atlantique et Méditerranée - et, aujourd'hui, le deuxième empire maritime du monde par notre Zone économique exclusive (ZEE) donne à la France une chance extraordinaire. Encore faut-il que la volonté politique soit présente et c'est là que le bât blesse toujours, car une marine coûte cher (le ratio dépenses en matériel/homme est dépassé par celui des pilotes de chasse de l'armée de l'air, mais se situe très largement au-dessus de celui de l'armée de terre) en construction et en maintenance. Thiers disait que "une marine, c'est du temps, de la patience et de la volonté".

À propos de la destruction d'une partie de la flotte française par la Royal Navy à Mers el-Kébir, en 1940, vous écrivez que "l'anglophobie n'a jamais été complètement effacée de l'esprit des marins français". N'aurions-nous pas dépassé ce tragique épisode, 70 ans plus tard ?

Peut-être est-ce une réaction de Breton, mais je pense que, même si depuis l'Entente cordiale les choses ont un peu évolué, elles ont pris un coup de froid avec Mers-el-Kébir (attaque, le 3 juillet 1940, de la marine britannique contre une escadre de la marine française mouillant dans le golfe d'Oran, en Algérie, NDLR). Si, au niveau des états-majors la coopération est aujourd'hui réelle et souvent amicale, si un homme comme Hervé Grall, orphelin de Mers-el-Kébir - qui écrit dans mon livre un encart sur le sujet - a su renouer des liens avec les marins britanniques présents sur les lieux du drame, il n'en reste pas moins que la méfiance est toujours prête à se réveiller : le rôle des Anglais dans l'affaire du *Rainbow Warrior* est troublant et on voit bien qu'à tort ou à raison, "l'ennemi héréditaire" est facilement mis en cause pour des affaires récentes ayant touché des bateaux de pêche bretons. Alors qu'au sommet de l'État et dans les états-majors, l'anglophobie a été surmontée, certes. Mais dans les opinions publiques des deux pays, la méfiance réciproque est, pour moi, toujours présente, et c'est là où on peut rejoindre Pierre Nora sur une France malade de sa mémoire.

Vous écrivez, à juste titre, que "le général de Gaulle fut globalement peu aimé par la marine". Laquelle a pourtant oeuvré pour que son navire amiral, le porte-avions nucléaire *Richelieu*, porte finalement le nom du chef de la France libre. Comment expliquez-vous ce paradoxe ?

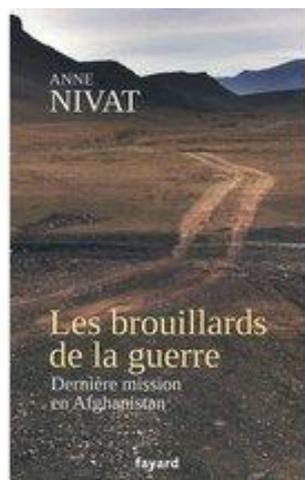
Ce sont les politiques, on l'a bien vu sur ce cas précis, qui choisissent le nom des bateaux de guerre et il est pour le moins paradoxal et propre à l'esprit français que nos plus grosses unités depuis la Seconde Guerre mondiale aient porté des noms de gens rattachés à l'armée de terre : Colbert, Clémenceau, Foch et Jeanne d'Arc (la pauvre, a-t-elle jamais vu la mer dans sa courte existence ?). Le *Charles de Gaulle* est donc directement dans cette lignée, encore que son choix du SNLE comme vecteur majeur de la dissuasion nucléaire a fortement contribué au maintien d'une importante marine de surface et de ses moyens aéronavals.

Durant la récente guerre de Libye, la marine a tiré avec ses avions et ses frégates contre des cibles sur le sol libyen, a multiplié les actions létales de commandos à terre, a transporté la force d'hélicoptères d'attaque de l'Alat. Quelles leçons tirez-vous de cette polyvalence ?

Le *Charles de Gaulle*, les frégates et plus encore les BPC ont montré le rôle majeur que joue la marine dans des opérations du type de celles de la Libye : cette guerre "propre", la première à avoir provoqué zéro mort côté allié, a mobilisé les moyens de la marine à leur extrême limite matérielle et humaine comme l'ont souligné les amiraux Forissier et Rogel, les deux chefs d'état-major qui viennent de se succéder. Cela doit, au-delà des choix d'engagement des forces qui relèvent des seuls politiques, conduire à une réflexion majeure : dans les guerres de type nouveau qui s'annoncent : engagements militaires internationaux menés par l'ONU ou l'Otan, mais aussi lutte contre les narcotrafics, la piraterie, voire les menaces environnementales, etc. La marine nationale joue, on le voit chaque jour, un rôle majeur ; la ZEE française est énorme et constitue indubitablement un atout pour la France et une promesse d'avenir. Alors quelle marine doit-on avoir ? La France seule peut-elle en assumer les frais ?

* *La marine française : de la Royale de Richelieu aux missions d'aujourd'hui*, éditions Palantines, 383 pages, 23 euros, ISBN 978-2356780560

En Afghanistan, Anne Nivat passe de l'autre côté du miroir



La journaliste Anne Nivat n'a pas peur, mais alors pas du tout. Après ses reportages en Tchétchénie ("*Chienne de guerre*", paru en 2000) puis en Irak, elle s'est évidemment intéressé à l'Afghanistan. Elle nous livre un excellent récit de la guerre qui s'y déroule, qui tient à la fois de la description et de l'analyse. Un ouvrage construit à partir de plusieurs reportages sur le terrain, entre l'été 2008 et l'été 2011.

La méthode d'Anne Nivat est toujours la même : aller voir les gens, les écouter, tenter de les comprendre et rapporter (c'est l'origine du mot reporter...) ce qu'elle a vu et compris. Banal ? Pas tant que cela. Après plusieurs semaines passées comme

"embedded" dans un régiment canadien, sous la responsabilité du major Pruneau, elle passe, telle Alice aux pays des merveilles talibanes, "*de l'autre côté du miroir*". Elle laisse le gilet pare-balles et revêt le burqa. Et en avant ! Ses longs séjours dans le pays lui ont permis de tisser un réseau chez les "insurgés". Elle y est accueillie et elle décrit "*le camp d'en face*" de l'intérieur.

Il n'y a jamais rien de caricatural ou de complaisant dans ce qu'elle décrit - sans juger. "*Rien n'est clair*" reconnaît-elle. Ceux qui n'aiment pas les idées toutes faites et la pensée confortable apprécieront ce livre, à l'écriture simple et enlevée. Une réussite.

Anne Nivat, "Les Brouillards de la Guerre - Dernière mission en Afghanistan". Fayard, 439 pages, 22 euros.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Lundi 21 Novembre 2011 à 15:56

Si je peux aider...

Même s'il vaut mieux réformer en période de croissance qu'en dépression, le choix qui s'offre à la communication de défense est sans appel : il va falloir trouver (au moins) 7 MEUR d'économies, l'an prochain. Selon un proche du dossier, Bercy était "obsédé" par la volonté de tailler à tout prix (1) dans cette enveloppe nourrie, il est vrai, de 100 MEUR par an, dont 77 MEUR rien que pour les salaires.

Par delà les vérités convenues -et chacun à la sienne-, les voies qui s'offrent sont assez étroites. Les vrais effets de productivité viendront avec le balardgone, car les personnels, placés en plateau, n'auront à faire qu'à un seul service administratif au lieu qu'on en entretienne un par Sirpa. La DICOD, qui doit ainsi arriver à 158 personnels avant le balardgone (effet de la RGPP) pourrait ainsi perdre 30 à 40 personnels supplémentaires. Mais le Balardgone n'arrive qu'en 2014. Je fais partie de ces rares fous qui militent pour la mise en plateau, dès maintenant, des personnels chargés de relations avec la presse. Cela aurait l'avantage évident de mêler les cultures, et peut-être, que les moins bons puissent s'inspirer des très bons. Quitte à ce que cela les décourage et qu'ils contribuent à la déflation naturelle.

Un confrère de TF1 pestait hier ainsi au point presse du ministère, en déplorant qu'il faille un mois (un mois !) pour lui donner les conditions d'un reportage qui fera cinq minutes au journal télévisé du soir (ce qui est très long). Un tel sujet sur le premier jité de France, c'est bien mieux, et nettement moins cher qu'une campagne de pub, et on se demande encore, d'ailleurs, pourquoi on fait, dans les armées, plus d'efforts pour les cabinets de publicités, ou les réservistes citoyens, qu'on n'en fait pour la presse. Franchement, demandez autour de vous, qui est arrivé à l'armée par une pub télé ?

Passons. Tailler dans les campagnes de pub serait facile et tentant, mais ces cabinets disposent de contrats pluriannuels, difficiles à réduire d'une année sur l'autre sans tracas juridique. Et j'entends déjà la marine rappeler, à juste titre, que l'année où elle a négligé ses écrans de publicité, elle a récolté un recrutement de bien moindre qualité (tout ceci ne s'expliquant pas, à mon sens, par la seule qualité et présence d'une campagne...).

Reste deux variables évidentes : la masse salariale incroyable de cette filière com (77 MEUR) qu'on pourrait qualifier, dans certains endroits, de mexicaine, et les frais liés aux magazines internes de la défense, deux sujets sur lesquels les armées s'arc-boutent (on se demande pourquoi). Dans le premier cas, les armées doivent enfin privilégier les compétences de leurs personnels sans forcément se focaliser à tout prix sur le placement des leurs lieutenants-colonels et colonels (un sujet douloureux, mais que j'ai récemment expérimenté à deux reprises lors de reportages à l'étranger). Pour le dire encore plus clairement, certains postes pourraient être ouverts à des officiers subalternes, qui ont des qualités à défendre, pour peu que les DRH s'y intéressent.

Le maintien de quatre magazines internes, dont pas un seul n'est uniquement centré sur l'engagement opérationnel interarmées -la finalité, et la réalité des armées- a de quoi impressionner, en ce début de 21e siècle. Chacun de ces magazines mobilise une vingtaine de personnels, même si ce blog l'a déjà relaté, les situations varient d'un titre à l'autre. Abattre des arbres pour voir des paquets entiers de ces magazines finir à la poubelle à de quoi faire frémir (2), dans un ministère qui revendique sa note écolo. Pour la faire court, un seul titre suffirait bien, et le rendre disponible en ligne (3) économiserait des factures d'impression, en le rendant, en plus, bien plus visible.

(1) comme la Cour des Comptes avait eu le bon gout de publier un rapport sur le sujet quelques jours avant, les services de Bercy ont eu de précieux éléments de réflexion.

(2) animé sans doute par un souci louable de venger ces arbres, le commandant de l'îlot Saint Germain, ancien communicant, a fait placer des présentoirs dans l'entrée principale, permettant à ces magazines de rester un peu plus longtemps en vie, et de les faire donc connaître aux visiteurs.

(3) la DGA a déjà matérialisé tous ses supports de com'.

Un Petit futé dédié au tourisme de mémoire



On m'a signalé la sortie d'un guide "Petit futé" dédié au tourisme de mémoire : champs de bataille, cimetières militaires, musées, mémoriaux... Il s'intitule *Guide des lieux de Mémoire en France. Champs de bataille, cimetières militaires, musées, mémoriaux...* En voici la présentation par l'éditeur:

Ce guide ne peut être exhaustif. Par contre, chacun est concerné dans son histoire familiale. Peut-être ce guide donnera-t-il quelques repères, y compris aux plus jeunes. Peut-être permettra-t-il de répondre à quelques questions et de s'en poser d'autres. Peut-être donnera-t-il envie de visiter un des nombreux musées de la Résistance : il y en a dans presque tous les départements. Peut-être permettra-t-il de prêter attention aux mémoriaux et monuments aux morts afin de leur donner du sens. Il permettra aussi de croiser d'illustres personnages qui ont largement contribué à faire l'histoire et auxquels des musées sont consacrés : de Gaulle, de Lattre de

Tassigny, Jaurès, Clemenceau, Bonaparte, Murat et bien d'autres. Il y est aussi question d'Oradour, de Maillé et de bien d'autres lieux où des personnes ont eu à faire face à la barbarie SS et de remonter, plus loin dans l'histoire, jusqu'aux exactions liées à la Révolution. Loin de toute exploitation par l'émotion, soyons dignes de cet héritage, entretenons ce souvenir pour mieux comprendre le passé, car « Si l'écho de leurs voix faiblit, nous périrons, » écrivait Paul Eluard au sujet des survivants des camps de concentration.

Petit Futé Guide des lieux de Mémoire 2012. Collection Thématiques - Edition n°2, 240 pages.
Prix public : 12,95 euros
Disponible sur www.petitfute.fr